

Les libéraux britanniques divisés sur la défense

«Humiliation», «défaite», «mauvais coup»... La presse britannique est unanime dans son appréciation de la mise en minorité de M. David Steel, principal dirigeant du Parti libéral, lors du congrès annuel de ce formation, qui se tient en ce moment à Eastbourne.

L'affaire est en effet d'importance : elle met en jeu la crédibilité de l'Alliance formée par le Parti libéral et le Parti social-démocrate de M. David Owen sur une question essentielle, la défense du Royaume-Uni, où des élections législatives doivent se dérouler au plus tard au printemps de 1988. Par vingt-sept voix de majorité seulement, sur plus de mille deux cents votants, le Congrès a adopté une motion en faveur d'une plus grande coopération européenne dans le domaine militaire, à condition qu'elle ne porte pas sur les armes nucléaires.

Cette importante réserve ruine l'édifice construit à grand-peine durant l'été par MM. David Owen et David Steel, qui étaient parvenus à rapprocher les points de vue des deux formations. Selon ce compromis, les libéraux partisans du désarmement nucléaire, unilatéral de la Grande-Bretagne et les socialistes-démocrates qui souhaitent la maintenance de la force de dissuasion s'accroissent pour l'instant à après les élections la question de la modernisation de l'arsenal nucléaire britannique.

An cours des dernières semaines, notamment après une visite à Paris, le 14 septembre dernier, M. Steel avait fait un pas supplémentaire en direction de M. Owen en admettant qu'il était souhaitable d'envisager une « discussion minimum » dans le cadre européen, grâce à une coopération avec la France.

C'était trop pour la majorité du Parti libéral, visiblement influencée par les sirènes pacifistes et « universalistes » du Labour. La présence au sein de la formation libérale de nombreux membres du CND (Campaign for Nuclear Disarmament), qui combat depuis des décennies l'armement atomique du pays, a également contribué à faire pencher la balance en faveur des anti-nucléaires. Même si M. Steel s'attache aujourd'hui à minimiser la portée du vote du mardi 23 septembre en déclarant qu'après tout cette défaite n'est « pas si grave », il ressort tout de même affaibli de l'épreuve.

Il perd d'abord du poids par rapport à son « alter ego » à la tête de l'Alliance, M. David Owen, qui bénéficie déjà d'un avantage certain dans l'opinion.

Mais l'échec de M. Steel au sein de sa propre formation diminue également les chances de l'Alliance dans son ensemble, enlevant beaucoup de sa crédibilité à l'hypothèse d'une Chambre des communes dans laquelle aucun des grands partis n'aurait la majorité absolue.

Plus profondément, cet incident témoigne de la persistance dans l'opinion britannique d'un courant pacifiste dont l'influence s'étend bien au-delà des rangs du Labour.

Voilà qui ne devrait pas rassurer le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, lequel vient d'attaquer violemment à Londres la politique de défense des travaillistes. Quant aux Européens, qui estiment que la mise en œuvre d'une coopération accrue en matière de défense, y compris nucléaire, est indispensable pour échapper au désastre, ils ne peuvent que constater une fois de plus que leur rêve s'éloigne dans le temps.

Le conseil des ministres a adopté l'ordonnance de M. Pasqua

M. Mitterrand ne veut pas « réveiller » la controverse sur le découpage électoral

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 24 septembre, l'ordonnance qui doit fixer le nouveau découpage électoral à la suite du rétablissement du scrutin majoritaire pour les élections législatives. Ce texte est désormais soumis à l'appréciation du président de la République, dont la signature est obligatoire

avant promulgation. M. Mitterrand a toutefois décidé de réserver son accord, afin de ne pas « réveiller cette controverse ». « Le président de la République fera savoir sa décision dans un délai aussi bref que possible », a indiqué le porte-parole de l'Élysée.

Terrorisme ou pas, la vie continue. Et les dirigeants du pays doivent continuer à faire leur métier. M. François Mitterrand, et M. Jacques Chirac font le leur. Comme si de rien n'était ? Il serait excessif de le prétendre. En tout cas avec une volonté commune de confirmer que, face à la menace collective, le pouvoir

s'arc-boute pour opposer un front commun à ceux qui s'emploient à le déstabiliser. Mais il est clair que, dans un tel contexte, certains dossiers deviennent subalternes. Tel est le cas du projet de redécoupage des circonscriptions législatives qui a été adopté, ce mercredi matin 24 septembre, par le conseil des ministres.

Après avoir fait la navette, pendant un mois, entre le ministère de l'Intérieur et le Conseil d'État, en passant par la commission dite des six « sages » installée fin juillet.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 7.)

La lutte contre le terrorisme et la politique française au Proche-Orient

M. Aurillac en visite à Damas

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, se trouve en visite à Damas, où il a rencontré le président de la République syrienne, Hafez el-Assad, le 24 septembre. L'enquête sur les derniers attentats commis à Paris se poursuit. Selon

le témoignage d'une employée de l'aéroport d'Orly, Emile Abdallah, soupçonné d'être l'un des auteurs de l'attentat de la rue de Rennes le 17 septembre, aurait pris l'avion pour Vienne le soir-même. (Lire page 28.)

Les arbres et la forêt

par Jacques Arnal

La France a-t-elle encore les moyens et la volonté d'avoir une politique au Proche-Orient ? Doit-elle même continuer à tenter d'en avoir une ?

Questions provocantes, mais combien d'actualité même si elles ont été voûtement ignorées par l'essentiel de la classe politique, majorité et opposition confondues. Il faut pourtant à un tel aveuglement un bel acharnement : ne distinguer que quelques arbres pour ne pas voir l'évidente forêt. La France n'est pas seulement en guerre contre quatre ou cinq frères ou leurs cousins des villages voisins. Le clan de Kobayasi, certes, est loin d'être aussi innocent qu'il veut bien le prétendre, mais il ne constitue que la partie visible d'une alliance conjoncturelle d'intérêts et de passions contradictoires dont le but est d'en finir avec toute influence occidentale dans la région.

La France peut-elle encore résister à ces forces en pleine expansion ? Y est-elle préparée ? L'aventure aurait-elle un sens ?

La partie, indiscutablement, est mal engagée. En portant le terrorisme en France, les ennemis de toute influence française au Proche-Orient ont pris le risque,

certes, de déclencher un phénomène d'union nationale. Mais leur connaissance de notre pays les pousse à penser qu'il ne sera sans doute qu'éphémère. Encore quelques atrocités, se disent-ils, et les belles résolutions manifestées dans les derniers sondages s'effondreront. L'isolationnisme n'est pas seulement nord-américain. D'autant plus qu'il n'est ni facile ni évident d'expliquer alors que les bombes explo-

sent pourquoi la France devrait s'abstenir et maintenir sa présence dans une région de tempêtes. La retraite, au demeurant, n'a-t-elle pas déjà été sonnée au Liban ? C'est de justesse que la face a été sauvée en 1983 dans l'affaire de la force d'interposition, après l'attentat du Drakkar. Les États-Unis avaient, il est vrai, pris les devants dans la fuite.

(Lire la suite page 4.)

DROGUE: Les dealers s'expliquent:



La « 5 » interrompt toutes ses grandes émissions

Les grands feuilletons, les émissions sportives disparaissent en raison des circonstances actuelles.

PAGE 20

Sanglante fusillade à Lomé (13 morts)

Les autorités togolaises mettent en cause un « commando terroriste » venu du Ghana.

PAGE 6

Levée de l'immunité parlementaire de M. Mzali

L'ancien premier ministre tunisien dénonce « des faits sans précédent dans l'histoire du pays ».

PAGE 5

Réglementation pour la procréation artificielle

Les techniques nécessitant la collecte, la conservation et la cession du sperme et des œufs humains vont être prochainement réglementées.

PAGE 12

Les conséquences de Tchernobyl

Deux conventions devraient être signées à Vienne pour renforcer l'information et l'assistance en cas d'accident nucléaire.

PAGE 10

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Exposition : Arp à Strasbourg.
- Cinéma : l'horreur poétique de Franju.

(Pages 13 à 15)

Le sommaire complet se trouve page 28

En Iran

L'opposition légale somme l'imam Khomeiny d'arrêter la guerre

Tandis que les dirigeants iraniens poursuivent fébrilement la préparation de la grande « offensive finale » contre l'Irak, le Mouvement de libération de l'Iran présidé par M. Mehdi Bazargan, qui fut le chef du gouvernement provisoire constitué par l'imam Khomeiny au lendemain de la révolution, a rendu public à Téhéran un « message au Guide de la Révolution » dans lequel il lui demande instamment de mettre fin à une guerre ruineuse aussi bien pour

l'Iran que pour l'Irak. Dans ce texte qui a été distribué à des milliers d'exemplaires à Téhéran, M. Bazargan et ses amis affirment que la plupart des responsables iraniens sont favorables à une solution négociée du conflit, que seul l'imam s'obstine à poursuivre, faisant ainsi preuve « d'une dictature et d'un despotisme » qui sont contraires « à l'Islam, au Coran et à la Constitution ».

(Lire page 4.)

Les nouvelles mesures contre la toxicomanie

Plus coupables que malades

M. Alain Chalandon, ministre de la justice, a défini, le mardi 23 septembre, les grandes orientations de la politique de lutte contre la drogue : il a insisté sur l'aspect répressif du dispositif mis en place par le gouvernement avec l'application stricte de la loi de 1970 et l'aggravation de peines pour les trafiquants.

En mettant l'accent sur la répression et en laissant de côté la prévention, le ministre de la justice condamne les politiques de prise en charge de la toxicomanie patiemment élaborées depuis quinze ans. Mettre un usager de drogue en prison ne résout pas son mal. Au contraire. Les psychiatres, les éducateurs spécialisés, la plupart des magistrats et beaucoup de policiers en sont convaincus. La drogue est un

fléau, elle inquiète à juste titre l'opinion publique. Mais faut-il prendre des mesures répressives qui n'ont, dans le domaine de la drogue en tout cas, aucune efficacité pour les usagers ?

Un toxicomane en prison ou dans quelque lieu fermé que ce soit est sévré physiquement en quelques jours. Mais s'il n'est pas guéri, on applique la loi de la rue, la recette depuis longtemps. En réalité, les statistiques le prouvent, un drogué libéré, libéré dans la nature, renoue des contacts et retombe dans son enfer. Beaucoup de surdoses mortelles ont eu lieu à la sortie des prisons.

L'étude de la toxicomanie, la fréquentation des toxicomanes ont appris à mieux saisir un phénomène qui ne met pas simplement

en cause un individu coupable d'avoir contrevenu à la loi sur l'usage des stupéfiants. La toxicomanie reste, selon la formule du docteur Claude Olievenstein, la rencontre d'un produit, d'un individu et d'un milieu socioculturel. La loi de 1970, qui prévoyait l'injonction thérapeutique, s'inspire de cette conception. La culpabilité du toxicomane n'était plus celle d'un délinquant ordinaire troublant l'ordre public. On considérait — et on estime que c'était un progrès — l'usager de drogue comme un malade, et sa responsabilité en était diminuée d'autant.

L'arsenal répressif mis en place aujourd'hui par le garde des sceaux marque apparemment une politique de fermeté.

CHRISTIAN COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

Cartier

BOUTONS DE MANCHETTES OR, OR ET BRILLANTS

12, avenue Montaigne PARIS. 47.20.06.73

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

حکومت من الامم

هذا من الاحل

Débats

La bio-éthique en question

Le corps scientifique résiste à se laisser détourner de ce qu'il définit comme les voies du progrès

par LAURENCE GAVARINI (*)

UN débat éthique est engagé depuis plus de deux ans sur les questions de procréation médicalement assistée (au sein des instances officielles, mais aussi, de manière plus diffuse, dans des manifestations et colloques dont « Génétique, Procréation et Droit » a donné publiquement le coup d'envoi, en janvier 1985).

Une consultation nationale devrait être entreprise, à la suite du rapport remis par la commission de cinq sages nommés par le précédent gouvernement (1). Ici et là les initiatives se sont multipliées, contribuant à une réflexion nationale dont la France s'enorgueillit, le président de la République étant personnellement à l'origine du Comité consultatif national d'éthique et d'une rencontre internationale sur la bio-éthique (2).

Si la réflexion est entamée, force est de constater que le corps scientifique résiste à se laisser influencer ou détourner de ce qu'il définit comme les voies du progrès. Récemment, pourtant, un éminent chercheur en reproduction humaine, Jacques Testart, se revendiquant d'une « éthique de la non-recherche », annonçait, dans ces mêmes colonnes, son « suicide professionnel » (le Monde du 10 septembre 1986). Il demandait, par ailleurs, que la recherche bio-génétique, visant à la production d'enfants standards, sélectionnés au stade embryonnaire, marque un temps d'arrêt.

« Droit » à l'enfant ?

Cet événement repose la question des instances nationales et locales d'éthique dont s'est pourvue la recherche, de leur composition, fonctionnement et visées, ainsi que du statut de leurs conclusions. Question complexe car elle touche des enjeux sociétaux, politiques, éthiques, juridiques, résultats obtenus, restrictions du champ scientifique et clinique de la reproduction, etc.) que n'ont pas permis d'éclaircir les grands débats sur la médecine reproductive et prédictive.

Jusqu'à présent, ceux-ci ont plus facilité la levée de barrières psychologiques et morales faisant obstacle à la recherche, que servi l'analyse des problèmes fondamentaux. Ainsi, on y a vu émerger la notion de « droit » à l'enfant, qui serait un pendant du droit à la contraception et à l'avortement. Par une sorte de sophisme, l'on fait comme si le droit à disposer de son corps, de ne pas avoir d'enfant, pour une femme, pouvait se retourner, et lui équivaloir un droit absolu de faire des enfants par tous les moyens, quand bien même serait-ce « à tout prix » (3). Ce qui permet de présenter la médicalisation et la technification de la reproduction humaine comme des processus scientifiques « naturels » aux fins de satisfaire aux demandes individuelles privées, jugées a priori légitimes.

(*) Sociologue, université Paris-VIII. Contribution à *Génétique, Procréation et Droit*, Ed. Actes Sud, 1985. La Filiation : rupture et continuité. Institut de l'enfance et de la famille, publications du CITERH, diff. BUIF.

Autre exemple, l'idée d'enfant sur mesure, programmé non plus seulement dans le temps (comme le permettent déjà les méthodes contraceptives) mais aussi, peut-être bientôt, dans ses caractéristiques (sexuelles et génétiques), fait son chemin. (La programmation du sexe est désormais possible en reproduction animale, par une sélection de départ opérée entre les embryons bovins).

Cette idée, en passe d'être une nouvelle valeur, vient à point pour légitimer la recherche sur les embryons humains et l'extension des indications médicales de la FIVETE (4) (initialement réservée aux stérilités tubaires des femmes). Celle-ci ouvrirait des possibilités procréatives accrues aux couples « à risque », c'est-à-dire porteurs d'un risque de maladie héréditaire ou ayant déjà eu des enfants atteints d'anomalies.

C'est précisément le point où Testart dit vouloir s'arrêter, évoquant, lui, des risques de dérives ou de dévoiement vers un eugénisme positif. Sa prise de position, si elle ne reste pas isolée, pourrait permettre d'élargir la réflexion éthique à une véritable évaluation sociale de l'activité bio-médicale dans ce secteur de la reproduction.

(1) Les Procréations artificielles, de M. O. Alnot, C. Labrousse-Riou, J. Mandelbaum, Y. Perol, J.-P. Rosenkrantz, 1985.
(2) Ramilleux, avril 1985.
(3) Selon l'expression de G. Delain de Farnval qui, dans son livre *L'enfant à tout prix* (en collaboration avec A. Jannard, Seuil), fut une des premières à montrer le prix que paient les individus stériles dans leur quête de filiation biologique en ayant recours aux bio-technologies de la reproduction.
(4) Fécondation in vitro et transfert d'embryon.

Vers la « procréatique »
Un numéro spécial de la revue *Projet* (14, rue d'Assas, 75006 Paris) vient d'être consacré au génie génétique. Intitulé « Vers la procréatique », il passe en revue de manière très complète les multiples problèmes soulevés par les avancées fondatrices de la biologie, notamment sur les thèmes « Vaincre la stérilité », « Savoir avant la naissance », « Dilemmes éthiques et politiques ».

Les manipulations génétiques

L'appel de Jacques Testart à un moratoire sur certaines recherches biologiques a impressionné la communauté scientifique. Le débat est rouvert ici par Laurence Gavarini, qui se demande si la possibilité d'avoir des « enfants sur mesure » va devenir une nouvelle valeur, et par Anne-Marie de Vilaine, qui doute qu'on puisse appeler progrès celui qui consiste à programmer des détournements de filiation.

Un pavé dans la mare

Aucune urgence humaine ne justifie le manque de recul avec lequel on expérimente de nouveaux procédés de reproduction

EN annonçant qu'il arrêterait la recherche « qui œuvre à un changement radical de la personne humaine », en appelant à un moratoire international, Jacques Testart a lancé un pavé dans la mare où patagent, entre business, pouvoir et fantasmes, ceux qui tirent déjà trop de profits de la « révolution procréatique » pour s'avouer qu'elle crée beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Qu'il se rassure : si sa « position est ultra-minoritaire dans les milieux scientifiques », s'il se sent seul, il n'est pas isolé. D'autres pensent comme lui que « la conjonction d'une idéologie scientifique triomphante avec l'accélération de la production scientifique » qui caractérise notre époque « atteint, pour la première fois, à la violence » (1). Comme lui, ils jugent indispensables l'élaboration d'une réflexion critique sur le sens de la production scientifique, la notion de progrès et le pouvoir médical, la définition de seuils et de limites à ne pas franchir et la constitution de contre-pouvoirs.

Leurs voix, malgré quelques publications (2) ou participations à des colloques, avaient été jusqu'ici presque entièrement couvertes par les discours abondamment médiatisés de médecins et de scientifiques souvent triomphalistes.

Félicitons-nous que la renommée de Jacques Testart, pionnier de la procréation artificielle, lui donne droit non seulement à la parole, mais à être entendu. Espérons qu'à sa suite pourront se faire entendre tous ceux et celles qui considèrent qu'aucune urgence humaine ne justifie le manque de recul avec lequel on expérimente de nouveaux procédés de reproduction humaine visant à long terme à produire des enfants calibrés, préfabriqués, pré-normés et conformes à la demande de clients-parents ou des « enfants artificiels » conçus grâce à ce « progrès technique fabuleux » que serait « la grossesse artificielle avec un placenta et une couveuse artificielle » (3).

Espérons aussi qu'un « Tcherno-byl » biologique ne sera pas néces-

par ANNE-MARIE DE VILAINE (*)

saire pour que l'opinion publique – et en particulier les femmes, qui sont plus intimement et physiquement concernées – soit réellement informée des risques et des aléas de la procréation médicalement assistée. Qui sait que la coloscopie est « un acte dangereux » (docteur Fonty) ? Que l'immocuité de l'échographie est remise en question aux Etats-Unis ? Que l'hyperstimulation hormonale peut provoquer des accidents graves ou des ménopauses précoces ? Qui connaît les taux élevés des grossesses extra-utérines, des accouchements prématurés, des présentations par le siège, des césariennes et de la mortalité, induits par la FIVETE (fécondation in vitro et transfert d'embryon) ? Qui sait, enfin, que les chances de réussite sont peut-être plus proches de 7 % que de 10 % ou 15 % comme il est dit le plus souvent (4) ?

Des choix « en amont »

Les usages des nouvelles techniques pourraient constituer des groupes ou des associations où seraient évalués, à partir de l'expérience vécue, les coûts et les bénéfices réels et symboliques pour l'être humain, de ce qui est univoquement défini par la technoscience comme « exploit », « pousse », ou « progrès ».

Mais si ce contrôle en aval est nécessaire, il n'est pas suffisant. Il est évident que des choix éthiques doivent se faire en amont des découvertes scientifiques, comme l'a fait remarquer Jacques Testart. Et même si « la pensée défaille sur la mesure de la responsabilité envers un être humain non encore humanisé » (5), il va bien falloir, en s'aidant notamment de la clinique et des repères psychanalytiques, poser des interdits provisoires et dire jusqu'où on ne peut aller trop loin.

(*) Coauteur de *Maternité en mouvement* - Les Femmes, la Reproduction et les Hommes de science, PUG, Ed. St. Martin, avril 1986.

et trop vite – en matière de « roman des origines ». Et cela, sans attendre que les enfants du repentir, de l'anonymat ou du secret (les cas de figure seraient trop nombreux à énumérer) aient vingt ans et déclarent à la télévision : « J'aurais préféré ne pas naître » (6).

On bien faut-il appeler « régres » un progrès qui consiste à programmer des détournements de filiation, lorsqu'on sait que la majorité des adolescents souffrant de problèmes psychologiques font état de problèmes de filiation ? Car plus l'ont devient transparent, plus l'origine s'obscurcit.

(1) *L'Esprit*, novembre, Flammarion, Oct. 1986 (A. parodier).
(2) Cf. notamment « Ceci est une éthique », F. Laborie, *Les Temps modernes*, janv. fév. 1985 ; « Nature ou culture ? », A. Danachin, *Le Débat*, Gallimard, oct. 1985 ; *L'enfant derrière la vitre*, D. Grégoire, Excm, 1985.
(3) Emile Fagniez, « Vital », n° 70, juillet 1986.
(4) Cf. « Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? », J. Marcus-Stoff, *Les Temps modernes*, sept. 1986.
(5) « Les procréations artificielles », Rapport préliminaire, M. O. Alnot, C. Labrousse, J. Mandelbaum, Y. Perol, J.-P. Rosenkrantz, février 1986.
(6) Comme l'a fait l'Américaine Suzanne R. Konigshoff après son passage au sein du conseil des conseillers AD (insémination artificielle avec donneur).

COURRIER DES LECTEURS

Une lettre de M. Charles Héloü

L'effroyable assassinat de l'attaché militaire français au Liban prolonge la série sanglante des attentats contre le contingent français de la FINUL dans le sud du Liban et contre la population civile en France même. Je m'associe de tout mon cœur, de toute mon âme, aux sentiments d'horreur et d'indignation qui sont ceux de mes compatriotes libanais, à l'unanimité du peuple français, devant les atrocités organisées en France et au Liban par le terrorisme international.

Nous sommes, nous, Libanais, doublement atteints par ces malheurs : atteints dans ce qu'ils enseignent et endeuillent le peuple français, atteints aussi parce qu'ils semblent bien avoir également pour objectif de susciter la médiation ou l'hostilité envers l'ensemble des Libanais, qui sont pourtant eux-mêmes victimes du terrorisme dans leur propre pays. Ce que le Monde a appelé « la sale guerre » vise à ébranler la France dans sa sécurité, dans ses institutions et dans ses amitiés, au premier rang desquelles se situe l'amitié, l'attachement fidèle et fervent du peuple libanais. (...)

La France nous apparaît depuis des siècles non seulement comme un grand pays ami et comme un grand exemple, mais aussi l'autre nom de la liberté.

CHARLES HÉLOU
Ancien président du Liban

Deux amalgames

Il y a, aujourd'hui, dans vos colonnes, qui me sont familières depuis plus de quarante ans, au moins deux amalgames : un premier amalgame de la famille Abdallah de Kobayatz et des chrétiens du Liban ; un second amalgame du Liban et du terrorisme international, surtout anti-français.

La famille Abdallah n'est pas un clan. Elle n'a ni les racines ni la dimension d'un clan. Elle n'interprète pas la pensée des maronites. Kobayatz est, à l'extrême limite septentrionale du territoire libanais, une agglomération dont la population est chrétienne et l'environnement musulman. Kobayatz approvisionne en soldats l'armée libanaise, et en instituteurs et intellectuels non conformistes les écoles primaires et secondaires de l'Etat. Georges Ibrahim Abdallah – c'est le Monde qui le dit – a appartenu successivement au Parti national social syrien, au Parti communiste libanais, au Front démocratique palestinien, pour finalement entrer au service des renseignements de Damas. Tout cela n'était pas très libanais.

Ses frères ont peut-être suivi le même chemin. Je n'en sais rien. Je sais, par contre, que les maronites se situent, en général, dans ce que vous appelez, en France, le centre, c'est-à-dire (...)

Les Libanais ne sont pas des terroristes, et le Liban est la première victime du terrorisme, qui a détruit ses institutions et frappe aujourd'hui la France. Si les puissances occidentales n'avaient pas laissé tomber ce pays, il ne serait pas devenu le foyer à partir duquel opèrent les totalitarismes qui ont des comptes à régler avec les démocraties. Le phénomène de rejet dont souffrent aujourd'hui les Libanais établis – ou réfugiés – en France et les étudiants inscrits dans vos universités nous irrite sans doute ici, bien que nous sachions qu'il est justifié. Nous souhaitons qu'il soit ponctuel et qu'il ne frappe pas aveuglément un peuple qui s'honore d'être de culture arabe et française à la fois.

KESROUAN LABAKI
Ambassadeur, ancien secrétaire général du ministère des affaires étrangères du Liban.

Une conclusion révoltante
(...) Les Libanais, qui souffrent du terrorisme et des prises d'otages depuis douze ans, sont les premiers à partager les souffrances des familles des victimes. L'iniquité du gouvernement et du peuple de France.

La guerre du Proche-Orient, et celle du Liban en particulier, a mis sur le marché, hélas ! depuis longtemps, des enfants perdus, prêts à louer leurs bras pour de tristes besognes. Mettre leur action, en France ou ailleurs, au compte du peuple libanais ou de telle ou telle communauté, surtout chrétienne, est une conclusion révoltante parce que fautive et injuste (...)

Mgr PIERRE BARFOUCHE
vicaire pastoral maronite à Paris

Alors

Tome 1. 608 pages - 60 F / Tome 2. 736 pages - 64 F

S.W. Baron

Histoire d'Israël

1/ DES ORIGINES AU DÉBUT DE L'ÈRE CHRÉTIENNE
II/ LES PREMIERS SIÈCLES DE L'ÈRE CHRÉTIENNE



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Abonné par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutet
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 280 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par mandats)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG	399 F	762 F	1 089 F
PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Chèques d'ordre définitifs ou provisionnels : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LE MONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Argentine, 3 000 ; Australie, 4 200 ; Belgique, 1 700 ; Brésil, 1 700 ; Canada, 1 700 ; Espagne, 1 700 ; États-Unis, 1 700 ; France, 1 700 ; Grèce, 1 700 ; Italie, 1 700 ; Japon, 1 700 ; Mexique, 1 700 ; Pays-Bas, 1 700 ; Portugal, 1 700 ; Royaume-Uni, 1 700 ; Suède, 1 700 ; Suisse, 1 700 ; Tchécoslovaquie, 1 700 ; Turquie, 1 700 ; Union soviétique, 1 700 ; Yougoslavie, 1 700

Le Conseil de sécurité a adopté la résolution française demandant le retrait d'Israël du sud du Liban

[Âgé de trente-sept ans seulement, ancien diplomate (il a été notamment en poste à la mission française auprès de l'ONU à New-York), parfaitement bilingue (franco-anglais), Francis Thompson est un homme de la France publique française comme contemporain, avec Pascal Bonifacio, du livre *Le Puce, les hommes et la bombe*, publié cette année (Fischbacher), mais il avait déjà acquis une solide réputation d'expert en matière de théorie et dans la pratique, des questions stratégiques. Auteur de nombreux et brillants ouvrages, dont *La guerre et le Monde*, il a joué ces dernières années un rôle discret, mais efficace, dans le développement de la coopération franco-allemande, et dans la mise au point d'une action rapide, enfin, pendant son passage chez Thompson à partir de 1984, dans la venue aux Etats-Unis du système de transmission militaire

Malgré ce vote, les milieux diplomatiques s'interrogent sur le but précis poursuivi par la France. Etant donné que le retrait israélien n'est pas envisageable actuellement, s'agit-il d'obtenir un remplacement de la FINUL, sa réduction ou son retrait ? Le rapport du secrétaire général devrait apporter une réponse à cette question.

M. Raimond a également conféré avec son collègue du Congo : la médiation de cet ancien président de l'OUA dans le conflit tchadien est appréciée à Paris. Il a aussi rencontré le ministre des affaires étrangères de Bulgarie (on a parlé échanges commerciaux et culturels), de l'Inde, de Cuba - avec évidemment l'affaire Boïll - de l'Irak, lequel a semblé moins pessimiste que précédemment sur l'issue de la guerre avec l'Iran, du Pakistan, de la Finlande, du Népal, de l'Albanie, de la Pologne, de la Roumanie, et a espéré un interlocuteur qu'il n'aurait toujours la visite à Paris de son *ami Ghermuk*, pour l'instant empêché de servir du pays - et enfin de l'Hongrie où le ministre français devrait se rendre ultérieurement.

Dans l'entourage de M. Raimond on s'est finalement contenté de faire quelques remontrances au Vanuatu pour ce « geste nimalcal » et à se demander à haute voix comment M. Tjibbou pouvait bien « concilier sa présence au sein d'une délégation étrangère et sa qualité de chef élu d'une collectivité territoriale française ». Manifestement on veut éviter tout esclandre susceptible de compromettre la reprise, encore fragile, du dialogue avec les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie.

**BERNARD BRIGOLEUX
et CHARLES LESCAUT.**

En 1982, plus l'année suivante par la voix de M. François Mitterrand, la France a développé une analyse sur l'origine des tensions du monde et a proposé des éléments de solution. J'en ai notamment mis en garde contre « la montée de la violence dont le terrorisme est une des manifestations les plus odieuses ». Voici ce que la France est directement agressive. Il est naturel qu'en de tels instants les citoyens se rassemblent autour de ceux qui ont vococation à leur service : les militaires, les policiers, la République et le gouvernement. Je me sens, comme tous les Français, mobilisé pour ce combat implacable. Nous devons prendre les moyens de mettre un terme aux agissements de

— L'éveuglement des nations industrialisées. Elles poussent des millions d'hommes au désespoir et demain à la révolte en ne cessant d'appauvrir le tiers-monde par l'exploitation de ses richesses sans lui

M. Chirac voulait aussi évoquer la catastrophe de Tchernobyl pour rappeler qu'elle n'est pas transposable et que la France n'envisage pas de revenir sur l'énergie nucléaire, garante de son indépendance énergétique. Il voulait aussi proclamer une nouvelle fois que la pouvoir de réglementer en matière de sécurité ne peut appartenir qu'aux gouvernements nationaux.

de lui faire rapport dans un délai de vingt et un jours sur l'application de la présente résolution. ».

— (AFP.)

Tél. : 42.59.21.44

Je souhaite que la France sache, demain comme hier, se faire entendre à la tribune des Nations unies. Je souhaite que, fidèle à sa tradition d'humanisme et de générosité, elle n'oublie pas, au milieu même de la tragédie d'aujourd'hui, de continuer à ouvrir les voies de l'avenir, qui sont celles des solidarités, nationales et internationales.

● **Retour d'un ambassadeur égyptien en Israël.** — Le nouvel ambassadeur d'Égypte en Israël, M. Mohammad Bassiouny, a pris ses fonctions, mardi 23 septembre, mettant officiellement fin à quatre années de rapports tendus entre les deux pays. L'Égypte avait rappelé son ambassadeur en 1982 pour protester contre l'invasion du Liban par l'armée israélienne. — (Rue89.)

هكذا من الاجل

حکومت ایران

Diplomatie

Quelle politique française au Proche-Orient ?

Les arbres et la forêt

(Suite de la première page.)

Mais, depuis, l'adversaire n'a cessé de marquer des points : pour éviter d'offrir trop de ses ressortissants à des otages, Paris a été contraint, il y a trois mois, d'évacuer diplomates, professeurs et médecins de Beyrouth-Ouest ; quelques jours plus tôt, les observateurs militaires français avaient été retirés de la capitale divisée : d'arbitres, ils étaient devenus cibles. Bientôt ce sera au contingent français de la FINUL de rembarquer, à moins qu'on ne décide de le faire vivre sous terre, c'est-à-dire de le condamner à ne servir à rien. Nos représentants ne sont même plus en sécurité à Beyrouth-Est depuis l'assassinat de notre attaché militaire...

Que restera-t-il, à ce rythme, de la présence française au Liban ? Pas grand-chose à coup sûr. Peut-être, chez les maronites encadrés, quelques-uns de ces centres culturels et de ces établissements scolaires que le président syrien Assad se disait prêt à tolérer, en 1984, devant un François Mitterrand qui venait de lui décerner, oubliant un peu vite l'assassinat de l'ambassadeur Louis Delamare, un brevet de non-terrorisme ? Mais ne serait-ce pas trop encore pour les extrémistes chiites qui ne supportent de République qu'islamique ?

Que pèse, face à ce tableau désastreux, une poignée de terroristes détenus dans nos prisons ? Pourquoi faudrait-il les y maintenir si le phénomène de rejet de l'Occident est irrémédiable ? Ces affirmations en forme d'interrogations, il faut s'attendre à les entendre bientôt. On en trouvait d'ailleurs déjà l'écho

L'Organisation de la justice révolutionnaire revendiquée d'un Français disparu depuis février

BEYROUTH
de notre correspondant

Revendiqué ce mercredi 24 septembre par l'Organisation de la justice révolutionnaire, l'enlèvement du ressortissant français Marcel Couderc, qui serait en réalité un certain Marcel Couderc, semble être au départ une affaire de règlements de comptes qui, dans le contexte actuel, a été récupérée et politisée.

Il n'y a aucun nom correspondant à celui publié dans le communiqué de l'Organisation de la justice révolutionnaire parmi les Français immatriculés dans les services consulaires français au Liban, a déclaré au Monde l'ambassadeur de France, M. Christian Graeff qui a cependant ajouté : « En revanche, il existe un Français dont on était sans nouvelles depuis février dernier et dont le nom est très proche de celui annoncé, à propos duquel nous n'avons reçu ni informations ni revendications jusqu'au communiqué de ce matin ».

Selon des sources qualifiées, Marcel Couderc aurait été enlevé en février à Beyrouth-Ouest. Aucune trace de son entrée au Liban n'existe à la Sûreté libanaise. La revendication de son enlèvement par l'Organisation de la justice révolutionnaire — en même temps que celle d'un ressortissant américain — donne un caractère « politique » à cette affaire encore obscure.

L. G.

Nouveau raid israélien à l'est de Beyrouth

Beyrouth. — L'aviation israélienne a effectué, le mardi après-midi 23 septembre, quatre raids contre plusieurs bases palestiniennes situées dans des villages de la montagne druze d'Alley, à l'est de Beyrouth. Selon le Parti socialiste progressiste (PSP) druze de M. Walid Jomblatt, qui contrôle la région, les chasseurs bombardiers israéliens ont effectué plusieurs piqués sur les villages de Baissour, Kaifoun, Chemlan, Ainab et Aaramoun. Il y aurait au moins quatre blessés.

C'est le second raid dans la montagne druze et le neuvième au Liban depuis le début de l'année. Le précédent raid dans la région d'Alley, qui avait visé des bases palestiniennes, avait fait 5 morts et 11 blessés.

Selon un porte-parole militaire israélien, le raid a permis de détruire des bâtiments utilisés par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef des dissidents pro-syriens du Fatah dirigés par Abou Moussa. (AFP.)

dans l'entourage de M. Chirac, il n'y a pas si longtemps, avant que le sang ne soit versé à Paris.

Il s'y avait là, à vrai dire, rien de bien étonnant. Sinon la vieille contradiction française — elle remonte au moins à M. Giscard d'Estaing — qui consiste à revendiquer un rôle historique au Proche-Orient tout en se laissant tenter par la négociation et l'accord avec le terrorisme. Les terroristes ont vite compris l'avantage qu'ils pouvaient en tirer. Et lorsque le « sanctuaire » français leur a été refusé, ils ont d'abord pris des otages français au Liban avant de considérer chaque Parisien comme un otage potentiel.

Le piège est d'autant plus diabolique que l'adversaire ne se dévoile jamais. C'est à qui feindra la plus grande affliction devant les victimes, quitte à s'incliner respectueusement devant la colère et la spontanéité des masses. On le voit bien dans l'internationalisation de nos relations avec l'Iran, ébauchée sous le gouvernement précédent, recherchée avec obstination par celui de M. Chirac. Ce qu'il faut bien appeler l'hypocrisie damoise la scène ; on en vient à se demander si le vrai but d'une négociation, pour Téhéran et ses affidés, n'est pas tout simplement l'humiliation de l'interlocuteur.

Toujours est-il que la Syrie et l'Iran auront bientôt atteint leurs buts, en ce qui concerne la France, au Liban. Sans doute les deux pays s'affronteront-ils alors, tant les projets qu'ils nourrissent pour le pays du Cèdre sont différents. Mais il restera en tout état de cause un autre objectif à atteindre pour l'Iran : en finir avec la politique française à l'égard de l'Irak.

On peut aujourd'hui ergoter sur le bien-fondé de cette politique, au lancement de laquelle M. Chirac n'a pas pu contribuer. On peut — et on doit — s'interroger sur les tares du régime du président Saddam Hussein. Il reste que le conflit irano-irakien dépasse, par ses conséquences possibles, le conflit israélo-arabe. Que l'Iran l'emporte, et c'est tout le rapport des forces dans la région qui en sera modifié.

Quelle sera la réponse française à ce nouveau défi, surtout s'il est appuyé par de nouvelles prises d'otages, de nouveaux

actes de terrorisme ? Nos dirigeants pensent-ils sérieusement que la France, l'un des plus importants fournisseurs d'armes à l'Irak, sera longtemps épargnée par un régime dont le message même risque d'embrasser la région ? Ce ne sont évidemment pas nos timides propositions de « forum » international sur le Proche-Orient ou nos prudentes réaffirmations du droit à l'autonomie du peuple palestinien qui suffiront à calmer ceux qui n'acceptent pas l'existence d'Israël.

Le pire est peut-être à venir. Mieux vaut, si l'on veut préparer l'opinion à faire face, ne pas hésiter à lui dire la vérité.

JACQUES AMALRIC.

M. Mitterrand entend favoriser la réunion d'une conférence internationale

Le président Mitterrand a accepté, à la demande de la Jordanie, de relancer les efforts diplomatiques en vue de réunir un « comité préparatoire » à une conférence internationale de paix au Proche-Orient. Le chef de l'Etat français, qui recevait mardi 23 septembre le premier ministre de Jordanie, M. Zeid El Rifai, a rappelé que la France était favorable à la mise en place d'un tel comité, composé de cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et-on indiqués à l'Élysée.

An chef du gouvernement jordanien veut lui demander de réactiver ce processus actuellement bloqué sur le problème de la composition du comité. Washington est notamment hostile à la participation de l'URSS. M. Mitterrand a répondu qu'il allait tenter de donner plus de poids à cette initiative en s'efforçant d'y associer les partenaires européens de la France.

Le président français devrait engager des consultations sur ce point avec plusieurs capitales européennes à commencer par Londres. M. Mitterrand a, une nouvelle fois, insisté sur le fait qu'il n'arriverait à rien dans la recherche d'un règlement au Proche-Orient si l'URSS n'y est pas associée. Le chef de l'Etat s'est prononcé pour la première fois en faveur de la constitution de ce « comité préparatoire » lors de sa visite officielle à Moscou en juillet dernier.

L'agence Tass s'est vivement félicitée, dès mardi, de l'initiative annoncée à Paris.

M. Bazargan et ses amis accusent l'imam Khomeiny de poursuivre contre l'Irak une guerre ruineuse

Le Mouvement de libération de l'Iran, présidé par M. Mehdi Bazargan, qui fut le chef du gouvernement provisoire constitué par l'imam Khomeiny au lendemain de la révolution, a adressé le 27 août dernier un message au « guide de la Révolution » (l'imam Khomeiny) pour lui demander de mettre fin à la guerre contre l'Irak.

Ce n'est pas la première fois que M. Bazargan et ses amis — la dernière opposition légale au régime de Téhéran — se prononcent pour une solution négociée du conflit du Golfe. Le 2 mai 1985, l'ancien chef du premier gouvernement iranien, ainsi que son adjoint M. Yazdi avaient déclaré au Monde : « Il faut négocier avec l'Irak, conformément aux enseignements du Coran et à la tradition du saint Prophète ».

Cette fois, le MLI va encore plus loin, car il tient personnellement l'imam Khomeiny pour responsable de la poursuite de la guerre, qui, dit-il, « est en train d'aboutir à la destruction totale de toutes nos ressources humaines et économiques ». Il ajoute : « Votre mot d'ordre de « guerre, guerre jusqu'à l'anéantissement total ».

Ce message vient d'être distribué à plusieurs milliers d'exemplaires à Téhéran, au moment où les dirigeants iraniens parlent de la « grande offensive finale » contre l'Irak. Pour M. Bazargan et ses amis, le conflit « a paralysé le processus révolutionnaire qui s'était engagé au lendemain de la création de la République islamique, dans la voie de la liberté, de la justice, de la sécurité et de l'indépendance économique ». Il a fait tomber aussi bien l'Irak que l'Iran dans « un piège qui leur a été tendu par l'URSS, les États-Unis, la France et les pays réactionnaires arabes ».

Le MLI met en cause personnellement la responsabilité de l'imam Khomeiny dans la poursuite de la guerre. « Au moment de la reprise de Khorramchahr par nos troupes en

mai 1982 », souligne le message, le président du Parlement, l'hodjatolislam Rafsanjani nous avait assuré lors d'une rencontre privée que nous ne souhaiterions nullement entrer en Irak et que vous étiez hostile à toute idée d'envahir ce pays. Peu après, vous avez changé d'avis et avez transformé notre lutte de défense légitime en une agression vengeresse, ce qui est contraire à la lettre du Coran ».

M. Bazargan et ses amis affirment que la théorie de la « défense offensive » invoquée par le régime iranien pour justifier la poursuite de la guerre est contraire « non seulement au Coran et à la tradition du Prophète », mais aussi à la « position permanente des plus hautes autorités chiites depuis mille ans ». « Cela ressemble, ajoutent-ils, à ce que les croisés aux pieds nus ont fait sous prétexte de sauver Bethléem des infidèles ». Ils estiment que cette guerre n'est pas « la guerre de l'Islam contre les mécréants, ni celle des opprimés contre les oppresseurs, mais plutôt celle de deux nations opprimées qui s'entre-tuent ».

« Vous n'êtes pas infallible ! »

Le MLI affirme solennellement que le refus catégorique de toute proposition de paix constitue non seulement une violation du Coran et de la tradition du Prophète et de la pratique des imams chiites, mais également « une erreur politique catastrophique ». « Même si l'ennemi propose la paix pour gagner du temps et l'ouïvroyer, prévoyez-vous, l'Islam nous ordonne d'accepter cette offre et la mettre à l'épreuve », M. Bazargan et ses amis déclarent qu'aucun des responsables iraniens n'ose faire des objections à ce que l'imam décide, en laissant entendre clairement que l'ensemble de la classe politique et religieuse iranienne est opposée à la poursuite de la guerre.

Après deux nouveaux entretiens Shultz-Chevardnadze

L'affaire Daniloff semble approcher d'une solution

M. Gerasimov, porte-parole soviétique, a exprimé l'espoir, mardi 23 septembre à New-York, que l'affaire du journaliste américain Daniloff puisse être réglée rapidement. « Je ne vois pas de grands problèmes pour le règlement de cette affaire », a-t-il dit, justifiant sa discrétion par une formule employée il y a quelques jours par le président Ronald Reagan : « Je ne veux pas faire chavirer la barque ». Interrogé sur le point de savoir s'il était toujours optimiste quant à un sommet soviéto-américain, M. Gerasimov a répondu : « Oui, chaque jour davantage ».

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Le long feuilleton de l'affaire Daniloff s'est peut-être rapproché de sa conclusion. MM. Shultz et Chevardnadze se sont, en effet, à deux reprises entretenus de ce dossier, mardi 23 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies — d'abord quarante-cinq minutes en fin de matinée au siège de l'ONU et juste avant que le ministre soviétique des affaires étrangères ne déclare à la tribune qu'un deuxième sommet Reagan-Gorbatchev était une « possibilité réaliste », ensuite une heure et demie durant dans la soirée, au siège de la mission soviétique, auprès de l'Organisation internationale.

Pas après le premier de ces deux entretiens imprévus, plus souriant que jamais, M. Chevardnadze a lancé aux journalistes qui le harcelaient de questions qu'il y avait « de bonnes chances de résoudre le problème », que « tout dépendait des États-Unis, et que sa « conscience était claire » et il avait fait « toutes [ses] propositions ».

Reaucoup plus réservé, le porte-parole du département d'État a estimé, pour sa part, que le cas du correspondant à Moscou de *US News & World Report* « n'avait pas été résolu » par cette nouvelle rencontre des chefs des deux diplomates. Plusieurs éléments demeurent pourtant à penser qu'il y a eu un mouvement.

D'innocence dernière d'abord, M. Shultz avait pris soin d'indiquer qu'un nouvel examen de l'affaire Daniloff avec son homologue soviétique n'aurait de sens que si l'on pouvait faciliter une solution. Ensuite, le gouvernement américain a demandé et obtenu mardi du tribunal de Brooklyn devant lequel comparait

M. Guasani Zakharov qu'aucune date ne soit encore fixée pour l'ouverture du procès du fonctionnaire soviétique pour espionnage, le 23 août dernier à New-York, avait été rapidement suivi de celle de M. Daniloff par le KGB. Il est clair que la Maison Blanche a ainsi souhaité laisser un peu de temps aux négociations de couloir.

Le *Washington Post* croyait savoir, mercredi matin, que Moscou aurait proposé de laisser M. Daniloff quitter l'URSS, puis de relâcher « au moins un prisonnier politique » avant que les États-Unis ne lâchent retour. M. Zakharov a répondu à Moscou. Le refus américain d'échanger un « otage » contre un « espion » et de céder par là à un chantage pourrait être de cette

tation et à l'intransigence dans le domaine qui compte le plus pour le genre humain — celui de la conclusion d'une paix durable et garantie (...). Je tiens à dire que nous sommes prêts à considérer que nos relations avec les États-Unis ne comportent pas de promesses. Les conditions prometteuses d'accords significatifs se sont dessinées ces derniers temps. Une réunion au sommet est une possibilité réaliste », a alors ajouté le ministre soviétique, faisant ainsi allusion à une éventualité que M. Reagan avait lui-même choisi de passer sous silence. M. Chevardnadze a conclu : « Nous pourrions avancer plutôt aisément, si c'est ce que veut la partie américaine. »

Cet optimisme est d'autant plus remarquable que, pendant toute la première partie de son discours,



manière courtoise — à la condition que le scénario final puisse permettre au Kremlin de sauver sa face.

Un discours habile du ministre soviétique

Les détails de forme et d'autres conditions secondaires sont en pareil cas les plus difficiles à fixer. Mais le moins qu'on puisse dire est que la volonté politique d'aller de l'avant est décidément aussi grande chez les deux super-puissances. Ajoutons que M. Reagan est toujours fait part à l'Assemblée générale, lundi, de son « espoir » d'arriver à des accords de contrôle des armements. M. Chevardnadze a, en effet, abondé dans le même sens, mardi, en précisant de son discours. « Le socialisme, a-t-il déclaré, est opposé à la confron-

M. Chevardnadze avait vivement en tous domaines la politique américaine — avec plus de tristesse, il est vrai, que de colère et une certaine bonhomie aussi dans la philippique.

Ainsi, l'intervention de M. Reagan a été qualifiée de « regrettable » et de « discours de propagande », particulièrement critiquable dans sa tentative de justifier philosophiquement la théorie selon laquelle une nouvelle technologie de guerre sophistiquée serait à même de devenir un garant sûr de la sécurité.

Accusant Washington de proposer un délai de déploiement des systèmes antimissiles d'une durée de sept ans pour la seule raison que ce serait dans ce laps de temps qu'on « espère avoir achevé les préparatifs », M. Chevardnadze s'est exclamé : « On n'a beau le cacher, le présent dossier spatial de défense est conçu pour porter la première frappe (...). Les mauvais desseins sont présentés comme des intentions nobles et le glorieux comme le bouclier ».

Appelant le monde à opter plutôt pour la « dissolution du club nucléaire », le ministre soviétique a aussi longuement pressé les États-Unis de renoncer immédiatement à tout essai nucléaire et d'entendre les voix qui s'élèvent en ce sens, « de l'Inde, jusqu'à dans le désert du Nevada ».

De fait, la Chambre des représentants vient d'adopter, à la grande colère de M. Reagan, un projet de loi qui interdirait tout nouveau test pour un an. Avec un art consommé, M. Chevardnadze a su trouver de véritables accents de pacifisme pour en appeler aux mouvements et mouvements antimilitaristes à l'Ouest, et particulièrement en Europe.

Le jeu de la roulette nucléaire

« Que faire ? Continuer le jeu de la roulette nucléaire ? », a-t-il, par exemple, demandé en expliquant que le spectacle des « villages abandonnés autour de la centrale nucléaire de Tchernobyl (...) avait accentué [son] inquiétude pour l'avenir de la Terre », car « Tchernobyl a été une tragique erreur de l'homme travaillant sur l'atome pacifique ». Et lorsque l'atome militaire est en jeu, il n'y a certainement pas de garantie contre l'erreur.

La plupart du temps bien tournée, le discours dépeignait une bannière d'entière la violence impérialiste. Israël a eu droit à un clin d'œil appuyé, avec un appel du rôle joué par l'URSS dans sa opération. L'orateur a même pu faire ensuite franchement rire les journalistes avec quelques traits d'esprit.

M. Gorbatchev s'est décidé à entourer d'une équipe qualifiée.

BERNARD GUETTA.

Proche-Orient

KOWEIT

Arrestation des auteurs de l'attentat contre l'imam

Koweït. — Cinq Irakiens impliqués dans la tentative d'assassinat de l'imam Jaber Al-Ahmed Al-Sabah de Koweït, le 25 mai 1985, ont été arrêtés, à l'indiqué, mardi 23 septembre à Koweït, un porte-parole du régime a déclaré. Il a également annoncé l'arrestation de huit autres personnes, dont il n'a pas révélé l'identité, impliquées dans les attentats à la bombe, en juillet 1985, qui ont fait une dizaine de morts dans deux cafés populaires, ainsi que dans l'attentat manqué contre le rédacteur en chef d'un journal koweïtien, connu pour son appui à l'Irak. Le porte-parole a précisé que le conducteur de la voiture piégée, qui avait frappé sur le cortège de l'imam Jaber, était également de nationalité irakienne et avait trouvé la mort dans l'explosion du véhicule.

Ces différents attentats avaient pour but d'amener les autorités koweïtiennes à libérer dix-sept personnes emprisonnées, dont trois condamnées à mort, à la suite d'une vague d'attentats qui avaient secoué le pays le 12 décembre 1983. La presse koweïtienne avait affirmé à l'époque que les dix-sept personnes étaient membres du parti Al-Dawa, mouvement d'opposition irakien, proche de Téhéran. (AFP.)

Arrestations à Bahreïn

L'imam Khalifa a fait procéder à l'arrestation de plusieurs personnes soupçonnées de participation à des attentats de l'opposition à Bahreïn. Parmi les personnes arrêtées figurent notamment l'avocat Ahmed Al-Ahmed, le journaliste Abdul Samad Asad.

Amériques

ARGENTINE : ancien chef de la police de Buenos-Aires

Le général Camps est jugé par un tribunal civil

BUENOS-AIRES
correspondance

Un an et demi après la condamnation de cinq des chefs de la dictature argentine (1976-1983) par le tribunal fédéral de Buenos-Aires, celui-ci entendait juger, le jeudi 25 septembre, le général Ramon Camps, chef de la police de la province de Buenos-Aires jusqu'en décembre 1977, un officier qui se flattait d'avoir largement contribué à « gagner la guerre contre la subversion » (dix mille morts ou disparus). Il a avoué que cinq mille personnes avaient « disparu » dans sa zone pendant son commandement. « J'en ai fait enterrer certaines dans des tombes anonymes. La majorité sont mortes. Quelques-unes ont préféré ne pas jouer au héros et copier avec nous », avait-il déclaré en 1983.

Un nœud dont le procureur Julio Strassera fera certainement état. Trois cents violations des droits de l'homme sont imputées au général, allant de l'humiliation à l'extorsion de biens en passant par la torture, la privation illégitime de liberté et l'enlèvement.

Malgré deux ans et demi de détention préventive et la perspective de passer en prison les prochaines vingt-cinq années (si toutefois il survit à un cancer de la prostate), le général Camps n'a rien perdu de son agressivité. Dimanche, il a accusé le président Raúl Alfonsín d'avoir ordonné son procès au nom d'une « alliance avec le marxisme ».

Le considérant comme « politique », il n'y assistera pas et se refuse à désigner un défenseur. Il aurait admis d'être jugé par ses pairs mais la cour militaire, ayant excédé le délai qui lui était imparti pour instruire l'affaire, la justice civile a, comme ce fut le cas pour les chefs des juntas, récupéré le dossier.

Ce scénariste au regard perçant qui effrayait tous ses interlocuteurs, amis, ennemis ou collaborateurs, est décrit par ceux qui l'ont approché comme « extrêmement froid, parfois menaçant, tranchant dans ses affirmations et totalement sûr de lui ». En septembre 1976, une information officielle relatant que dans une banlieue résidentielle de Buenos-Aires « les forces de l'ordre avaient été attaquées à la grenade et à l'arme à feu par cinq subversifs retranchés dans une villa. Ceux-ci étaient éliminés sans causer de

pertes dans les rangs de la police ». En janvier 1984, on découvrait que cette prétendue cellule de guérilla était en fait composée d'un couple et de ses trois enfants âgés de cinq ans, quatre ans et six mois, tous tués d'une balle dans la tête.

Tous des « subversifs »

Le général Camps n'a jamais cessé de proclamer que la victoire contre la « subversion » justifiait tous les moyens. Il se définissait comme un « défenseur de la civilisation occidentale et chrétienne » contre le « démon » communiste. Il le voyait partout. Les mères et grands-mères de la place de Mai sont « toutes des subversives » selon lui.

« Subversifs » également les psychologues qu'il accusait de laver le cerveau de leurs patients et dont un grand nombre ont été victimes de la « sale guerre ». « Subversifs », les journalistes « qui diffusaient de manière intéressée des nouvelles favorables à l'ennemi ».

Son appartement était un véritable arsenal. Il possédait dans son bureau, parmi les pistolets et les mitraillettes, un crucifix offert par son aïeul, l'ancien numéroté de la police, Mgr Antonio Plaza, que des organisations de défense des droits de l'homme suspectent d'avoir assisté à des séances de torture.

Il a avoué « partager certaines idées », notamment l'anti-communisme, avec Hitler. Pourtant « je ne suis pas un nazi, se défend-il, je suis conservateur. Un homme de droite », pour qui l'armée « a tous les droits ». « Elle a gagné la guerre, la guerre sainte, elle n'a donc de justification à donner à personne ».

Outre le général Camps, le tribunal fédéral doit juger au cours du mois prochain six autres officiers — dont le successeur du général à la tête de la police — et des fonctionnaires de police impliqués dans les atteintes aux droits de l'homme commises dans la province de Buenos-Aires pendant la répression. Le procès, qui se déroulera au palais de justice de Buenos-Aires en présence d'un public restreint (cent quarante places disponibles dont cent réservées à des personnalités invitées), pourrait durer jusqu'à la fin de l'année.

CATHERINE DERIVERY.

CHILI

Plusieurs centaines d'arrestations dans les banlieues ouvrières de Santiago

Santiago-du-Chili. — Des centaines de personnes ont été arrêtées, mardi 23 septembre, lors d'une rafle massive de l'armée et de la police dans deux quartiers ouvriers de la banlieue de Santiago. Selon l'Eglise catholique, des soldats fortement armés et secondés par des policiers ont bouclé hermétiquement pendant plusieurs heures les quartiers de Chiloe et Zapadores, au nord de la capitale, et fouillé toutes les maisons une par une. Des membres de la Centrale nationale d'informations (police secrète) ont également participé à cette action, et tous les hommes ont été contraints de se regrouper sur un terrain de football. Les autorités n'ont donné aucune information sur cette action, la deuxième du genre en six jours. Au cours de la rafle dans le quartier de La Pintana, au nord de Santiago, les militaires avaient détenu mille personnes et défilé ensuite cent six d'entre elles à la justice.

D'autre part, trois personnes soupçonnées d'avoir participé, le 7 septembre, à l'attentat manqué contre le général Pinochet, ont été arrêtées, a annoncé mardi un juge militaire, qui n'a pas révélé l'identité des personnes interpellées, mais n'indiqué qu'il avait demandé au ministre de l'Intérieur l'autorisation de les interroger. L'attentat à été

revendiqué à l'étranger par des porte-parole du Front patriotique Manuel-Rodriguez (FPMR, extrême gauche), mais ces revendications ont été démenties par la direction du FPMR au Chili.

Enfin, on a appris, mardi, que le responsable des Jeunesses socialistes, M. Eduardo Matamala, s'est réfugié à l'ambassade du Venezuela, après avoir été menacé de mort à plusieurs reprises.

● Le HCR suspend ses rapatriements. — Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a décidé de suspendre mardi 23 septembre avec effet immédiat les rapatriements de personnes au Chili.

Cette décision est motivée, selon le porte-parole, par « la situation actuelle du Chili à la suite de l'attentat contre le général Pinochet qui a créé un climat beaucoup trop tendu ». « De nombreuses personnes ont été relâchées au cours des derniers jours à l'aéroport de Santiago », a-t-il ajouté. Depuis le début de l'année 1986, le HCR ainsi que le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM) et plusieurs organisations non gouvernementales ont pu aider au rapatriement de 576 personnes contre 541 pour toute l'année dernière. — (AFP.)

Asie

CHINE : la session du comité central

Quand la politique reprend le pas sur l'économie...

PÉKIN
de notre correspondant

En cette année de consolidation économique et de calme politique, à un an de son treizième congrès, le Parti communiste chinois se réunit fin septembre pour son plénum annuel. C'est en effet en cette période de l'année qui précède la fête nationale du 1^{er} octobre que les membres du parlement du PCC sont convoqués à Pékin.

Ces débats n'annoncent rien de bien spectaculaire ni pour les changements de personnes — laissés pour le prochain congrès — ni sur le plan des idées, la conférence nationale de l'an dernier n'ayant pu se mettre d'accord sur les termes d'un débat idéologique. C'est donc essentiellement du thème, imprécis, voire creux, de la « civilisation spirituelle » socialiste, que les délégués vont discuter.

Il s'agit de préparer un congrès officiellement destiné à assurer la relève des vieux dirigeants. L'équipe réformatrice espère que, d'ici là, les conservateurs auront encore perdu du terrain. Il faut enfin préparer ce débat idéologique repoussé depuis plusieurs années et que l'on se sent permis de penser d'évacuer trop longtemps.

M. Deng Xiaoping avait bien promis, dans sa célèbre entrevue avec le journaliste italien Oriana Fallaci en 1980, de prendre sa retraite en 1985. Or le *Quotidien du peuple* vient de publier la une des extraits de sa récente entrevue avec la chaîne de télévision américaine CBS, dans laquelle il dit qu'il aurait bien pris une retraite méritée, mais que « c'est une question difficile ».

« Pour être franc, ajoute-t-il, j'essaie de persuader nos gens de ne pas partir lors du treizième congrès. Mais je n'ai entendu jusqu'à présent que des opinions opposées (...). En fin de compte, je dois obéir à la décision du parti. » En clair, comme nombre de politiciens, M. Deng se sent à « céder aux pressions de ses amis ». Signe, selon certains, que tout ne va pas pour le mieux dans l'équipe dirigeante et que son départ est difficilement accepté en raison de divergences internes.

Contrat de travail

Les résistances à la réforme urbaine — en réalité économique — en cours sont nombreuses. En témoigne l'incapacité dans laquelle s'est trouvé le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire d'approuver récemment une loi sur la faillite des entreprises. Dans un

système où les votes se font à main levée ou par acclamation, cela pouvait signifier que l'opposition des cadres conservateurs a été trop forte à une réforme de surface. Depuis quelques mois, on assiste, en dépit de la « pause » annoncée, à une accélération des réformes sur des points pourtant sensibles et à un moment où l'économie connaît des moments difficiles. Ainsi a-t-on décidé récemment de supprimer partiellement le système de l'emploi à vie — parfois même héréditaire — au profit du contrat de travail à durée déterminée. Certes, il ne s'agit pas de l'appliquer à tous les travailleurs, car il n'existe pas de système national d'assurance-chômage. Cela risquerait, d'autre part, de susciter un profond mécontentement dans ce prolétariat qui demeure officiellement le fondement théorique du régime.

Pékin, échaudé par l'exemple polonais de Solidarité, n'a pas envie que des troubles de ce genre se produisent sur son territoire, où les ouvriers manifestent déjà leur mécontentement en voyant que leur niveau de vie n'augmente pas aussi vite que celui d'autres catégories de travailleurs.

Pour le moment, ce contrat à durée déterminée ne s'appliquera qu'à un tout petit nombre de travail-

leurs, puisqu'il ne touche ni ceux déjà employés dans les entreprises d'Etat (67 millions de personnes) ni ceux recrutés à la sortie du service militaire. Le chiffre actuel d'ouvriers sous contrat est de 3,6 millions (moins de 5 % du total).

Sur le plan politique, également depuis le printemps, de nombreux dirigeants parlent de réforme, voire de retour aux « cent fleurs », de démocratie, de libéralisme, de pluralisme, de liberté de la presse, ainsi que du droit de critiquer, d'avoir des opinions différentes, tout cela étant présenté comme indispensable au développement économique. Mais ces réformes doivent toujours rester dans le cadre du système socialiste dirigé par le Parti communiste. Un tel débat, dont la presse se fait presque quotidiennement l'écho, n'en risque pas moins de soulever bien des espoirs.

En écoutant certains discours officiels, on se prend à rêver au fameux « mur de la démocratie » de l'été 1978, aux aspirations de jeunes rapidement qualifiés de dissidents et condamnés à la prison comme Wei Jingsheng. Parfois les termes employés sont presque identiques, à la différence près que ceux qui les énoncent aujourd'hui sont au pouvoir et ceux qui les affichaient hier sur les murs de Pékin sont enfermés dans des camps de travail pour « activités contre-révolutionnaires ».

Relativité des choses... Car si on ne peut que se louer d'entendre de telles professions de foi en la démocratie, en cette « cinquième modernisation » que réclame le « printemps de Pékin », le doute demeure sur la sincérité des dirigeants ou sur la durée d'une telle campagne.

PATRICE DE BEER.

● CHINE : condamnations au Tibet. — Quatorze criminels ont été récemment condamnés à de lourdes peines au cours d'un gigantesque procès public au Tibet. L'un d'entre eux, condamné à mort, a été exécuté pour vols d'armes et de munitions et malfaçons aux prémices, a annoncé Radio-Lhassa dans un compte rendu parvenu le 22 septembre à Pékin. — (AFP.)

CORÉE DU SUD

Manifestation contre les Jeux asiatiques

Séoul. — La violence a resurgi, mardi 23 septembre, à Séoul, deux jours après l'ouverture des dixième Jeux asiatiques. En début d'après-midi, malgré l'application de mesures de sécurité draconiennes, quelque cinq cents étudiants armés de cocktails Molotov se sont rassemblés devant un grand hôtel abritant des journalistes étrangers et ont affronté la police pendant plus de trois heures. Les forces de l'ordre — environ un demi-millier d'hommes protégés par des boucliers et des pans de grillages, et portant le *bang suk mo*, un casque protégé-muque style samouraï — ont contenu les étudiants, qui scandaient des slogans

contre la « dictature militaire soutenue par l'impérialisme américain » et l'organisation des Jeux asiatiques à Séoul.

En milieu d'après-midi, la manifestation s'est progressivement transformée en sit-in, avec des jets sporadiques de pierres et de cocktails Molotov, qui étaient aussitôt éteints à l'aide d'extincteurs par les forces de sécurité. Vers 17 heures, les manifestants se sont dispersés sans qu'ait été effectuée aucune arrestation. Un bus qui transportait des journalistes vers le centre de presse des Jeux a été attaqué à coups de pierres, et des agents de sé-

curité ont ouvert les appareils de quelques photographes présents pour confisquer leurs films. Un photographe philippin travaillant pour un magazine américain qui refusait de donner ses films a été frappé au visage à plusieurs reprises par un policier en civil, mais n'a pas subi de blessure grave.

D'autre part les autorités ont offert une prime de 10 millions de won (environ 11 400 dollars) à toute personne qui fournirait des informations conduisant à l'arrestation des auteurs de l'attentat à la bombe qui a fait cinq morts il y a dix jours à l'aéroport international Kimpo de Séoul. — (AFP.)

Afrique

TUNISIE : la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien premier ministre

M. Mzali dénonce « des faits sans précédent dans l'histoire du pays »

A la demande du président Bourguiba, la Chambre des députés réunie en session extraordinaire à Tunis a voté à l'unanimité, mardi 23 septembre, la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzali. Cette décision va permettre d'engager contre lui des poursuites pour « franchissement illégal des frontières ». Depuis le 8 juillet, empêché ensuite de se rendre à l'étranger, l'ancien « successeur désigné » du chef de l'Etat, qui se sentait menacé d'arrestation, avait en effet jugé préférable de quitter clandestinement Tunis au début du mois.

Les six députés, réunis en commission spéciale, qui ont présenté à leurs collègues les requêtes du ministre de la justice n'ont pas examiné la question des « autres délits éventuels que pourrait révéler l'enquête », comme ils y étaient invités. Mais ils se sont penchés sur la question de la levée de l'immunité pour des motifs beaucoup plus graves soit examinés pendant une nouvelle session parlementaire. La presse officielle laisse entendre la possibilité d'un procès pour haute trahison devant la Haute Cour.

Le jour même où les élus qui l'avaient tant applaudi naguère donnaient satisfaction à ses successeurs, M. Mzali, « quelque part en Suisse », n'a pris contact par téléphone avec des agences de presse pour dénoncer « les persécutions »

dont sa famille est l'objet selon lui et pour annoncer qu'il avait saisi la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Il s'élève notamment contre l'arrestation de ses trois fils et la mise en résidence surveillée de son épouse, ancienne présidente de l'Union des femmes tunisiennes.

L'avocat français de M. Mzali, M. Jean-Pierre Lussan, nous a fait parvenir la copie d'une lettre que son client avait adressée au président de la Chambre des députés. Il y justifia sa fuite vers l'Europe — via Alger — par l'attitude des autorités qui avaient refusé de le laisser partir en Suisse alors qu'il était muni d'un passeport valide et ne faisait l'objet d'aucune poursuite judiciaire. Il assure avoir envoyé au préalable à M. Rachid Sfar, premier ministre, la copie de deux invitations qui lui étaient adressées, une du président du Comité international olympique, dont il fut longtemps le vice-président, et une autre de M. Jacques Chirac « afin de parler de la candidature de la ville de Paris aux Jeux olympiques de 1992 ».

L'invitation de M. Chirac, agissant en tant que maire de Paris, lui était parvenue par l'intermédiaire de l'ambassade de France en Tunisie, le 18 août, quarante jours après sa destitution.

Comme s'il ne se résignait pas encore à « tuer le père », à l'égard duquel il n'a proclamé si longtemps sa

dévotion, M. Mzali « se refuse à croire que le président Habib Bourguiba ait été ou couronné des agissements » dont il est victime. Il juge « ces faits sans précédent dans l'histoire du pays ».

Une image ternie

Quel que soit le fondement des accusations qui visent le président, ces péripéties sont peu reluisantes pour la Tunisie. Sa stature et un climat de liberté assez rare parmi les jeunes nations en voie de développement avaient valu au président Bourguiba un grand crédit à l'étranger, notamment en France, pays avec lequel la Tunisie entretenait des relations d'ordre affectif. Ainsi, les premières déclarations de M. Hedi Mahrouk, ancien ambassadeur à Paris, nommé récemment ministre des affaires étrangères, ont été pour affirmer sa solidarité avec Paris, frappé par le terrorisme. Ce qui est devenu l'affaire Mzali « risque de ternir durablement cette bonne image internationale ».

En fuyant par l'Algérie, M. Mzali a eu recours au même stratagème que M. Ahmed Ben Salah, ancien ministre de l'économie condamné à la prison en 1970. Bien d'autres personnalités tunisiennes, tel M. Driss Guiga, ancien ministre de l'intérieur évincé en 1984 après les « émeutes

du pain », se sont installées à l'étranger. On peut douter qu'elles parviennent à constituer une plate-forme commune, mais il est malaisé pour le régime que tant de ses anciens serviteurs aient choisi l'exil.

Le successeur de M. Mzali, M. Rachid Sfar, qui a la réputation d'un bon économiste, ne paraît pas former un grand projet politique. Il assume la responsabilité de mesures, indispensables mais impopulaires, pour l'assainissement des finances de l'Etat pendant une période probablement transitoire. La mise au pas des syndicats facilite une politique d'austérité que ne contrarie même pas la perspective des prochaines élections législatives. Leurs résultats paraissent déjà acquis, en l'absence d'une opposition organisée.

Le Mouvement de la tendance islamique, formation d'opposition tolérée, vient d'annoncer qu'il boycotterait ce scrutin, en raison de « l'absence de conditions élémentaires de régularité ». Le Mouvement des démocrates socialistes de M. Mestiri pourrait bien en faire autant.

Le climat actuel laisse mal augurer de ces élections, après lesquelles pourrait cependant être nommé un nouveau premier ministre. En l'état présent de la Constitution, il sera, jusqu'à la fin de la législature, le successeur du chef de l'Etat, âgé de quatre-vingt-trois ans.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

New York. 4110 F. Vive la liberté.

Deux vols quotidiens de Paris CDG I. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif loisir A/R 14 jours - 2 mois. *Valable jusqu'au 31 octobre.

TWA

سكننا من الامم

condamné à trois ans et demi de prison, et Jerzyslaw Nakielski, vingt-trois ans, arrêté le 15 septembre. M. Urbaniak déclare qu'il se « battrait certainement pas de l'armistice car la défense nationale est un des devoirs les plus importants pour chaque citoyen ».

M. Jankowski, un instituteur de

● Les élections municipales au Pakistan. — Le général Zia Ul-Haq, chef de l'Etat, a annoncé, mardi 23 septembre, que les partis politiques ne seraient pas autorisés à participer aux élections municipales de l'an prochain, ceci malgré leur réhabilitation intervenue en décembre. (Reuters.)

(Publicité)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE **CHINOIS**
EN CHINE

dans une grande université
Pekin, Shanghai, Canton...
PLACES LIMITÉES

A partir de février 87, UN SEMESTRE, 15.900 F + droits inscription. Logement compris.
CEPEB, 57, rue Ch.-Lafitte, 92206 Neuilly, 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

Isth

INSTITUT FRANÇAIS DES SCIENCES ET TECHNIQUES ASSURANCES
Depuis 1945

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR !

SCIENCES PO

- FORMATION DE HAUT NIVEAU EN STAGES INTERNES D'EXCELLENTE QUALITÉ
- COURS DE MAÎTRISE EN 5-6 ANS
- PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ÉTAT
- VISA POUR L'ÉTRANGER MONDIALE COORDONNÉE PAR LA FRANCE

ENTRÉE EN AP

- 1^{re} ANNÉE : 1987-1988 2^e ANNÉE : 1988-1989
- 3^e ANNÉE : 1989-1990 4^e ANNÉE : 1990-1991

Vous êtes intéressé ? Contactez :

Le projet gouvernemental sur le découpage électoral

M. Mitterrand se donne le temps de la réflexion

(Suite de la première page.)
Il y a trois semaines encore, avant le début de la nouvelle série d'attentats, la question de savoir si le président de la République signerait ou non l'ordonnance mitonnée par M. Charles Pasqua passionnait le monde politique.
Elle méritait un tel intérêt parce qu'un refus de M. Mitterrand provoquerait un nouvel accroc à la cohabitation, après le refus de signature de l'ordonnance sur les privatisations.
Aujourd'hui, cet intérêt demeure légitime, car le nouveau découpage conditionnera la vie politique et parlementaire des prochaines années, mais les esprits, si l'on ose dire, sont ailleurs.
Voilà dans quel climat M. Mitterrand est invité à trancher, à partir de ce mercredi, un débat apparemment soudain déplacé par rapport à la préoccupation majeure des Français.

Voilà pourquoi aussi le président de la République n'est guère disposé à se presser, justement, de trancher.
Si crise il doit y avoir, sur ce terrain, entre M. Mitterrand et M. Chirac, elle ne surgira pas aujourd'hui. Quelles que soient ses intentions, que personne, jusqu'à présent, n'a pu vraiment discerner, le chef de l'Etat n'entend pas les dévoiler sur-le-champ. Les circonstances lui fournissent, au demeurant, une nouvelle bonne raison de s'octroyer un délai de réflexion.
Pressé par ses amis socialistes — avant que les attentats ne provoquent un réflexe d'union nationale — de ne pas donner son aval à un projet qui vise, selon eux, à fournir au RPR les moyens électoraux de faire « main basse sur la France » et d'« interdire l'alternance », prié par les communistes d'« assumer ses responsabilités », M. Mitterrand n'avait pas l'inten-

tion, de toute façon, de laisser passer ce texte sans dire ce qu'il en pense.
Il n'a pas changé d'avis, mais il s'exprimera plus tard, car toute intervention présidentielle serait, actuellement, de nature à ouvrir un débat que les Français pourraient juger, à juste titre, inopportun. En conseil des ministres, M. Mitterrand a donc laissé planer le doute sur sa décision finale. Il devrait en être ainsi jusqu'à ce que les enquêtes en cours sur les terroristes permettent une normalisation de la situation politique intérieure.
Rien ne l'obligeant à se précipiter, le président de la République trouve du même coup d'autres avantages politiques à suspendre ainsi la plume de son stylo dans une position attentive. L'avantage, d'abord, de pouvoir réaffirmer aux yeux de l'opinion publique que le chef de l'Etat, en charge des destinées essentielles de la nation, ne saurait se commettre dans une éventuelle querelle politicienne, alors que le pays subit une agression extérieure. Cette prise de distance procède d'ailleurs de la même logique qui a conduit M. Mitterrand à ne pas chercher à occuper le devant de la scène ces temps derniers — laissant M. Chirac tenir naturellement ce rôle, en prise directe avec l'opinion publique. Et cela au risque de créer une fâcheuse impression d'absence, le chef de l'Etat a

tenté d'effacer par ses réactions en Indonésie, afin qu'il soit bien clair que la force du sommet de l'exécutif tient aussi, et surtout quand les circonstances deviennent dramatiques, à sa capacité à ne pas se laisser dépasser par les événements.
L'avantage, ensuite, de pas offrir à ses adversaires la possibilité de l'accuser d'obstruction. Qui pourrait lui faire grief, en ce moment, de ne pas relancer une dispute partisane ?
Double avantage, au demeurant, sur ce registre : s'il évite de provoquer une pomme de discorde, M. Mitterrand contribue à

préserver cette cohabitation — pardon ! cette « coexistence » — à laquelle les Français se montrent si attachés, et qui lui vaut, ainsi qu'à M. Chirac, un regain de popularité. Ce n'est pas lui qui enfoncera le prochain coin.
Ce souci n'est pas subalterne au moment où le premier ministre commence à subir des questions pressantes sur des responsabilités personnelles dans les récents contacts du gouvernement avec les milieux impliqués dans les actions terroristes.
M. Mitterrand trouve, enfin, dans cette attitude expectative un autre avantage — qui, pour être

carrément subalterne celui-là, n'en est pas moins positif — sans doute, aux yeux de ses propres partisans : celui d'embarrasser la majorité et ses chefs, à la veille où ceux-ci espèrent profiter des prochaines journées parlementaires du RPR et de l'UDF pour clarifier leurs relations internes. Et à les soumettre à de nouvelles incertitudes sans que les uns ou les autres puissent s'offusquer de la réserve présidentielle... sauf à courir le risque de se voir reprocher de sacrifier les intérêts majeurs à des considérations médiocres.

ALAIN ROLLAT.

Le chef de l'Etat souligne l'« insistance du gouvernement »

An terme des délibérations du conseil des ministres, mercredi après-midi 24 septembre, le porte-parole de la présidence de la République, M. Michèle Gendreau-Massaloux, a indiqué, à propos des ordonnances relatives au découpage électoral, que « le président de la République a rappelé que, lundi dernier, lorsqu'il a été saisi du projet d'ordre du jour du conseil des ministres, il avait fait savoir au premier ministre qu'il ne lui paraissait pas sage de révéler cette controverse au moment où les Français étaient appelés à se rassembler face au terrorisme ».

Le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, a affirmé, de son côté, que le président de la République, « tenu au courant jour par jour », de l'élaboration de ces textes, avait indiqué au conseil qu'il prendrait « le minimum de temps raisonnable pour faire connaître sa décision ».

M. Juppé a souligné que, sur les 574 circonscriptions délimitées par ces deux textes (le premier concernant la métropole et les DOM, le second les TOM), 535 ont fait l'objet d'un avis favorable de la commission dite des « sages » et 517 d'un avis favorable du Conseil d'Etat.
Ces deux séries ne se recoupent pas, a ajouté M. Juppé, mais sur 574 circonscriptions, 12 seulement, situées toutes dans le même département (le Val-de-Marne) n'ont pas fait l'objet d'un avis favorable, soit de la commission, soit du Conseil.
Au cours des délibérations, M. Mitterrand est également intervenu, au sujet du projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen regroupant sur divers points des dispositions qui révisent les traités de la CEE. Il a souligné que cet Acte unique constituait « un compromis de progrès ».

L'humour de M. Pasqua et les surprises du Conseil d'Etat

M. Charles Pasqua est décidément un expert. A l'en croire, le processus (visible) qu'il a mis en place tout au long de l'élaboration de son projet d'ordonnance électorale lui permet d'appréhender la perfection. De consultation des « sages » au Conseil d'Etat, le nombre des départements puis des circonscriptions contestables n'a cessé de diminuer. Selon lui, sur les 577 circonscriptions à découper, seules 57 n'auraient pas reçu l'aval du Conseil d'Etat et 39 celui de la commission des « sages ». Une contestation à la marge qui n'entraînerait pas le bloc des circonscriptions réputées équitables.
En fait, la partie invisible du processus est restée la plus importante. Dans un premier temps, le découpage avait été négocié principalement avec MM. Toubon et Gaudin (ce qui a souvent suscité la surprise des préfets) ; puis les ajustements se sont poursuivis entre ces mêmes personnes avec, ici et là, quelques appels du pied discrets à telle ou telle personnalité socialiste (M. Mauroy par exemple).
C'est cette double démarche qu'il faut avoir à l'esprit lorsque l'on tente de reconstituer l'itinéraire du projet. Elle explique l'indigence des chiffres finis à intervalles réguliers par le ministre de l'Intérieur.

Dix-sept départements étaient réjetés en raison de la partition jugée contestable et élitiste de certaines villes moyennes, et franchement troublante dans des villes de plus grande importance. Il s'agit de la Charente-Maritime (4^e et 5^e circonscription autour de Royan), l'Hérault (4^e et 5^e, avec le transfert d'un des cantons de Montpellier), la Maine-et-Loire (2^e et 8^e, en raison d'une configuration alambiquée autour de Cholet et dans le sud-ouest d'Angers), la Mayenne (1^{re} et 3^e autour de Laval), le Nord (pour le découpage de Lille), la Seine-Maritime (déclatement du Havre), les Yvelines (situation de Versailles), les Hauts-de-Seine (une partie de Nanterre était rattachée à Neuilly).
Mais à l'habileté M. Charles Pasqua ajoute aussi le sens de l'humour, du moins le goût de la surprise. Ainsi la commission permanente du Conseil d'Etat (formation plus restreinte que l'assemblée générale) s'est vu soumettre une liste de quatorze départements et non de vingt-cinq comme elle s'y attendait. Elle a alors avoué le nouveau découpage proposé pour trois de ces quatorze départements, à savoir : Pyrénées-Atlantiques, Nord (où M. Mauroy voit avec satisfaction son fief rétabli dans ses limites antérieures), Rhône, Pas-de-Calais, Somme, Corse-du-Sud (où la situation a été correctement rétablie), Alpes-de-Haute-Provence (qui ont fait l'objet d'un nouveau découpage), Territoire-de-Belfort, Yvelines, Hauts-de-Seine, Maine-et-Loire, Hérault et Creuse.

En revanche, le découpage du Val-de-Marne a été repoussé par la commission permanente du Conseil d'Etat en raison du non-respect d'unité des villes de Créteil, Champigny-sur-Marne et Saint-Maur.
Au total, le Conseil d'Etat a insisté sur le caractère restreint de son propre contrôle : alors que d'ordinaire, en matière électorale, il invoque l'opportunité, cette fois l'assemblée générale a précisé qu'elle statuait dans les limites de sa fonction administrative, et n'a apprécié le travail du gouvernement qu'en fonction des critères de légalité qu'il avait lui-même établis. Ce qui signifie que si l'ordonnance est signée par le président et si dans tel ou tel département, telle ou telle circonscription est contestée devant lui, le juge administratif se réserve d'aller plus loin dans son contrôle.
J.-M. C. et A. Ch.

Après l'avis de la commission dite des « sages » (constituée de six magistrats) établi sur une base strictement démographique, le Conseil d'Etat avait émis le 23 août dernier. A la différence de la commission des « sages », il a tenu compte des décisions « interprétatives » du Conseil Constitutionnel et fait référence non seulement à la démographie mais aussi au caractère arbitraire ou non de certains tracés.
En outre, il a sollicité une consultation supplémentaire de la commission des « sages » sur les nouvelles propositions faites par M. Pasqua à la suite des remarques que cette dernière avait émises. Au terme de l'examen du projet par sa section de l'Intérieur, apparaissent trois catégories : celle des approbations, celle des rejets (partiels ou globaux) et enfin celle des dangers. Dans cette dernière catégorie figuraient des départements pour lesquels le gouvernement prenait le risque d'une annulation ultérieure en cas de recours au contentieux en raison d'erreurs manifestes de droit ou d'appréciation.
Ces situations qu'à la suite d'un premier examen les conseillers d'Etat jugeaient douteuses et donc dangereuses pour le gouvernement lui-même, n'ont pas été retenues par l'assemblée générale de crainte que la suspicion ne soit entretenue sur un trop grand nombre de départements. L'assemblée générale n'a donc retenu que vingt-cinq rejets, classés en deux rubriques : les rejets globaux et les rejets partiels.

Le communiqué du ministre de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur a diffusé, le mardi 23 septembre, la note suivante :
« Le Conseil d'Etat, saisi de nouveaux projets de délimitation des circonscriptions législatives pour 14 départements, s'est réuni le 23 septembre. La commission permanente a donné un avis favorable à 13 nouvelles délimitations concernnant 39 circonscriptions pour lesquelles le Conseil d'Etat avait, lors de son premier examen, suggéré des modifications globales ou partielles.
« A l'issue de ce double examen, ce sont donc au total 517 des

574 nouvelles circonscriptions qui ont été acceptées par le Conseil d'Etat. La commission des 6 magistrats, instituée par la loi, avait par ailleurs approuvé 535 circonscriptions.
« Il en résulte que, après les consultations prévues par la loi du 11 juillet 1986, seules les 12 circonscriptions d'un département n'ont pas fait l'objet d'une approbation malgré l'amélioration démographique apportée à leur délimitation, conformément d'ailleurs à l'orientation donnée par la commission des sages ».

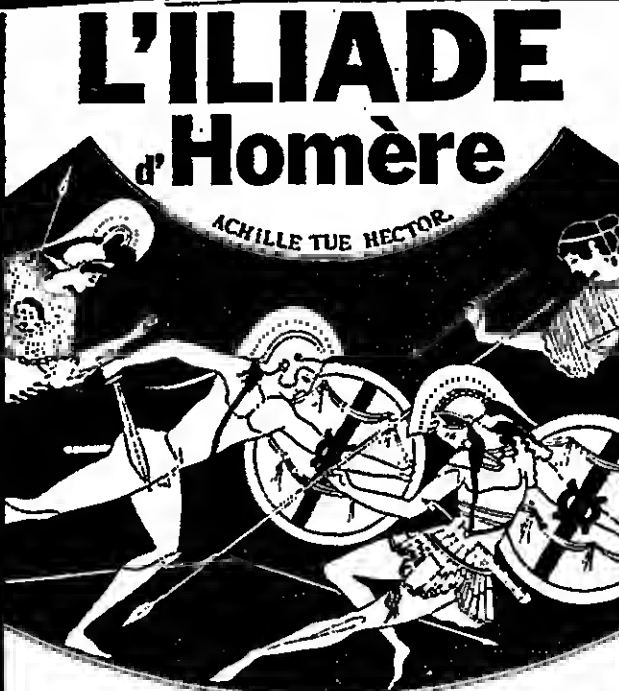
En remerciement de votre fidélité
Jean de Bonnot vous offre
ce livre d'art exceptionnel
au «prix éditeur»

Sait-on que pour ce
livre d'art Jean de
Bonnot a utilisé
85 cm² de feuille
d'or pur tirant 22
carats ?

Cette annonce est
réservée aux clients
de Jean de Bonnot.
Elle remplace tout
courrier ou autre
message adressé
personnellement.

L'édition qui réunit
les figures des anciens vases
grecs dispersés dans les
musées et les collections
privées d'Europe et d'Amérique.

Les précieuses et délicates
peintures, illustrant les héros et
les grands faits décrits dans
l'Odyssée, ont été amoureusement
réunies, des années de travail
durant, par Notor, vicomte de
Roton, qui les a transposées
ainsi que leurs légendes dans
une seule publication.
Ces peintures se trouvent dispersées dans les musées et collections des deux continents et datent du VII^e au IV^e siècle avant Jésus-Christ. Elles ont été



avec 74 illustrations hors-textes et
in-texte par les plus délicieux artistes
grecs de l'Antiquité
un ensemble céramographique unique en son genre.

retrouvées principalement dans :
— les musées de Naples, de
Vienne, de Berlin, du Vatican,
de Bonn, de Florence, de Wurzburg,
de Cracovie et d'Athènes, au
British Museum, au Metropolitan
de New York et à la Pinacothèque
de Munich.
— les collections Tyszkiewicz,
Van Branteghem de Bruxelles,
de la Duchesse de Dalmatie, du
Duc de Melbrough, de Pourtales-
Gorgier.
Il en résulte un superbe volume
de 528 pages magnifié par
l'éblouissant défilé des beaux et
harmonieux décors des vases
grecs anciens. Une fresque antique
que personne encore n'avait
pu contempler dans son ensemble.

servi de fondement à la poésie
épique. Les poètes, les dramaturges,
les romanciers, y puisent
des thèmes à variations multiples.
Elle est le prototype du
patrimoine moral de l'humanité.
Vous serez heureux de relire les
hauts faits de la guerre de Troie :
le colère d'Achille à qui ses chefs
ont enlevé sa captive Briseïs, le
dessein de Zeus qui décide d'infirmer
une défaite aux Grecs et envoie
la peste sur l'armée. Le combat
singulier entre Menélas et Pâris,
la mort de Patrocle, ami

d'Achille, tué par Hector, les
prières du vieux Priem qui réclame
le corps de son fils.
L'Iliade est le plus grand des
épiques guerriers, mais en dehors
des récits de batailles, elle abonde
en scènes et tableaux pittoresques
d'une vérité inouïable : Hélène sur
les remparts de Troie, les adieux
d'Hector, les supplications de Priam,
Hélène et Pâris, Zeus bonné par
Héra. C'est l'aventure humaine vue
et racontée à travers les Dieux
antiques et illustrée par d'émouvantes
reliques d'il y a 25 siècles.

Un livre « construit » pour
durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art,
l'Iliade, dans sa version intégrale
en un seul volume, est reliée
plein cuir de mouton d'une seule
pièce. Ce cuir à la douceur tiède
et à l'odeur grise prend avec les
ans une patine inimitable.
Le dos et les plats sont ornés
d'un décor précieux gravé à la
main et poussé sur feuille d'or
fin à 22 carats, ce même or de
bon aloi qui agrémentait aussi la
tranche de tête. Encadrant les
plats, un motif gaufré à froid
se détache en noir sur un fond
ocre évoquant l'argile des vases
grecs.
Le papier fabriqué traditionnellement
à la « forme ronde » est un
verge chiffon solide et sonnet
filigrané « aux canons ». Les
cahiers sont assemblés et cousus
au fil résistant. Les coins
sont remplis main à l'os de boeuf.
Le dos est renforcé par une
doubleure invisible. Tranche-
files et aigrettes tressées complètent
l'ouvrage.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres,
mais les choisir avec goût. Les
beaux livres donnent à l'amateur
clair des satisfactions inépuisables.
Je ne publie que des œuvres
de qualité, soignées dans les
plus petits détails, qui prennent
de la valeur chaque année car l'or
véritable et le cuir embellissent
avec le temps. C'est pourquoi je m'engage
à racheter mes ouvrages au souscripteur
pour le même prix et à n'importe
quel moment.

(Jean de Bonnot)

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE
EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant
« l'Iliade » d'Homère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir
décoré à l'or fin 22 carats.

Veillez trouver ci-joint mon règlement soit 156F (+ 13,50F de
frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage
d'origine sous dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms

N° Rue

Code postal Ville

Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis

سكزا من الاصل

هكذا من الاجل

Politique

Le discours du premier ministre au Conseil économique et social

M. Chirac souligne la volonté du gouvernement d'accorder « une priorité particulière » à l'outre-mer

Le premier ministre a manifesté l'importance qu'il attache personnellement au projet de loi de programme pour le développement des départements d'outre-mer en présentant lui-même ce texte devant le Conseil économique et social, le mardi 23 septembre. Le caractère inhabituel de cette démarche lui a conféré une certaine solennité.

M. Jacques Chirac a souligné que « le gouvernement a décidé d'accorder une priorité particulière à l'outre-mer. Il souhaite prendre acte, solennellement, a-t-il affirmé, de cette interdépendance qui nous lie à nos concitoyens d'outre-mer. Il entend tourner le dos à la tentation de l'égoïsme. Il propose une politique de mise à niveau, de développement et de progrès afin que la France soit également la chance de ces populations qui ont lié leur destin au sien. Cette politique ambitieuse est la seule qui réponde aux espoirs et à l'attente des Français

d'outre-mer, elle est la seule qui soit digne de la France. »

Confirmant que « en définitive, les crédits supplémentaires que l'Etat consacrerait, sur son budget, au développement économique des départements d'outre-mer, s'élèveront à 3,6 milliards de francs en cinq ans sans tenir compte des transferts sociaux ni de l'impact des allègements fiscaux sur les recettes budgétaires », le chef du gouvernement a justifié cet effort par la « situation préoccupante » de ces terres lointaines « aux déséquilibres de tous ordres, hérités de l'histoire », auxquels se sont ajoutées « les conséquences de la crise économique, plus brutales souvent qu'en métropole : ainsi s'est engagé un mouvement de spirale auquel il est urgent de mettre un terme avant que ses conséquences ne deviennent irréversibles », a déclaré M. Chirac.

Le premier ministre a ajouté : « La loi de programme repose sur trois idées principales : un effort accru de l'Etat en faveur du redressement économique, une action déterminée en faveur de la promotion et de la mobilité des jeunes, enfin, la promesse d'une parité sociale globale avec la métropole. »

« Une voie moyenne »

Sur ce dernier point, M. Chirac a répondu par la négative aux représentants des départements d'outre-mer qui insistent, actuellement, pour que le concept de « parité sociale globale », contesté aussi par le Conseil économique et social (le Monde du 24 septembre) soit remplacé par un objectif de « parité sociale » : « Ceux qui veulent opposer la parité sociale globale à l'égalité sociale méconnaissent les réalités de l'outre-mer, et notamment la situation particulière de sa démographie. La parité

sociale globale, pour les habitants des départements d'outre-mer, c'est bien la reconnaissance de leur droit à une égalité de traitement dans le bénéfice de la redistribution qu'opère notre budget national. C'est en fait la réalisation de l'égalité sociale avec une adaptation à la situation particulière de ces départements. L'application systématique dans les départements d'outre-mer des prestations servies en métropole aurait des effets dangereux, générateurs de graves distorsions sociales et économiques, alors que la parité sociale globale, qui représente pour l'Etat le même engagement financier que celui qui résulterait de l'égalité sociale, permet d'assurer un développement équilibré, les prestations de caractère collectif apportant une réponse adaptée aux besoins spécifiques et urgents de leurs habitants. »

M. Chirac a conclu : « La voie que nous avons choisie est une voie moyenne : c'est celle de la justice, mais aussi celle de la raison. »

Dans le débat qui a suivi, la plupart des porte-parole des différents groupes socio-professionnels du Conseil économique et social ont estimé que le gouvernement n'allait pas assez loin ni assez vite. La CGT votera contre l'avis de la section des économies régionales du CES qui propose pourtant de remédier, sur plusieurs points, aux insuffisances

du projet de loi. La CFDT s'abstient, de même que la FEN. La CFDT, en revanche, soutient cet avis, ainsi que les groupes des associations familiales, de la coopération, de l'agriculture, de FO, mais sous réserve, tandis que le groupe des entreprises privées ne le votera pas non plus, parce qu'il veut prendre le parti d'être au texte du gouvernement. Quant aux conseillers représentant les DOM, ils « recommandent que cette loi de programme puisse apporter un « plus », en matière sociale, de logement et de formation professionnelle ». Ils la soutiennent donc « tout en faisant d'expresses réserves sur les résultats à attendre du point de vue du développement économique » et tout en contestant l'argumentation du premier ministre sur la question de la « parité sociale globale » : « L'égalité sociale reste l'objectif fondamental, ont-ils répété au ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons. Le versement indirect d'une partie des prestations ne peut être accepté que temporairement et sous réserve de sa gestion transparente et démocratique. »

M. Pons a répondu à toutes les réserves émises en indiquant que, sur le fond, « le gouvernement maintiendra la cap » qu'il s'est fixée en s'efforçant de répondre à des revendications « vieilles, souvent, de plus de vingt ans ».

Le débat au PS

Une lettre de M. Chevènement

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'Éducation nationale et député socialiste du Territoire de Belfort, nous a fait parvenir la lettre suivante :

J'ai été surpris de lire à la suite du

comité directeur du Parti socialiste du 13 septembre, dans le Monde du 16 septembre, les propos qui me sont prêtés selon lesquels : « Il vaut mieux faire appel aux valeurs de l'effort et de l'imagination plutôt que de proposer le partage du travail ou le revenu minimum. »

Je n'ai pas tenu ces propos. Ma pensée est mieux traduite par la sténographie des débats : « Si le partage du travail a pour but de faire tourner plus vite les équipements, je suis pour. Mais vous savez fort bien que dans 99 % des cas, ça ne sera pas reçu comme cela. Un tel discours peut cultiver l'illusion qu'il y a une quantité de travail fixe, qu'il faut simplement mieux répartir en faisant un effort pour se serrer la ceinture... »

« Soyons tout à fait clairs. Je ne suis pas hostile au traitement social du chômage. Quand un malade souffre, on ne lui refuse pas un analgésique. Mais on aurait tort de ne pas lui administrer l'antibiotique qui guérira l'infection. Or nous savons bien de quel côté se trouve l'antibiotique : du côté de la politique économique. »

« La clé du problème de l'emploi, c'est la reconstruction d'une base économique puissante, moderne et compétitive. »

[Comme nous l'avions explicitement indiqué dans le Monde du 16 septembre, les propos que M. Jean-Pierre Chevènement a tenus ont été rapportés à la presse par M. Jean-Jack Querry, porte-parole officiel du PS, qui a, notamment, pour tâche de rendre compte des interventions des membres du comité directeur du PS, qui se tient à huis clos.]

Selon un sondage SOFRES

L'image du Front national ne s'améliore pas

L'image du Front national et de son président, M. Jean-Marie Le Pen, ne s'améliore pas depuis l'année dernière. Tel est l'enseignement du sondage réalisé par la SOFRES et publié dans un groupe de questions de province ce mercredi 24 septembre (1). Si 23 % des personnes interrogées estiment être « plutôt ou tout à fait d'accord » avec les idées défendues par le député de Paris, 68 % se sentent en désaccord avec celles-ci.

C'est sur le thème de la sécurité et de la justice que M. Le Pen recueille le plus de suffrages : 34 % approuvent ses prises de positions en la matière (44 % sont d'un avis contraire), tandis que dans le sondage réalisé par la SOFRES pour le compte du Monde et d'Antenne 2, en octobre 1985, 29 % y étaient favorables. Les propos du président du Front national relatifs aux immigrés suscitent, comme en 1985, l'approbation de 31 % des personnes interrogées. En revanche, ce sont les

critiques dirigées contre le RPR et l'UDF et la lutte contre le communisme qui sont les moins populaires, obtenant respectivement 60 % et 59 % d'avis défavorables (au lieu de 60 % et 51 % l'an dernier).

En outre, M. Le Pen « représente un danger pour la démocratie » pour 52 % des Français (50 % en octobre 1985), 35 % émettant une opinion différente. Lors de la prochaine élection présidentielle, 75 % des personnes interrogées sont sûres de ne pas voter pour le député de Paris (71 % l'an dernier), tandis que 2 % sont certaines du contraire (au lieu de 3 %).

Par ailleurs, 54 % des électeurs du Front national souhaitent que ce parti soutienne l'action du gouvernement de M. Chirac, 25 % n'y tenant pas.

(1) Sondage réalisé du 8 au 11 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

Nouvelles turbulences à la mairie de Nantes

M. Loïc Sparfel, adjoint (UDF-PR) chargé des travaux et de l'urbanisme, auprès de M. Michel Chaumy, maire (RPR) de Nantes (Loire-Atlantique), a été mis en minorité dans la nuit du mardi 22 au mercredi 23 septembre, lors du conseil municipal de renouveau. Au cours d'un vote à bulletin secret, demandé par un membre de la majorité, concernant la présidence, exercée par M. Sparfel, du jury d'appels d'offres pour le futur palais des congrès — dont le coût s'élève à 550 millions de francs — l'adjoint chargé des travaux n'a obtenu que 19 voix sur une majorité requise de 25 suffrages.

Ce vote a pour effet de relancer la crise qui a déjà secoué la municipalité au mois de juin dernier. En effet, M. Sparfel avait été cité par

certaines élus de la majorité et par la presse à propos d'une affaire de trafic d'influences mettant en cause le Parti républicain, et du projet de construction d'un parking au centre-ville de Nantes, dont le coût, de plus de 63 millions de francs, était jugé trop élevé par les contestataires.

A l'issue d'une réunion des élus du secteur « travaux » autour de M. Chaumy, M. Sparfel a déclaré, mardi, qu'il ne démissionnerait pas. Dans l'entourage du maire, on précise que l'adjoint chargé des travaux est confirmé dans ses fonctions, qu'aucune preuve ou dossier concret n'étayant les accusations portées contre lui, M. Alain Chenard, ancien maire socialiste de la ville, dénonce, pour sa part, cette « crise politique profonde et grave ».

Nominations de préfets

Le conseil des ministres du mercredi 24 septembre a adopté les nominations suivantes :

● Mayotte : M. Akli Khider. M. Akli Khider, sous-préfet hors classe, est nommé préfet, représentant du gouvernement à Mayotte en remplacement de M. Guy Dupuis, préfet nommé chargé de mission auprès de l'inspection générale de l'administration.

[Né le 1^{er} septembre 1925 à Aïn Chiffa (Algérie), M. Khider a été nommé sous-préfet en 1961 et a occupé des fonctions dans divers cabinets ministériels, notamment à l'éducation nationale, à la coopération, aux transports, à la culture et à la culture. En 1984, il avait été nommé à Mayotte, après avoir dirigé depuis 1980 le service de l'aide technique au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM.]

● Conseil régional d'Ile-de-France : M. Jean Chevènement. M. Jean Chevènement, préfet de la région des Pays de la Loire, sur sa demande, d'exercer ses fonctions. Il est placé en service détaché pour exercer les fonctions de directeur général des services du conseil régional d'Ile-de-France, en remplacement de M. Jacques Perrillat, nommé directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur.

Le cabinet de M. Bosson

M. Jean-Paul Cluzel, inspecteur des finances, vient d'être nommé directeur du cabinet de M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Le cabinet du ministre comprend, d'autre part, trois conseillers techniques : M. Alain Mear, chargé du Conseil de l'Europe, des affaires juridiques, de la coopération politique, des affaires non communautaires et bilatérales et des fonds structurels ; M. Claude-France Fourmet, chargée des relations extérieures de la CEE (sauf les pays en voie de développement), de la politique agricole commune et du budget, et M. Jean-Paul Tran-Thiet, chargé de toutes les autres affaires communautaires, des institutions des Communautés européennes, d'Eurêka, des affaires industrielles et de la recherche. Ont été également nommés, M^{me} Anne-Marie Aubry, chef

de cabinet, M^{me} Anne-Marie Olivier, attachée de presse, et M^{me} Patricia Vigne, attachée parlementaire.

[Né le 29 janvier 1947 à Paris, M. Jean-Paul Cluzel, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, premier prix en 1966 du concours général d'économie de la faculté de droit et sciences économiques de Paris, master of arts de l'université de Chicago, est ancien élève de l'ENA. Inspecteur des finances en 1972, il occupe successivement les fonctions de chargé de mission au secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne de 1976 à 1978, de conseiller technique au cabinet de M. Jean-François Ponce, ministre des affaires étrangères de 1979 à 1981, de conseiller financier pour l'Afrique à la direction du Trésor de 1982 à 1984. Depuis 1985, M. Cluzel était sous-directeur, chargé de la recherche et du développement, au Groupe des finances nationales (GAN).]

● LÉGISLATIVES DE HAUTE-GARONNE : le RECOURS soutient la liste de Baudis. — Les dirigeants nationaux du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des républicains et socialistes) ont reconnu, le mardi 23 septembre, à Toulouse, aux « électeurs républicains de Haute-Garonne de soutenir la liste d'union conduite par Dominique

Baudis ». Reçu le semaine dernière par M. Jacques Chirac et par le secrétaire d'Etat aux républicains, M. André Sarrailh, les dirigeants du RECOURS estiment que « les élections ont débouché sur des observations précises » du secrétaire d'Etat et ont donc décidé d'apporter leur soutien à la liste de la majorité conduite par le maire de Toulouse.

Mise au point

M. Yves Sautier, ancien député (UDF-CDS), nous demande, au titre du droit de réponse, de publier le texte suivant à la suite d'un article consacré à la campagne électorale sénatoriale en Haute-Savoie paru dans le Monde du 11 septembre :

« 1) Je n'ai pas été écarté d'une place d'éligible en mars dernier, c'est moi-même qui ai demandé, dans l'intérêt de mon parti et de mon département, que Bernard Bosson soit candidat, et en bonne place, sur la liste UDF. A cet égard, j'ai accepté, bien que député sortant, la quatrième place, sachant qu'elle ne me mettrait pas en position d'être élu. Cette information peut être vérifiée auprès de l'Intérieur, monsieur le ministre délégué aux affaires européennes Bernard Bosson, et des instances départementales du CDS. »

« 2) Je ne fais nullement campagne, encore moins « être actif » dans le Chablais en faveur du député Jean Brocard. J'ai accepté d'accompagner dans ma circonscription tous les candidats de la majorité qui en ont exprimé le souhait, sans aucune exception. L'allegation de votre correspondant mettant en cause ma probité politique se trouve contredite par mon attitude, que je qualifie d'objectivité, de mansuétude, de mansuétude. »

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR REVOIR LES BASES
Le parcours santé de l'équilibre et de la réussite

Consacrez quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les vingt principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut culturel français, service 3840 - 33, rue Collège français, 92303 Paris-La Neuville.

Tél. : (1) 42-70-73-63.

CHRONIQUE DES

ANNÉES
60

LE FEUILLETON DE L'ÉTÉ
ENFIN DISPONIBLE
EN UN SEUL
RECUEIL

A U début, tout paraît simple. De Gaulle règne sans partage. La coexistence pacifique promet la paix pour demain et Jean XXIII convoque Vatican II. L'Amérique, enlisée au Vietnam, prend le visage du diable quand son intellectuel fondeur leur espoir sur Cuba ou la Chine. Nouveau roman, nouvelle vague, nouvelle musique — celle des Beatles. Il semble que des temps nouveaux soient venus. Les Français savourent les délices de la consommation. Et soudain tout se brise. Une nouvelle guerre éclate au Proche-Orient. Paris s'enflamme un soir de mai. Prague sonne le glas des idées reçues. De Gaulle quitte le pouvoir.

En quarante épisodes, le Monde retrace la décennie charnière du siècle : les grands événements, les hommes-clés, l'évolution de la société, les idées nouvelles.

Le Monde
NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
14 F
ou par correspondance

CHRONIQUE DES ANNÉES 60

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES _____ x 17 F (francs d'expédition inclus) :

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Politique

Les fonctionnaires sont-ils souvent et sévèrement sanctionnés ?

« D'où qu'elles viennent, les fautes doivent être sanctionnées. » Cette déclaration d'un jeune homme par un CRS, rue de Mogador, au mois de juillet dernier, tous les ministres, à toutes les époques, l'ont faite lorsqu'un fonctionnaire a été mis à une affaire délicate ou criminelle. Mais, passée l'émotion du moment, il est rare que l'on repense plus tard et de la faute et de la sanction.

L'administration couvre en effet d'un voile pudique et un peu honteux les problèmes de discipline qui se posent à ses membres au risque de laisser croire que, dans ce domaine aussi, les fonctionnaires seraient des « autres », selon l'expression de M. Barre. Pour ce qui est, il convient de distinguer entre les différents actes répréhensibles qu'ils peuvent commettre.

Lorsqu'un agent de la fonction publique commet un crime ou un délit à titre privé, il est considéré comme un citoyen comme les autres et sa qualité de fonctionnaire de l'Etat ne lui accorde aucune immunité. Lorsque, en revanche, il commet une faute dans l'exercice de ses fonctions et que celle-ci ne concerne que le service auquel il appartient, des procédures disciplinaires internes entrent en action.

La jurisprudence concernant la responsabilité a établi des théories subtiles sur les notions de faute légère ou lourde, sur le cumul des fautes et sur la faute personnelle ou de service. Mais dans la plupart des cas, la faute professionnelle grave, c'est-à-dire sanctionnable, s'accompagne d'infractions qui relèvent du code pénal. L'action administrative et les poursuites judiciaires se combinent alors.

Conseil de discipline

Bien que l'administration ne soit pas formellement liée par la justice pénale, l'une et l'autre ne peuvent s'ignorer : le juge d'instruction peut saisir des documents dans les services administratifs et l'administration peut suspendre un fonctionnaire soupçonné jusqu'à ce qu'il soit jugé. La suspension dure quatre mois avec traitement plein mais, au-delà, le traitement ne peut pas être diminué de plus de la moitié.

Une fois le jugement pénal intervenu, l'administration doit réintégrer son agent s'il est innocent et, au besoin, « réconcilier » sa carrière. Elle peut aussi lui infliger, s'il est coupable au plan pénal, une sanction de caractère administratif qui peut aller jusqu'à la révocation. Celle-ci est automatique si la condamnation pénale est afflictive ou infamante, c'est-à-dire si elle entraîne la perte des droits civiques. Le fonctionnaire a, cependant, toujours la possibilité d'attaquer sa révocation devant la juridiction administrative.

MONDES EN DEVENIR
LE TIERS MONDE
DANS LA VIE
INTERNATIONALE
Edmond JOUVE
2^e édition mise à jour
14 x 21 cm - 320 p. - 110 F
Berger-Levrault

IFAM
INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
UNIVERSITY OF VIRGINIA
une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées (Hartford U., (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (N.Y.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelior of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Copernic, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____

Comment se passent les poursuites pour infractions commises par les fonctionnaires dans l'exercice de leurs tâches ? Lorsqu'une faute est découverte, soit par un usager, soit par d'autres fonctionnaires, le chef de service transmet à la direction du personnel de son ministère un dossier relatant les faits.

Une instruction est alors confiée au service de l'inspection générale du corps. Celle-ci dure quatre mois. Le dossier établi est communiqué au fonctionnaire concerné qui peut se faire assister d'un avocat pour comparaître devant le conseil de discipline. Celui-ci propose ensuite une sanction au ministre qui prend sa décision sans être formellement lié par les propositions du conseil de discipline. Mais un appel peut être interjeté devant le Conseil supérieur de la fonction publique pour les cas les plus graves. (Il arrive aussi que les « affaires » soient réglées à l'amiable et se traduisent par la démission du fonctionnaire.)

Le conseil de discipline est en fait la « commission paritaire » du corps de fonctionnaires concernés et il est composé à égalité de membres de la hiérarchie et de délégués du personnel élus et représentant les syndicats. Ces derniers ont acquis une puissante influence et ce sont eux qui inspirent la jurisprudence en la matière. Celle-ci varie donc d'un corps de fonctionnaires à l'autre. Elle est — dans une certaine mesure — fonction de la force syndicale du moment, de l'évolution des mœurs et de la morale publique et n'est pas non plus totalement à l'abri des pressions politiques. Toutefois, les conseils de discipline mettent en général un point d'honneur à se comporter comme les garants moraux de la réputation de leur corps. C'est pourquoi ils sont spécialement attentifs aux comportements mettant en cause la probité des fonctionnaires.

Les administrations dans lesquelles les agents ont le plus de tentations, c'est-à-dire celles où des fonds sont maniés, offrent donc le plus de cas d'infractions et de sanctions. Ce sont donc surtout les ministères des P et T et des finances. La moitié environ des fautes étudiées par les conseils de discipline y concernent des problèmes de corruption, des détournements de fonds avec de surcroît pour les P et T le vol de correspondance et la destruction de courrier. Toutes ces infractions, quel que soit le volume des sommes concernées, entraînent normalement la révocation.

Des dizaines de révocations

La gamme des sanctions encourues par les fonctionnaires est variée. Elle s'échelonne de l'avertissement à la révocation en passant, dans l'ordre croissant de gravité, par le blâme, la radiation du tableau d'avancement, la réduction d'ancienneté, l'abaissement d'échelon, l'exclusion temporaire de fonctions, le déplacement d'office, la rétrogradation, la mise à la retraite d'office, la révocation sans, puis avec suspension des droits à pension.

Ces sanctions sont plus fréquemment appliquées qu'on ne le croit généralement. Ainsi, au ministère des PTT, 500 fonctionnaires ont été sanctionnés en 1984 (dernière année connue), dont 154 par les conseils régionaux de discipline et 346 par le conseil central. A ce dernier niveau, on constate que 164 agents ont commis des détournements de fonds, 67 des vols de correspondance ou de

secret professionnel et 26 des vols. Au total, 115 ont été révoqués, parmi lesquels il faut inclure trois affaires de meurtres et trois affaires de drogue. Parmi ces révocations, 8 se sont appliquées à des receveurs et 65 à des « préposés », c'est-à-dire des facteurs.

Au ministère de l'intérieur, pour ce qui concerne les fonctionnaires de la police nationale, la sévérité est allée croissant de 1970 à 1978, le nombre total de sanctions infligées

130 policiers, dont un commissaire, cinq inspecteurs, quatre enquêteurs, un commandant, cinq cadres administratifs, mais surtout 114 gradés et gardiens.

Un ministère de l'économie, des finances et du budget, les sanctions ne sont pas non plus négligeables. Ainsi, en 1984, 231 ont été infligées. Certes, 157 fonctionnaires n'ont subi que des blâmes ou des avertissements, mais 38 ont été révoqués, 2 rétrogradés et 18 déplacés

Avertissement, blâme, radiation du tableau d'avancement, réduction d'ancienneté... et révocation : les agents de l'Etat ont droit à un bel éventail de sanctions. Mais ils préfèrent laver leur linge sale en famille.

passant par paliers réguliers de 1 816 à 4 085. Il a légèrement décliné ensuite, tout en se maintenant au-dessus de 3 500 sanctions annuelles. Mais il a brusquement chuté à partir de 1982 avec 2 387 sanctions, 2 436 en 1983, 2 786 en 1984 et 2 752 en 1985.

Les sanctions les plus fréquemment appliquées sont naturellement les plus légères. Ainsi, en 1985, il y a eu 1 392 avertissements et 1 060 blâmes. Il y a aussi deux autres catégories de peines. Les unes menacent la carrière, les autres y mettent un terme. Les premières (réduction d'échelon, déplacement d'office, etc.) ont été appliquées 170 fois en 1985. Les secondes concernent essentiellement la révocation et ont frappé la même année

d'office. Parmi les révocations, 14 ont été motivées par des détournements de fonds ou des malversations et 22 par un abandon de fonction.

On constate une légère diminution des sanctions dans ce ministère au fil des années, puisqu'il y en avait en 1976, 275 en 1978, 279 en 1980 et, depuis cette date, moins de 250 chaque année. Quant aux motifs, s'il y a eu en 1976 75 révocations et 64 en 1978, il y en a, depuis 1980, moins de 50 chaque année, dont 15 à 20 pour détournements de fonds.

Par rapport à ces chiffres, ceux fournis par le ministère de l'éducation nationale sont dérisoires. En effet, en 1985, le conseil supérieur de l'éducation nationale statuant en

appel a été saisi de 20 cas et n'a prononcé que 13 sanctions. Parmi celles-ci, une seule a visé un enseignant « blâmé » pour « mauvais rapports personnels ». Les autres touchant des étudiants pour fraude aux examens. L'importance et la force des sanctions au sein de l'éducation nationale peuvent expliquer que les sanctions visant les enseignants soient pratiquement inexistantes.

D'autres secteurs de la fonction publique peuvent offrir ce que l'on appelle pudiquement des « tentations », comme l'équipement, l'industrie, les transports, l'urbanisme, bref tous les ministères où se passent des marchés. Aussi curieux que cela paraisse, ces procédures de mises en cause de fonctionnaires ne sont pas centralisées. Chaque ministère, en quelque sorte, rend sa propre justice. Le gouvernement est ainsi incapable de savoir et donc de dire précisément combien d'agents des services de l'Etat ont été sanctionnés et pour quels motifs.

En réalité, l'administration en général et les syndicats plus spécialement n'apprécient guère que l'on fasse état publiquement de tels comportements. Tous préfèrent en définitive « laver leur linge sale en famille ». Cette réaction est sans doute une erreur car l'ignorance ou l'approximation laisse toujours peser une suspicion qu'il serait préférable de dissiper.

On peut donc se demander si la police interne à l'administration est suffisamment bien faite et si son contrôle est démocratiquement assuré. Chaque ministère est doté d'un corps d'inspection générale, mais ceux-ci sont souvent désarmés car ils ne possèdent ni l'autorité ni l'indépendance suffisantes pour agir.

Les postes d'inspecteurs généraux sont trop souvent attribués à des fonctionnaires dont on veut se débarrasser dans les services, et le recrutement au tour extérieur institué par la loi du 16 septembre 1984 a surtout permis des nominations de caractère politique. Cette loi n'a en effet posé comme condition pour accéder à de telles hautes fonctions que d'être français et majeur !

Quant aux contrôles effectués par l'inspection des finances et par la Cour des comptes, ils interviennent toujours très tard et sont rarement suivis d'effets. Le Parlement, lui aussi, est chargé de contrôler l'action de l'administration. Mais bien peu de rapports au budget effectuent de véritables enquêtes. Ils se contentent de recevoir les documents que les ministères veulent bien leur envoyer.

Ainsi on peut s'étonner que, depuis plus de douze ans, le rapport parlementaire sur le budget de la fonction publique ne comporte plus l'indication des infractions commises par ministère ni le nombre et la nature des sanctions infligées.

L'administration gagnerait sûrement en prestige à faire savoir qu'elle veille à l'intégrité et à la morale professionnelle de ses membres. Les fonctionnaires eux-mêmes auraient intérêt à affirmer leur honnêteté puisqu'il existe quelques autres comportements des agents publics qui échappent à toute sanction, comme le défaut de compétence, le manque d'efficacité ou l'absence de rendement, c'est-à-dire tout simplement ce qui est cause de gestion déficiente et contre lequel il est difficile de lutter.

ANDRÉ PASSERON.

Le beau Giacomo aimait frapper à toutes les portes interdites.

Le 26 juillet 1755, Giacomo Casanova vient d'avoir 30 ans. Au lever du jour, la Capitaine Grande, Chef de la police de Venise, et ses estafiers se présentent chez lui pour l'arrêter. Les sbires cherchent des documents qui, paraît-il, sont très précieux pour le Doge de Venise qui veut les récupérer à tout prix.

Envoyé sous les Plombs, l'aventurier passera de longs mois à se demander de quoi il était accusé. Mais il n'y aura ni interrogatoire, ni procès.

Dans ce cachot situé sous les toits du palais des Doges, il n'y a pas d'air, pas de lumière. Le froid et la chaleur y sont insupportables. Tout en bas, les barcarolles des gondoliers se perdent dans les brumes de la lagune et lui rappellent la liberté qui lui a tourné le dos.

En vérité, « le beau Giacomo » avait frappé à toutes les portes interdites, celles du plaisir, de la débauche, de la luxure, celle du rêve enfin. Il avait été tour à tour abbé, militaire, secrétaire de Cardinal, magicien, alchimiste, musicien et joueur professionnel.

Ironie du sort, sous les cruelles prisons des Plombs se trouvent les salons du palais des Doges où ont lieu les fêtes les plus somptueuses de la République, où de charmantes Vénitienues qu'il avait courtisées font parade de leur beauté pendant qu'il se meurt d'épuisement et de solitude. Il doit s'en sortir, au prix de la vie si nécessaire.

Toute l'Europe rit de son étonnante évasion.

La fuite de Casanova sera romanesque et étonnera toute l'Europe.

En 1787 il rédigera la récit et en dévoilera enfin tous les secrets. J'ai pu entrer en possession de cette rédaction (écrite par Casanova dans un français savoureux) et j'ai décidé de la réimprimer pour un petit nombre d'amateurs.

IMPORTANT
IMAGE DU LIVRE
Pour éviter que notre reliure soit copiée avant la parution de l'ouvrage, nous ne présentons pas sur cette annonce la photo du livre.



“Histoire de ma fuite des prisons de Venise qu'on appelle les Plombs”

par Giacomo Casanova

Jacques Casanova fut emprisonné pour débauche, tricherie, dettes et sorcellerie. Ce mauvais garçon réussit une évasion rocambolesque qui fit rire toute l'Europe. Ci-dessus sa fuite imaginée par un artiste de l'époque. Jean de Bonnot édite le récit du grand aventurier dans un livre d'art contenant 155 illustrations de Venise dues au graveur Pieter Van der Aa qui vivait du vivant de l'auteur. La reliure fut exécutée par Antonio Remondini de Bassano (Venise) en 1760.

Attention : le livre paraîtra dans 4 mois environ. Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

Cet ouvrage particulièrement intéressant est actuellement en impression. Il sera relié au fur et à mesure des demandes, la date de la poste faisant foi. Le tirage est limité aux seuls souscripteurs. Dès aujourd'hui vous pouvez envoyer votre bulletin sans aucun engagement de votre part : les 1500 premiers souscripteurs recevront un exemplaire du tirage de tête.

Pour ce livre d'art : prix éditeur.

Une œuvre de cet intérêt réclamait une édition de grand luxe. Dans ce livre nous avons apporté un soin patient à chaque détail. Le papier est fabriqué lanternant par une machine dite à la « forme ronde », inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé, les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement.

ment pour former un papier solide et sonnant. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle ivoire. Un filigrane visible en transparence garantit sa qualité.

Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : presse, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Les coins du cuir sont remplis à la main à l'os de bœuf.

Un ouvrage de grand luxe.

Volume grand in-quarto (21x27 cm) de 456 pages. 155 images de Venise, toutes différentes les unes des autres, dues au burin de Van der Aa.

Reliure pleine cuir d'une seule pièce. Dos et tranche supérieurs à l'or fin 22 carats. 131 cm² de feuille d'or véritable sont utilisés pour chaque volume.

Plats gravés à froid. Tranchefiles et signet tressés. Les décors de la reliure sont de Antonio Remondini de Bassano qui travaillait lui aussi à Venise du temps de Casanova.

Garantie à vie.

La garantie de Jean de Bonnot est unique : il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Goût du texte, goût de la belle impression, goût de la reliure. C'est alors que le livre prend sa vraie signification, car il doit provoquer des émotions de beauté et par son contenu et par sa présentation.

Mes ouvrages augmentent de valeur d'année en année, car en vieillissant, la cuir et l'or véritable prennent une patine inimitable.

C'est pour cela que, sans crainte, je me suis toujours engagé, et je m'engage encore formellement, à racheter mes éditions aux souscripteurs pour la même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de 10 jours “l'Histoire de ma fuite des prisons de Venise qu'on appelle les Plombs” de Giacomo Casanova, en un seul volume 21x27 cm, au prix éditeur.

J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (environ 4 mois).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 386 F, (+ 22,00 F de frais de port).

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Commune : _____
Signature : _____

هكذا من الاصل

هكذا من الاجل

Société

La lutte contre le terrorisme

Les négociations du gouvernement Chirac sur le sort de Georges Ibrahim Abdallah

Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), a été libéré cet été, en bénéficiant, tout à la fois, d'une réduction de peine pour sa condamnation à Lyon, en juillet (quatre ans de prison) et d'un non-lieu pour l'inculpation de complicité dans les assassinats, en 1982, de Paris, de l'Israélien Yacov Bersimantov et de l'Américain Charles Ray.

Cette hypothèse très sérieusement envisagée par le gouvernement de M. Chirac a été évoquée, depuis le début de la nouvelle vague d'attentats (le Monde du 3 septembre), qui marquaient l'expiration de l'ultimatum des amis d'Abdallah, successivement fixée au 1^{er} août puis au 1^{er} septembre. L'intervention des États-Unis — ils se portèrent subitement partie civile dans le dossier instruit à Paris — et les réticences de l'Elysée et de l'appareil policier entravèrent le processus de négociation entamé par le premier ministre.

Le Comité de solidarité aux prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), qui, depuis février, revendique les attentats dans la capitale, fit des allusions

explicites à ces tractations. Le communiqué annonçant, le 1^{er} septembre, la fin de la trêve mentionnait les pressions américaines : « Le gouvernement français doit se garder dans cette affaire de se laisser influencer par tel ou tel gouvernement soi-disant ami. A bon entendeur... » Un autre communiqué, diffusé le mercredi 17 septembre à Beyrouth, le jour de l'attentat de la rue de Rennes, assurait que le Comité avait rencontré en mai « un émissaire du gouvernement français » qui lui aurait proposé une trêve jusqu'à la fin juillet, « promettant de régler entre-temps » le cas Abdallah.

« Nous lui avons répondu : prenez votre temps, nous vous accordons un mois de plus », a déclaré Abdallah, frère de Georges, fin le lendemain, à Kobayst (Liban), allusion, lui aussi, à cet « accord conclu avec le gouvernement de M. Chirac ».

Le Canard enchaîné du 24 septembre assure connaître les émissaires envoyés par le gouvernement : « En mai dernier, à Madrid, un contre-espion de la DST rencontre un émissaire des FARL (...). Le rendez-vous a été préparé, selon les

uns, avec l'aide des autorités algériennes, et selon d'autres, surtout grâce à Ben Bella, l'ex-président interdit de séjour en France. Peu après ces contacts madrilènes, le 30 mai et le 18 juin, deux émissaires du gouvernement Chirac — Jean-Charles Marchand (ancien du SDECE) et Alexandre Saba, son associé en affaires — s'envalent pour Damas via Francfort. Il se serait agi d'obtenir l'aide du pouvoir syrien une aide dans l'affaire des otages français tout en évaluant « l'influence réelle des dirigeants syriens sur leurs petits protégés des FARL ».

Ni démenti ni confirmation

A l'hôtel Matignon, mardi soir, on se refusait à démentir ou à confirmer l'article du Canard enchaîné. On indiquait seulement que lorsqu'il négocie, le gouvernement actuel le fait, exclusivement, par l'intermédiaire de représentants officiels dûment mandatés (et non d'émissaires officieux), et que de tels pourparlers ne peuvent avoir lieu que d'Etat à Etat.

L'opposition irakienne menace de frapper les intérêts français

Un dirigeant de l'opposition irakienne réfugié en Iran, l'homme de confiance de l'opposition irakienne Mohammad Bagher Hakim, a menacé mardi 23 septembre d'« infliger des coups aux éléments militaires et aux intérêts français dans la région ». « Bien sûr, nous ne désignons pas pour cibles, des innocents », a-t-il ajouté.

En fait, les deux opposants ont leur vie en bonne et due forme pour se rendre en France et devraient regagner Paris début octobre pour la rentrée universitaire. Ils ont été vus et interrogés, à plusieurs reprises ces dernières semaines, par des journalistes de passage à Bagdad.

D'autre part, le numéro « deux » du FNL algérien, M. Mohamed Cherif Messadid, « est rendu en Syrie et a été reçu dès mardi par le président Hafez el-Assad. L'entretien, a-t-on indiqué de source officielle syrienne, s'est déroulé en présence du vice-président Abdel Halim Khaddam et a porté « sur les récents développements survenus dans le monde arabe et sur des questions d'intérêt commun ». Il est vraisemblable que les deux hommes ont aussi évoqué la vague de terrorisme qui a frappé Paris : les attentats ont été vivement dénoncés à Damas et Alger et les Français ont récemment subi de nombreux contacts à ce sujet. — (AFP).

Rencontre des pays membres de l'AIEA

Deux conventions devraient être signées pour renforcer l'information et l'assistance en cas d'accident nucléaire

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Vienne est décidément devenue, en cette fin d'été, le centre de l'après-Tchernobyl. C'est en effet dans la capitale autrichienne, où siège l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qu'avait été organisée, du 25 au 29 août, une réunion technique sur le catastrophe de la centrale nucléaire soviétique. Des experts d'une cinquantaine de pays — et notamment d'Union soviétique — avaient alors fait le point sur l'accident, ses causes et ses conséquences immédiates (nos éditions du 26 au 31 août).

Cette semaine, c'est au tour des ministres des pays membres de l'AIEA de se retrouver dans la capitale autrichienne, du 24 au 26 septembre, pour assister à l'Assemblée extraordinaire de l'Agence et tirer les leçons — politiques — de cette catastrophe nucléaire. La délégation française sera conduite par M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des PTT et du tourisme, qui sera notamment accompagné par l'administrateur général du commissariat à l'énergie atomique, M. Jean-Pierre Capron.

C'est à Vienne aussi que le groupe « Anti Atom International » organise, en marge de la session de l'AIEA, une « conférence d'information internationale ». C'est à Vienne enfin que l'Agence européenne de l'énergie nucléaire (AEE) présentera cette semaine une « étude internationale » comparant les différents types de réacteurs utilisés dans le monde et concluant « qu'il n'y a pas de réacteur sûr ».

Pour les opposants comme pour les partisans de l'énergie nucléaire, l'explosion du réacteur numéro 4 de Tchernobyl a eu un effet valeur d'exemple. Les premiers y trouvent un argument venant renforcer leur

thèse, les seconds y voient une « expérience unique » dont ils souhaitent tirer profit pour améliorer la sûreté des centrales. Aussi poursuivent-ils l'analyse des données disponibles sur l'accident.

Dès la fin de la première conférence de Vienne, les membres du Comité consultatif international de la sûreté nucléaire de l'AIEA (INSAG) ont élaboré la synthèse des principaux enseignements fournis par les Soviétiques sur Tchernobyl. Ils concluent leur rapport par une trentaine de recommandations, dont près de la moitié visent à la mise en place d'une véritable « culture de sûreté » dans tous les pays disposant d'installations nucléaires.

« Visites d'experts »

Les experts techniques ayant rempli leur mission, c'est maintenant aux politiques de prendre le relais. Les discussions, préparées par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, qui s'est réuni les 22 et 23 septembre, devraient aboutir à l'adoption de deux conventions élaborées par l'Agence, que de nombreux pays — dont la France — se disent prêts à signer. La première obligera tout Etat signataire à avertir de tout accident nucléaire susceptible d'avoir des conséquences au-delà de ses frontières (elle porte sur les installations civiles et militaires à l'exception des armes nucléaires). La seconde vise à l'assistance mutuelle en cas d'accident de ce type (le Monde du 17-18 août).

Au cours de leur réunion, les ministres devraient aussi décider de l'extension des programmes de l'AIEA relatifs à la sûreté nucléaire (1), qu'il s'agisse de « visites », par les experts de l'Agence, des centrales nucléaires

afin d'en analyser la sûreté ou de l'échange d'informations sur tout incident qui pourrait affecter le fonctionnement d'une centrale.

Les ministres devraient aussi compléter les dispositions du programme NSS (Nuclear Safety Standard) portant sur les « principes généraux de sûreté ». Mais, comme l'a souligné le directeur général de l'AIEA, M. Hans Blix, à l'issue du conseil des gouverneurs, les discussions porteront sur l'élaboration de « recommandations » et non de « normes obligatoires ». Une position que soutiennent les Français, qui considèrent que la sûreté doit rester l'affaire de chaque Etat et qu'une normalisation contraignante n'apporterait que lourdeur et bureaucratie sans être pour autant efficace.

Enfin, pourrait être élaborée une résolution finale soulignant la nécessité d'une coopération internationale sur la sûreté et réaffirmant l'utilité de l'énergie nucléaire. Sur ce dernier point, les discussions risquent d'être vives. Si le rapport de l'INSAG, comme le note M. Pierre Tanguy, responsable de la sûreté à EDF et membre de l'INSAG « ne fournit aucun argument plaçant pour un coup de frein au nucléaire », il reste en effet que certains pays — notamment la Suède, qui s'est trouvée au premier rang des pays occidentaux affectés par le « nuage » de Tchernobyl — se sont prononcés pour un net ralentissement des programmes nucléaires.

ELISABETH GORDON.

(1) A cette fin, le budget de l'AIEA consacré au programme sur la sûreté devrait passer de 6 millions de dollars en 1986 (sur un budget global de quelque 100 millions de dollars) à 8 millions de dollars en 1987. Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, la France, le Japon et l'URSS ont déjà annoncé leur intention de participer à ce financement supplémentaire.

Les mesures contre la drogue annoncées par M. Chalandon

Aggravation des peines contre les trafiquants et les toxicomanes

« La cure ou l'incarcération », tel est le choix proposé aux toxicomanes par les membres du comité interministériel de lutte contre la toxicomanie (M. Alain Chalandon, ministre de la justice, M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, et M. Guy Fogier, président de comités) lors de la conférence de presse du 23 septembre.

Le changement de philosophie dans ce domaine, a déclaré M. Chalandon, consiste simplement à appliquer, de manière stricte, la loi de 1970 qui considère que « l'usage est d'abord un délit ». Déferé au tribunal, le prévenu devra accepter de se faire soigner. En cas de refus, après quelques mois, il sera incarcéré. « C'est le seul moyen de décongestionner l'usage de la drogue », commenta M. Alain Chalandon. Actuellement, le procureur de la République conseille simplement à l'usage de se faire soigner, après quoi ce dernier peut rentrer chez lui.

Pour mettre en œuvre cette politique qui vise essentiellement à l'efficacité, le ministre a annoncé un budget de 250 millions de francs, destiné à soutenir une politique dirigée vers la répression (45 millions), la justice (125 millions), la santé (40 millions), la prévention (35 millions) et la recherche (4 millions). Il prévoit d'ouvrir 1 600 places dans des établissements pénitentiaires spécialement conçus pour recevoir des « délinquants » et les dématérialiser de force et 2 000 places dans des associations destinées à accueillir les toxicomanes. Parmi ces dernières, le ministre semble compter essentiellement sur Le Patriarche. Faisant allusion aux défilés que cette association a eus ces dernières

années avec la justice, le ministre a déclaré que « bien que cette association n'ait pas toujours été très respectueuse de nos lois et règlements, elle est la seule à pouvoir se développer rapidement : ses taux de guérison sont la preuve de son succès. Il suffira de s'assurer qu'elle se développe dans le cadre de la loi ».

Le pragmatisme faisait loi, une grande partie des 1 600 places devrait lui être attribuée.

Une série de mesures législatives sont d'autre part prévues pour renforcer la sévérité des peines contre les trafiquants et accentuer la contrainte sur les toxicomanes. Le délai de prescription de la peine — actuellement de cinq ans en matière criminelle — est porté à vingt ans pour les condamnations concernant les trafics de stupéfiants. La peine la plus longue en durée absorbera dans tous les cas la peine la plus lourde. Le délai de prescription de l'action publique — c'est-à-dire la durée pendant laquelle les poursuites doivent être engagées pour des délits — passe de trois à dix ans pour le trafic des stupéfiants.

Un système d'exception de peine est créé au profit des informateurs permettant d'agir soit avant, soit après le délit. Le recours à la procédure de comparution immédiate de tous ceux qui obtiennent ou offrent des stupéfiants à une personne ou vice de sa consommation personnelle est prévu. Enfin, le droit de visite des détenus pourrait être porté de 12 à 24 miles marins. Quant à l'usage, le maximum de la peine qu'il encourt est porté à deux ans — il est actuellement de deux mois à un an. La simple constatation de la possession de drogue constitue une preuve de l'usage, alors qu'actuellement la justice doit en faire la preuve.

Plus coupables que malades

(Suite de la première page.)
On ne peut s'empêcher d'y souligner le caractère illusoire. Il y aurait, selon les statistiques officielles, huit cent mille toxicomanes en France. Les mesures préconisées pour appliquer toute la sévérité de la loi rempliraient d'héroïnomanes, de

coactomanes ou même de fumeurs de joints des prisons bien trop étroites pour contenir tout ce peuple. Imaginer des centres, des hôpitaux, des camps — le mot avait été prononcé par le docteur Albrand, conseiller de M. Chalandon, — faire appel à des entou-

M^{me} Barzach a mis l'accent sur la prévention. Elle a annoncé l'ouverture d'un centre d'accueil pour mineurs à Paris, d'un centre de soins à Nice, la diversification des modes de prise en charge des toxicomanes, notamment avec des réseaux de familles d'accueil et des centres qui mêlent une thérapie en « milieu fermé ».

Information dans les écoles

Enfin, M^{me} Alliot-Marie, qui depuis son arrivée au ministère de l'éducation nationale souhaite faire de la lutte contre la violence à l'école un véritable cheval de bataille, a présenté les grandes lignes du plan de lutte antidrogue dans les écoles et les lycées. Celui-ci devait faire l'objet d'une communication détaillée au conseil des ministres du 24 septembre. Une quarantaine de mesures sont prévues pour lutter non seulement contre la drogue mais aussi contre l'alcoolisme, le tabagisme, le racket et, d'une manière générale, la violence dont l'école serait un théâtre privilégié.

L'effort du ministère de l'éducation nationale s'orientera dans trois directions : une campagne d'information auprès des élèves, mais aussi des responsables administratifs et des enseignants ; une politique de dépistage dans les établissements scolaires, grâce à des tests médicaux réalisés par sondages ; enfin, le développement de structures d'accueil spécifiques pour prendre en charge les jeunes toxicomanes.

Comme M. Reagan aux Etats-Unis, le ministre de la justice espère que « ce bouleversement dans l'attitude de l'Etat gagnera aussi l'ensemble de la société ».

Prévention, Information, Protection

M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, a présenté, mercredi 24 septembre, à l'issue du conseil des ministres, les mesures prises par le ministère pour lutter contre la drogue, l'alcoolisme, l'incivilité, la toxicomanie, l'incivilité et les maladies sexuellement transmissibles, en milieu scolaire.

L'action s'oriente dans les trois directions : la prévention ; l'information et la formation ; la protection.

Le ministère envisage de prévenir les risques en améliorant la surveillance des élèves, notamment par une meilleure distribution du personnel de surveillance qui sera renforcé dans les établissements les plus exposés aux phénomènes de violence, et par une élaboration des emplois du temps évitant les plages horaires inoccupées entre deux cours.

A l'extérieur des établissements, la surveillance des lieux publics comme les débits de boissons sera améliorée, grâce à une action des services de police et de gendarmerie. D'autre part, l'information et la formation des

personnels enseignants et des chefs d'établissement seront organisées en introduisant une initiation dans les formations. « Trop souvent les adultes, par manque de formation, ne savent pas comment réagir à ces phénomènes », a-t-elle déclaré.

Pour les élèves, M^{me} Alliot-Marie compte introduire dans les programmes des notions sur les dangers de la toxicomanie, de l'alcoolisme, du tabagisme et des maladies sexuellement transmissibles. La protection des élèves sera aussi assurée par un développement des contrôles médicaux. La présence des personnels infirmiers dans les établissements sera accrue ; des médecins vacataires et des médecins appelés du contingent viendront appuyer l'action conduite par les services de médecine scolaire.

Cette politique sécuritaire, pour laquelle « d'autres mesures sont encore à venir », sera menée en priorité auprès des académies et des établissements considérés comme les plus exposés.

Les réactions : « Dramatique duperie »

« Incompétence, inefficacité, duperie », les spécialistes de la prise en charge des toxicomanes n'ont pas de mots assez durs pour critiquer les mesures annoncées par M. Alain Chalandon. « Tout cela n'aura aucune efficacité », nous a déclaré le docteur Francis Curtet, directeur médical du centre Le Trait d'union, qui prend en charge des drogués sortant de prison. « Et face à un tel problème de santé publique, on ne peut se permettre d'être inefficace ».

L'accent mis sur la répression ne résoudra rien, estime le docteur Curtet : « Le « flicage » à l'école provoquera une défiance de la part des jeunes envers les adultes. De même, cette information systématique en milieu scolaire risque d'avoir en définitive un caractère incitatif ».

Concernant l'augmentation des peines encourues par les toxicomanes, la réaction est là aussi particulièrement vive : « La peur n'a

aucun caractère dissuasif en matière de toxicomanie », affirme le docteur Curtet. Au contraire. En revanche, il est important de bien faire comprendre aux toxicomanes que leur réaction de fuite ne résoudra rien.

Pour ne rien dire donc pas avec prévention. Quant aux « hôpitaux-prisons » que, semble-t-il, souhaite créer M. Chalandon, l'expérience a déjà été tentée il y a quelques années. « Combien de fois avons-nous vu le toxicomane replonger le soir même de sa sortie de prison, se souvient le docteur Curtet. Un sévrage physique isolé n'a aucun sens. Sans compter que rassembler ainsi des toxicomanes dans un même endroit clos aboutit à créer un véritable bouillon de culture de la drogue. On en arrive à ne parler que de ça », se plaignent les toxicos.

« En faisant croire aux gens que de telles mesures auront une quelconque efficacité, on les trompe », conclut le docteur Curtet. Particu-

prises privées pour dresser des murs derrière lesquels on parquerait les usagers délinquants, risque fort d'aboutir à des résultats contraires.

On sait bien que les toxicomanes entre eux ne savent que parler de leur drogue et qu'ils finissent de se défaire du piège ils s'y enfoncent encore plus. Faut-il les empêcher de troubler l'ordre public en les retenant dans la société ? La mesure paraît exorbitante quand il s'agit de jeunes qui, pour la plupart, naissent à eux-mêmes avant de mourir à autrui.

Doubler les peines — les usagers encourront désormais deux ans de prison — ne sera pas non plus d'une efficacité certaine. Un drogué qui joue constamment avec la mort, souvent effrayé par l'exemplarité de la peine.

La France, en quinze ans, a su mettre sur pied une politique de la toxicomanie à peu près cohérente. Les méthodes répressives, les prises en charge comportementales dans des communautés thérapeutiques à l'instar du modèle américain ont prudemment été mises à l'écart. Les résultats ont certes été modestes, mais, jusqu'à présent, si les toxicomanes n'ont pas tous été sauvés, les méthodes utilisées en France, à l'exception de quelques centres « musclés », leur ont offert des garanties et un espoir réel de réinsertion. Cette approche est actuellement remise en question : un drogué n'est plus un problème, il ne pose plus de questions. C'est un coupable.

CHRISTIAN COLOMBANI.

lièrement vides : les conseillers de M. Chalandon. « Leur incompétence est notoire », confie un médecin pour qui le scandale se situe avant tout à ce niveau.

Pour sa part, M. Jean-Paul Jean, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, estime que : « Ces mesures sont stupides, régressives et dangereuses. Elles remettent en cause tout un patient travail réalisé depuis plusieurs années. Elles n'ont pour but que de rassurer une partie de l'opinion, mais ne feront qu'aggraver l'incompréhension entre les toxicomanes et le reste de la société ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

Société

Devant la cour d'assises du Vaucluse

Instable, sentimental, charmeur et amoureux du faste Edgar Brandys nie le meurtre de sa troisième épouse

CARPENTRAS
de notre envoyé spécial

Cette salle des assises du Vaucluse, au palais de justice de Carpentras, avec ses plafonds à la française, ses boiseries du dix-huitième, ses peintures classiques, Edgar Brandys imagine-t-il jamais, lui le fastueux, l'amateur du beau, le charmeur impénitent, attardé aux galanteries du Grand Siècle, qu'elle serait le décor, singulièrement ironique, dans lequel il aurait à répondre du meurtre de sa troisième épouse, Jocelyne ?

Son crime accompli, dans la nuit du 6 au 7 août 1984, dans la villa qu'il habitait alors le couple à Pernes-les-Fontaines, il le nie depuis maintenant plus de deux ans, comme il nie les raisons qui, selon l'accusation, l'auraient poussé à le commettre. Des raisons, au reste, diverses et, par là même, incertaines. L'imprévu, commandé par une situation financière assurément obérée, en serait une, la mort de M^{me} Brandys assurant le bénéfice à l'époux survivant d'une assurance-décès d'un coquet montant d'un million cinq cent mille francs. Mais aussi le refus par Jocelyne d'un divorce, à une époque où il avait à Lyon une ardente liaison avec l'épouse d'un boucher, qu'il appelait « mon ange et ma déesse » et qui lui répondait « mon précieux Edgar ».

Comme Napoléon, Edgar Brandys pourrait dire : quel roman que ma vie ! A quarante-neuf ans, la chevelure abondante, le profil romantique mais le regard dépourvu de rêve, ce fils d'un négociant en confection d'origine polonaise et d'une mère autrichienne avait fait son chemin. Et, sur ce chemin, que de mariages rompus les uns après les autres, que d'emballements éphémères, suivis d'autant de désempolements progressifs.

A vingt ans, alors qu'il débute dans une vie professionnelle où il sera tour à tour démarcheur en publicité, agent de vente d'une société automobile, avant de s'établir assureur, c'est d'abord la rencontre, en 1958, de

Françoise Moneret. Il l'a toujours charmée, comme il en charmera d'autres après elle. Mais celle-là ne l'a pas oublié. A l'âge des cheveux gris, elle reste encore séduite et mesure très lucidement qu'elle était trop modeste de goûts pour ce garçon qui aimait déjà tellement les belles choses, voulait voir sa femme bien habillée, trop effacée en un mot pour ce « grand seigneur ».

Cette page d'amour vite tournée, Edgar Brandys en ouvre une autre avec Irène Busch. Comme Françoise Moneret, elle est plus âgée que lui. Comme elle, elle succombera aux prévenances de ce galant qui la comble de fleurs et de cadeaux. Pour lui, elle quittera un mari dentiste, mais aujourd'hui, dans le portrait qu'elle fait, se glissent des traits inquiétants. Elle n'a pas oublié, assurément, « son charme, sa délicatesse, son art de parler aux femmes, son élégance innée, que beaucoup d'hommes n'ont plus, hélas ! aujourd'hui ».

Jamais elle n'a eu à descendre de voiture sans qu'il soit là pour lui ouvrir la portière et elle n'a pas oublié non plus certains « foras » ni un désir de paraître plus que l'on est et, à une ou deux reprises, parce qu'elle l'avait contrarié, des scènes de violence. Un divorce, le deuxième, mit un terme à cette union. C'était encore un divorce à la manière d'Edgar Brandys, c'est-à-dire d'un homme qui accepte tous les torts et paie sans rechigner les pensions alimentaires importantes qu'il a lui-même consenties.

Coup de foudre

A lors apparut Jocelyne Bernard. C'était en 1976. Comme Edgar Brandys à Lyon, elle avait alors, à Carpentras, un cabinet d'assurances. Ils se rencontrèrent à Paris, à l'occasion d'un congrès. Comme lui, elle venait de divorcer et avait la garde d'une fille, Véronique, née d'un premier mariage. Le coup de foudre fut-il réciproque ? Pour elle, il n'y a pas de doute. Lui, aujourd'hui, affecte un certain détachement. Au jour de leur mariage, le 13 mai 1976, tout paraît réuni pour les prémices d'une vie harmonieuse, surtout après la naissance, en 1977, de Stéphanie, que son père et sa mère adorent. Joco-

lyne a déjà pu se faire construire, à Pernes-les-Fontaines, une villa, celle où aura lieu le crime. Lui, à Lyon, se trouve à la tête d'une agence qui lui assure des revenus confortables et sans cesse augmentés.

Voilà déjà qui permet de paraître, d'avoir des voitures de prestige, d'être trésorier du Tennis-club de Carpentras, de skier l'hiver, de s'adonner à l'équitation l'été. Voilà aussi qui peut irriter et agacer un entourage, comme se témoignent ceux qui ont gardé le souvenir, dans ces années-là, d'un être « autoritaire, dominateur,

l'affaire soit une SARI, où il aurait sa place et dont il serait le principal financier et que Jocelyne n'ait pas s'occuper elle-même de ces magasins, comme une vulgaire salariée.

« Pour moi, dit-il, s'il n'y a pas de raisons financières, il est inutile qu'une femme travaille. Elle a mieux à faire à la maison et auprès de ses enfants ». Jocelyne avait promis sans tenir.

« Et ça, je ne pouvais pas l'accepter ; c'est pourquoi nos rapports se sont rapidement dégradés ».

L'amateur du beau et le séducteur impénitent ont-ils laissé la place à l'affairiste pour aboutir au crime ?

orgueilleux, voulant en imposer aux autres, ébloui, sortant des flâches de billets à tout moment et à tout propos ».

A ces censeurs, Edgar Brandys répond d'une simple phrase : « J'avais beaucoup travaillé ; je faisais des journées de vingt heures. Alors, oui, j'ai gagné beaucoup d'argent et je l'ai dépensé comme il me plaisait ».

Il se paraît donc en rien gêné d'admettre qu'il aimait les voyages lointains, les palais, les Jaguar et les Range Rover, comme de reconnaître, sans qu'on puisse en paraître choqué, qu'il avait sa table chez Boute, où il venait trois ou quatre fois par mois, et réglait des additions de plus de 500 francs.

Mais, précisément, cette vie à grandes guides, à laquelle il semblait tellement tenir, n'y a-t-il pas eu une période où, ses affaires déclinaient, il pouvait redouter de ne plus pouvoir en jouir ? En 1983, alors qu'il a agrandi et embelli la villa de Pernes-les-Fontaines, qu'il vient de Lyon passer régulièrement une fin de semaine étirée du jeudi soir au mardi matin, Jocelyne eut l'idée, car elle était active, sportive, débordante de vitalité, d'ouvrir à Carpentras des magasins de franchise Benetton. Edgar Brandys ne s'y opposa point, mais à la double condition que

Pour ça seulement ? Car, à Lyon, Edgar Brandys a fait une nouvelle conquête, Marie-Josée Penoz, la femme du boucher. Il répond : « Mon épouse a été au courant de cette liaison, avant même que je le lui fasse connaître. Mais nous étions d'accord pour divorcer ».

Son affirmation ne suffit évidemment pas. D'autant moins que les familles de Jocelyne disent tous quels furent alors son désarroi, sa peine, sa souffrance, puisqu'elle eut même ce mot : « Je comprends vraiment que l'on puisse tuer par passion ».

Ce sont bien là des raisons de dégradation. Il en est d'autres, et celle-ci d'ordre financier. Le 26 mai 1984, Edgar Brandys retirait cent mille francs du compte de la SARI, dans laquelle il se trouvait associé avec sa femme. Jocelyne découvrit ce retrait, s'en émut et se précipita à Lyon pour avoir des explications, d'autant qu'elle avait besoin de liquidités pour la gestion de ses magasins. Edgar Brandys s'expliqua et restitua, puisqu'elle en avait besoin, soixante-dix mille francs. Le retrait, pourtant, lui apparaît tout à fait normal : « J'investissais cette société à 100 % ; j'y avais un compte courant d'associé créditeur ; rien ne m'interdisait de faire ce que j'ai fait ».

« Vous auriez pu tout de même en parler à votre femme... »

« M. le président, personne, vous entendez bien, personne et jamais n'a été tenu au courant de mes affaires ; je n'avais pas à avertir qui que ce soit ».

Le galant romantique, par cette seule phrase, s'est effacé d'un coup devant l'affairiste de notre siècle.

A ses retraits, s'ajoutent des hypothèques prises sur la villa de Pernes par des créanciers de Brandys, qui doit, à cette époque, beaucoup d'argent et un peu partout. Il se passe même, au cabinet d'assurances de Lyon, des choses singulières. L'assureur, à plusieurs reprises, a versé à son compte personnel le montant des primes adressées par certains clients aux compagnies pour lesquelles il travaillait. Comment appeler cette pratique, sinon détournement ?

« Je ne peux admettre ce terme, M. le président ; c'était simplement des rétrocessions ; j'ai toujours ensuite reversé ces sommes à leurs véritables destinataires. Certes, ce fut avec retard, mais si je n'avais pas été arrêté, ce qui restait dû aurait été remboursé de la même façon ».

L'accusation, que représente M^{me} Christiane Poli, tout comme M^{me} Guenou et Roubaud, avocats des parties civiles, voient dans tout cela des mobiles tout à fait suffisants. Ils soutiennent que, dans l'état où se trouvaient les affaires d'Edgar Brandys, le bénéfice de l'assurance-

décès contractée par Jocelyne aurait été pour lui une manne plus que bienvenue.

Plaisanterie, a déjà rétorqué la défense, assurée par M^{me} Henri Coupon et Yves Kieniec : leur client se préparait à vendre son portefeuille d'assurances de Lyon ; il n'avait pas à s'inquiéter. Et puis, lui qui avait déjà divorcé tant de fois, qu'avait-il besoin de tuer ? Président exemplaire, M. Jacques Martin expose, enregistre patiemment et progresse à son rythme.

Il reste maintenant le principal, c'est-à-dire à voir ce que fut ce crime, cette mort donnée par deux balles tirées dans la tête, à bout portant, sur une femme étendue dans son lit et qui, vraisemblablement, dormait. Il reste à savoir si Edgar Brandys, reparti pour Lyon dans cette même nuit, pouvait encore se trouver à Pernes-les-Fontaines à l'heure, d'ailleurs incertaine, où il fut commis.

Il reste enfin, et surtout, à mesurer si cet homme qui, jusqu'à présent, a parlé de sa femme comme si elle se trouvait encore là, a pu, étant le criminel, téléphoner de Lyon, comme il l'a fait effectivement, le lendemain dans la matinée, pour demander à sa fille Stéphanie, âgée de neuf ans, celle qu'il héritait tant, d'aller voir pourquoi sa mère n'était pas encore levée, en sachant ce qu'elle allait découvrir.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Kheops en référé

Les éditions Albin-Michel ont demandé, lundi 22 septembre, en référé devant le tribunal de Paris, l'interdiction de la distribution en librairie de la plaquette scientifique Kheops, nouvelle enquête, publiée voici deux semaines par La Diffusion de la Pensée française et préfacée par le sous-directeur des sciences sociales et humaines au ministère des affaires étrangères. L'éditeur estime en effet que cette plaquette publiée à plus de 2 000 exemplaires ne s'adresse

pas seulement aux scientifiques mais aussi au public. Elle lui porte donc préjudice dans la mesure où un contrat avait été passé au mois de juillet entre Albin-Michel et les deux architectes Gilles Dornion et Jean-Patrice Goidin, auteurs d'une théorie sur la pyramide de Kheops, pour la réalisation d'un livre sur les Nouveaux Mystères de la Grande Pyramide. Le jugement devrait être rendu mercredi 24 septembre.

CONQUIS PAR L'ESPACE ?



AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ

Cette année, au parc de La Courneuve
à la fête de l'Humanité,
"l'espace collectivités" a réuni sur 9000 m²
100 grandes entreprises
d'envergure nationale et
4000 décideurs du marché
des collectivités territoriales et sociales.
La qualité des échanges et des animations
ont fait de cet espace le lieu de
la rencontre annuelle des partenaires
du marché des collectivités.
■ Rendez-vous pris pour 1987.

EDMAGE

سكزا من الوجل

هكذا من الاعمال

Médecine

Bénévolat, limitation du nombre des centres

La procréation artificielle va être règlementée

Les techniques de procréation artificielle nécessitant la collecte, le traitement, la conservation et la cession du sperme et des ovules humains vont être prochainement réglementées par décret. M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, prendra la parole sur ce thème avant la fin du mois d'octobre. D'autre part, le Comité consultatif national d'éthique, dont la section technique se réunit ce mercredi 24 septembre, rédige actuellement un avis concernant l'utilisation des embryons humains à des fins de recherche systématique. Cet avis devrait être rendu public en décembre prochain, lors des journées annuelles de ce comité.

Le « projet de décret » réglementant les procréations artificielles fait actuellement l'objet d'une série de réunions de spécialistes au ministère de la santé. Il comporte, dans sa forme actuelle, vingt-quatre articles. Ce texte fixe, pour la première fois, le cadre dans lequel on pourra, à l'avenir, recueillir, collecter, conserver ou céder du sperme et des ovules humains qu'ils soient ou non fécondés. En d'autres termes, ce texte réglemente deux types d'activité médicale : l'IAD (insémination artificielle avec donneur), technique qui, depuis une dizaine d'années, a permis en France la naissance de plus de 10 000 enfants dans des couples où l'homme est stérile, et la FIVETE (fécondation *in vitro* et transfert d'embryon), technique à l'origine de près de 1 000 naissances dans des couples où, le plus souvent, la femme souffre d'une forme de stérilité).

L'ensemble de ces activités ne pourra être effectué dorénavant que dans des centres agréés, dénommés « centres de conservation des ovules et du sperme humains ». Seuls les établissements sanitaires publics, ou privés, à but non lucratif, ainsi que les centres gérés par les associations loi 1901 (ainsi que par des organismes mutualistes ou de sécurité sociale) pourront développer de telles activités. Celles-ci devront à l'avenir, point essentiel, « répondre aux besoins de la population déterminés à l'échelon national ».

« Les centres de conservation des ovules et du sperme humains, peut-on lire dans le projet de décret, ont la responsabilité du choix du sperme en fonction de l'état des connaissances génétiques sur les maladies héréditaires. » Ce texte réglemente par ailleurs l'autoconservation du sperme et définit les attributions des centres relatives à la conservation des ovocytes. Il ne précise toutefois pas, dans sa version actuelle, la durée maximum de conservation des ovules humains fécondés ou non. Ce sont ces centres encore qui seront tenus d'informer tant les donneurs que les bénéficiaires de ces thérapeutiques des aspects juridiques, des techniques de procréation artificielle. Ils devront aussi tenir un registre précis de leur activité et rédiger un rapport annuel destiné au ministre chargé de la santé. Ce projet de décret précise enfin que toute publicité concernant la conservation du sperme et des ovules humains sera interdite, à l'exception de celle destinée à la seule information médicale. Les prix de cession du sperme et des ovules conservés seront fixés par arrêté ministériel.

La réglementation telle qu'elle est définie pour la première fois dans ce texte officiel était depuis longtemps réclamée, sans succès, par les responsables de la fédération des CECOS (Centres d'étude et de conservation du sperme humain), qui, faute de disposer d'un cadre officiel et réglementaire, s'étaient dotés de leurs propres règles de fonctionnement. C'est ainsi que les CECOS avaient défendu seuls l'idée selon laquelle le don de sperme ne devait pas être rémunéré et selon laquelle l'insémination artificielle ne devait être qu'un palliatif de la stérilité masculine. Dernièrement (le Monde du 11 avril), un rapport confidentiel de l'inspection générale des affaires sociales préconisait une réglementation précise du fonctionnement des CECOS et plaçait pour la mise en chantier d'une véritable politique en faveur des nouvelles techniques et thérapeutiques contre la stérilité. Parallèlement au développement de l'insémination artificielle avec donneur dans les CECOS (ainsi que dans certains centres privés, voire dans certains cabinets de gynécologue), on assiste depuis quelques années à l'extraordinaire diffusion de la technique de la FIVETE.

Quarante centres seulement

On compte ainsi aujourd'hui plus d'une cinquantaine de centres en France qui pratiquent effectivement la fécondation *in vitro* avec des taux de succès très variables (1). Une soixantaine d'autres envisagent de le faire. M^{me} Michèle Barzach a, pour sa part, publiquement annoncé qu'une quarantaine de centres seraient un effectif suffisant, un chiffre peu différent de celui auquel

aboutit l'un des rares travaux prospectifs menés sur ce thème (2).

La réglementation en cours a entre autres le mérite d'inscrire toutes ces techniques dans le champ de la pratique médicale et non d'en faire, comme l'avait fort imprudemment déclaré M. Robert Badinter, alors garde des sceaux devant le Conseil de l'Europe, un nouveau droit individuel à conquérir (le Monde du 22 mars 1985). Elle permettra également de réunir l'ensemble de ces techniques dans des centres médicaux uniques et de permettre ainsi l'exploitation scientifique de pratiques dont on mesure mal encore, comme le rappelle fort justement le professeur Georges David, président de la fédération des CECOS, quelles en seront les conséquences génétiques. Cette réglementation permettra enfin de faire de la France un des premiers pays au monde où la médecine de la reproduction humaine (comme celle de la transfusion sanguine) pourra officiellement s'exercer en dehors de toute contingence marchande. Au total, il y a, dans cette réglementation à venir, suffisamment d'éléments positifs pour que les tensions qui commencent à se faire jour entre les biologistes et les cliniciens des centres FIVETE concernant les prérogatives des uns et des autres ne soient, tout bien pesé, qu'un bref épiphénomène.

JEAN-YVES NAU.

(1) Sur ce sujet, on lira avec intérêt l'article de M. J. Marcus-Stieff sur les taux de la fécondation *in vitro* paru dans le dernier numéro des Temps modernes.

(2) La fécondation *in vitro* : de l'anarchie à une réglementation ? Mémoire de santé publique. Ecole de santé publique de Rennes du docteur Nicole Ailhaud.

Sports

CYCLISME

L'avenir sourit aux Américains

Battus dans toutes les disciplines des championnats du monde qui s'étaient déroulés sur leur territoire à Colorado Springs, les Américains, en revanche, ont marqué de leur empreinte, les grandes épreuves par étapes. Avant la victoire historique de Greg LeMond dans le Tour de France, Andrew Hampsten avait remporté le Tour de Suisse ; les routiers des Etats-Unis ont encore joué un rôle prépondérant dans le Tour de l'Avenir — devenu le Tour des Communautés européennes — qui s'est terminé lundi 22 septembre à Turin.

Au terme d'une course de deux semaines tracée entre le Portugal et l'Italie, Miguel Indurain, un robuste Espagnol de vingt-deux ans déjà fort expérimenté, a imposé sa loi. Mais l'ancien champion olympique Alexi Grewel a pris la troisième place, et un New-Yorkais âgé de vingt et un ans, appartenant à l'équipe de la Vie Claire, Roy Krickman, pratiquement inconnu au départ, peut être considéré comme l'authentique révélation de ce Tour de l'Avenir aux dénouements parfois inattendus. Il capitula tout près du but, victime de sa générosité, après avoir porté le maillot jaune pendant huit jours grâce à une longue échappée à travers la Castille.

La révélation du jeune Américain est, du reste, conforme à la vocation du Tour de l'Avenir. Sous cet angle, le bilan français apparaît des plus satisfaisants si l'on en croit le comportement de

Patrice Esnault, de Bernard Richard et de Jacques Decion — en particulier dans la grande étape alpine Cap-Briançon, qui franchissait l'Izoard, — sans oublier Christian Chaubet, vainqueur à Turin. En revanche, on s'interroge sur l'avenir de Philippe Bouvatier, qui a cessé d'être un espoir.

J. A.

Z sauve Peugeot

La société Roger Zannier, de Saint-Chamond (Loire), qui fabrique et commercialise des vêtements d'enfants sous la marque Z, a repris l'équipe cycliste Peugeot pour une période probatoire de trois ans. Le constructeur de cycles, qui avait annoncé son retrait au lendemain du Tour de France, n'entre plus que pour 20 % dans le montage financier du nouveau groupe Z-Peugeot, et son nom n'apparaîtra plus que sur les maillots et les casquettes des coureurs.

Déjà engagé dans le football aux côtés de l'AS Saint-Etienne et dans le tri-crois, Z, le nouveau propriétaire, n'a pas l'intention de bouleverser les structures de l'équipe. Roger Legay, épaulé par Serge Beaucherie, reste directeur sportif. Il a conservé la confiance de la plupart des coureurs, les départs de Roger Fournet, Didier Garcia et Sean Yates étant d'ores et déjà compensés par les renforts de Jean-Louis Gauthier et de Denis Le Froux. D'autres coureurs sont en cours, et Roger Zannier et Roger Legay envisagent une ambitieuse politique de recrutement pour 1988.

LA RENAULT 25 VOUS INVITE À LA GRANDE CASCADE



Renault est heureux de vous accueillir à la Grande Cascade du Bois de Boulogne, pour vous faire essayer la Renault 25 dans la version de votre choix. De la Renault 25 TS à la Renault 25 V6 Turbo, 12 versions essence ou diesel pour vous séduire sur le thème de l'exigence absolue.

Du lundi 22 au dimanche 28 septembre, à la Grande Cascade du Bois de Boulogne. Le lundi de 11 à 18 heures, du mardi au samedi de 10 à 19 heures, le dimanche de 10 à 18 heures. Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert:

16.05.25.1987



RENAULT présente elf

EXPOSITIONS

Glenn Gould au Centre canadien

Idolâtrie



Un véritable culte est voué au grand pianiste canadien disparu en 1982.

Jeune, de quinzaine comme une chaussette récemment pêchée, découvrant la fermeture et, sans doute possible, en carton bouilli, telle est la sacche qui pendit, pendant de longues années, au bras du pianiste le plus contesté et le plus idolâtré qui ait jamais existé. Elle voisine, sous l'une des vitrines de l'exposition que le Centre canadien consacre actuellement à Glenn Gould, avec une trousse de pilules, quatre chiens de porcelaine, une boîte de gâteaux sucrés, et une cinquantaine de clés d'hôtel. Prises, s'il le fallait, par Glenn Gould, elles ont servi à tout : à la tête, à la main, à la jambe, à la gorge humaine, ne se nourrissant pas de cachets et ne vérifiant pas ses poches quand il était en tournée.

Plus parlante, la chaise, la fameuse chaise, celle dont il ne se séparait jamais, trône également sous verre. On l'avait vue en photo, on en avait entendu parler, on ne la croyait pas si basse, si écailée, montée sur roulettes branlantes, une chaise de jardin d'enfants du siècle dernier, qu'on dirait sortie d'un long séjour dans les caves d'un musée. Des dimensions de ce siège, de sa dureté, découvrant la position basse, l'assise instable et l'articulation alourdie de Gould au clavier, ou plutôt l'inverse. On qu'il s'assoit, l'interprète devait donc transporter sa chaise, et une jolie photo le

montre à la porte d'un studio avec cet accessoire obligé.

Beaucoup de clichés d'enfance, d'adolescence, d'adulte, d'innomé — le héros et son chien, le héros en bateau, vues des régions du Grand Nord que le héros aimait — composent l'essentiel de cette exposition que viennent compléter, pour une riche actualité, la parution en librairie du dernier tome de ses écrits et interviews (1), celle sur cassettes vidéo des célèbres émissions de Bruno Monsiegeon pour le télé (2), celle enfin, prochaine, d'enregistrements inédits réunis par le marque CBC (Canadian Broadcasting Corporation).

Visite l'après-midi conseillée, pour ne pas manquer, dans la petite salle de projection vidéo, le film où Gould joue avec Manuhlin (14 h 30), ni le concerto l'Empereur, de Beethoven, avec l'orchestre de Toronto, dirigé par Karel Ancerl (16 h 30). Les haut-parleurs installés sur les trois étages du parcours diffusent de surcroît des enregistrements rares ou ignorés du profane. Mais à un niveau si bas qu'on ne peut en juger. Voilà bien l'idée la plus frustrante de l'année !

ANNE REY.
* Jusqu'au 21 octobre, Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin, 75007 Paris.

(1) Non, je ne suis pas de tout au centre, montage et présentation de Bruno Monsiegeon, éditions Fayard.

(2) Quatre films, d'une durée de 2 h 30, réalisés en 1974 par Bruno Monsiegeon, aux éditions du Léopard, 56 bis, rue du Louvre, 75001.

CINÉMA

« Les yeux sans visage », de Georges Franju

L'horreur poétique

Savant fou, jeune fille défigurée, blanc blafard des crépuscules, Georges Franju nous enseigne la magie du réel

Une voiture roule, la nuit, sur une route départementale. Une femme, anxieuse, le visage crispé, la conduit. On sent qu'elle s'appelle Louise; c'est Alida Valli. La voiture transporte un cadavre que Louise va jeter à la rivière, d'un chemin de halage.

Conférence scientifique dans une salle, en plein jour. Un chirurgien, le professeur Genessier — c'est Pierre Brasseur, avec barbe et lunettes, — fait un exposé concernant l'hétéro-greffe, c'est-à-dire « la transplantation sur un être humain de tissus vivants ou d'organes prélevés chez un autre ». A la fin, un coup de téléphone l'appelle à l'Institut médico-légal (la morgue) où il arrive alors que le soir tombe. Le corps d'une jeune fille, complètement défigurée, a été retrouvé dans la Seine. Or, Christiane, la fille de Genessier, dont le visage n'était plus qu'une plaie à la suite d'un accident automobile, a disparu de la clinique. Le signalement semble correspondre. Genessier confirme. Il reconnaît la morte ébénée, c'est certain.

Le jour, dans un cimetière de campagne, on enterre Christiane. La femme du début, Louise, est là. En tant que secrétaire de Genessier. Il fait encore jour lorsqu'on entre dans la villa de Genessier. Villa avec clinique. Il fait jour dans la chambre où le professeur rejoint sa fille, Christiane. Elle n'est pas morte, non. On ne voit pas son visage. On comprend que Genessier, appliquant ses théories sur l'hétéro-greffe, cherche à lui refaire un visage... avec des tissus humains empruntés à d'autres. La noyée de la morgue, par exemple. L'égalité, Christiane n'existe plus. Louise, seule, sait tout. Edith Scob, qui joue le rôle de la jeune fille, apparaît avec un masque blanc et lisse, où ses yeux douloureux brillent dans deux trous. Voilà, c'est commencé.

Ce film, que Georges Franju tournait en 1959, s'intitule *Les Yeux sans visage*. C'était son deuxième long métrage après *La Tête contre les murs*, revendica-

tion sociale, plongée dans l'univers des mélades mentaux, d'après un roman d'Hervé Bazin. Il y avait, déjà, Pierre Brasseur en directeur d'un asile psychiatrique. Il y avait Jean-Pierre Mocky, jeune homme. Il y avait Charles Aznavour en malade pathétique. Dans *Arts*, Jean-Luc Godard avait écrit : « Franju cherche la folie derrière le réalisme parce

thèque française. Le court métrage donnait, alors, les lettres de noblesse, le long métrage devait apporter la consécration. Franju s'est révélé réaliste comme Feuillade, qu'il admirait, et tous ceux qui maniaient le noir et blanc à la manière qu'on disait « expressionniste », contraste faisant surgir des nuances surréelles à partir du noir très noir et du

mees comme un document chirurgical. L'horreur, l'épouvante, sont réalistes et poétiques. A l'heure de la surenchère des effets spéciaux et de la frénésie vidéo-clip, ce cinéma semble dater d'un siècle. Et pourtant, il nous réapprend quelque chose : la magie du réel. L'hallucination de l'imaginaire, la folie des passions. Ombre blanche à tête de porcelaine, Edith Scob



Edith Scob

que c'est pour lui le seul moyen de redécouvrir le vrai réalisme derrière celui de cette folie.

L'épouvante derrière le réalisme

Les Yeux sans visage est un film d'épouvante, mais on pourrait dire aussi que Franju, en la cherchant derrière le vrai réalisme, l'a redécouvert derrière lui. Avec cette poésie insolite qu'il mit, en 1948, dans son court métrage *Le Sang des bêtes*, consacré aux abattoirs de Vaugirard, à la porte de Vanves. Ou dans *Hôtel des Invalides* (1951), visite au Musée de l'armée et réquisitoire contre la guerre. Les cinéphiles rêvaient de ce que deviendrait Georges Franju, l'ami d'Henri Langlois avec lequel il avait cité, dans les années 30, le Cercle du cinéma et la Cinéma-

blanc très blanc. *Les Yeux sans visage*, roman d'épouvante de Jean Redon, fut adapté par l'auteur, et par Boileau et Narcejac, experts en la matière, par Franju et... Claude Sautet. Comme pour *La Tête contre les murs*, le chef opérateur était Eugen Shufan, américain d'origine allemande, émigré en France en 1933, l'un des créateurs du « réalisme poétique ». Le professeur Genessier appartient à la lignée des savants fous ou aberrants qui de *Metropolis* de Fritz Lang aux films d'horreur hollywoodiens, ont lancé un perpétuel défi.

Chez Franju, c'est un père, passionné, qui veut redonner la beauté à sa fille au prix des plus atrociétés. Scènes de nuit, scènes de jour, scènes de jour, scènes de nuit. Mais rien n'est plus inquiétant, chez Franju, que la tombée du jour, un masque blanc posé sur un visage qu'on sait en ruine, des colombes dans une chambre de reclus, des scènes d'opération fil-

œuvre la volière pour libérer les colombes et lâcher les chiens gardant la propriété.

Qu'y a-t-il derrière Franju et ses images ? La grande leçon du muet, Feuillade et les Allemands, le roman-feuilleton, le mélodrame et les légendes de vic et de mort. Dans le droit fil des *Yeux sans visage*, Franju, en 1963, tournera *Judex* avec Edith Scob en tendre victime. Il ne pourra réaliser son *Fantomas*, mais, en adaptant *Thérèse Desqueyroux* de François Mauriac (1962), et *Thomas l'imposteur* de Jean Cocteau (1965), il transcendera son réalisme fantastique dans les méandres de la psychologie criminelle et de la mythologie romantique. Revoyez *Les Yeux sans visage*, c'est changer de monde et d'habitudes, se dévêtir le regard et l'esprit sous l'éclat d'un bistouri fulgurant comme une lame de poignard. Croire à la magie du noir et blanc.

JACQUES SICLIER.

Je fais mes courses d'un coup de baguette

TELECOM : Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

IB 24 SEPTEMBRE 26 OCTOBRE **THEATRE BOULOGNE BILLANCOURT**

mollière
LES FEMMES SAVANTES

MISE EN SCÈNE
FRANÇOISE SEIGNER
assistante MAURICETTE GOURDON
décors et costumes
JEAN-PIERRE BARLIER

Nelly BORGEAUD Paul-Emile DEIBER
Pascale de BOYSSON François DUNOYER
Sonia VOLLEREAUX Bernard ROUSSELET
Isabelle BUCAILLE Pierre GALLON

60, RUE DE LA BELLE FEUILLE, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
TÉL. 46.03.60.44

"AU THEATRE DE PARIS, CIMAROSA-MET LE DIRECTEUR DANS L'EMBARRAS"

L'OPÉRA DE CHAMBRE interprète : LE DIRECTEUR DANS L'EMBARRAS, un opéra comique de Domenico CIMAROSA à partir du 23 septembre pour 10 représentations, dirigé par David HOLST et mis en scène par Bernard BROCA. Réservez au 43.59.39.39, au Théâtre de Paris, 15 rue Blanche Paris 9^e, dans les agences et les 3 FNAC. Une production de l'OPÉRA DE CHAMBRE avec le concours du Ministère de la Culture et de la Communication.

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
LA CLE
d'Eugène Labiche et Alfred DURO
Mise en scène de Jacques LASSALLE
THÉÂTRE GÉMIER • Du 25 SEPTEMBRE AU 18 OCTOBRE
Production du THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG

FESTIVAL d'AUTOMNE
DANSE TWYLA THARP U.S.A.
GRAND THÉÂTRE • Jusqu'au 28 septembre
CHINE 1986
MARIONNETTES DE XIAN
THÉÂTRE GÉMIER • Du 24 OCTOBRE AU 7 NOVEMBRE
SPECTACLES DANS UNE MAISON DE THE
CINO SPECTACLES DONT DEUX, CHAQUE JOUR, EN ALTERNANCE
GRAND FOYER • Du 2 AU 26 OCTOBRE
RENSEIGNEMENTS • RÉSERVATIONS • 47.27.81.15

GALERIE MEDICIS
23, pl. des Vosges, 75004 PARIS
Tél. : 42-79-24-83
GENÈRE
Aquarelles, jusqu'au 7 octobre
T.J. de 11 h à 19 h. DIMANCHE COMPLET

24 septembre - 1^{er} novembre
Steinberg
Galerie Maeght Lelong
13, rue de Téhéran, 75008 Paris

24 septembre - 1^{er} novembre
Simonds
Galerie Maeght Lelong
14, rue de Téhéran, 75008 Paris

Cithea
11, rue d'Orléans, 75001 PARIS
2 MINI PERÇES dans 1 MINI THÉÂTRE
A PARTIR DU 23 SEPTEMBRE
SAVEZ-VOUS FAIRE CHAQUE UN OUF ?
et "STANLEY"
20630
Réservation
Tél. 43 57 99 26

ÉCOLE-THÉÂTRE BELLE DE MAI
J.-C. Grinevald
Auditions
4 et 5 octobre
Rens. : 42-07-03-94
Maison des Arts de Créteil

GALERIE DENISE RENÉ
196, boulevard Saint-Germain, Paris. 42-22-77-67
PEREZ-FLORES
« PROCHROMATIQUES »
VERNISSAGE JEUDI 25 SEPTEMBRE à 19 h

CINÉMA

Au Festival de Toronto

La passion de la découverte

Au Festival de Toronto, devenu le plus important du continent américain, une rétrospective latino, et la nouvelle vague hollywoodienne qui s'inspire du théâtre.

Toronto, au centre du Canada habité et aux frontières des États-Unis, avec 2,8 millions d'habitants dans sa partie proprement urbaine, a aujourd'hui légèrement dépassé la capitale du Canada français, Montréal. De même, son Festival, entré dans sa onzième année, s'affirme la plus importante manifestation cinématographique d'Amérique du Nord. Avec quelque deux cent quatre-vingt mille spectateurs effectivement enregistrés, Toronto devance la manifestation rival de Serge Losque sur les rives du Saint-Laurent.

Non compétitif — même si des prix sont attribués par des organismes privés — le Festival de Toronto témoigne d'un esprit de recherche et d'un goût de la découverte assez rares. Au départ, Toronto bénéficie de deux atouts considérables, outre sa position géographique privilégiée (entre Montréal et Vancouver, non loin de Chicago et de New-York). D'abord, l'argent regorge, afflue de toutes parts, les sponsors ne ménagent pas leurs appuis. Ensuite, la capitale économique de l'Ontario, intégrée au système de diffusion nord-américain, est, avec New-York et Los Angeles, une des rampes de lancement privilégiées du film hollywoodien. Enfin, détail non négligeable, plus que l'œuvre d'un seul homme, comme hier Cannes, le Festival s'articule sur une forme de gestion collective qui suppose une totale confiance entre les partenaires.

Le grand sujet d'émerveillement cette année était d'abord canadien, avec le succès au Québec et à travers l'Amérique du Nord du film de Denis Arcand primé à Cannes, *Le Déclin de l'empire américain*. Avec aussi la conscience toute neuve que l'heure a sonné pour le Canada anglais de créer une véritable industrie nationale. Malgré le retour des conservateurs à la tête du gouvernement fédéral, les lois qui protègent et, on même temps, stimulent cette industrie naissante vont être renforcées. Deux lacunes graves ont été corrigées cet été : un fonds propre au cinéma, distinct de celui de la télévision, au total 33 millions de dollars canadiens par an (1), va relancer la production. Des sommes sont également dégagées pour l'écriture du scénario, pour la diffusion et pour l'aide à l'introduction de films étrangers.



Jack Lemmon entouré par sa famille dans *That's Life*, de Blake Edwards.

Le plus remarquable reste la nomination d'une jeune femme venue du secteur privé de la distribution, Linda Booth, à la tête de la direction technique de Téléfilm. Comme ces treize dernières années pour le rôle capital qu'elle a joué tant à Montréal qu'à New-York dans la promotion de jeune cinéma international, elle s'accorde trois ans pour mettre le cinéma canadien sur orbite internationale. Elle retournera au privé après cette expérience.

Une autre jeune femme, directrice adjointe du Festival, Helga Stephenson, dont tout le monde s'accorde à dire que dans deux ou trois ans elle sera la responsable en titre du Festival, avait préparé depuis deux ans, et avec un budget de quelque 150 000 dollars, la plus importante rétrospective à ce jour, outre-Atlantique, des cinémas d'Amérique latine, avec quatre-vingt films en langues espagnole et portugaise, de 1960 à nos jours.

La manifestation a été inaugurée en présence du ministre de la Culture de Cuba, Armando Hart, Fernando Birri a annoncé la création, en janvier prochain, d'une école internationale placée sous le

patronage de Gabriel Garcia Marquez, et réservée aux apprentis cinéastes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Le Canada est une des rares nations du continent à avoir maintenu des relations diplomatiques normales avec Cuba depuis l'arrivée au pouvoir de Castro.

Trois premières mondiales

Troisième volet du Festival de Toronto, Hollywood, avec les trois premières mondiales de films produits par les majors, indépendamment de la première nord-américaine d'*Around Midnight*, de Bertrand Tavernier. Deux films à sujet audacieux, *Night, Mother* (Bonsoir, maman) et *Children of a Lesser God* (titre emprunté à Tennyson, littéralement : les Enfants d'un dieu mineur), tous deux repris de pièces à succès, et un film d'auteur sur un thème non moins risqué, *That's Life* (C'est la vie), de Blake Edwards.

Night, Mother, de Tom Moore, est d'abord la confrontation de deux monstres sacrés, Sissy Spacek et Anne Bancroft. Jessie (Sissy Spacek), la trentaine, mère d'un garçon qui se drogue, séparée de son mari, annonce à sa mère (Anne Bancroft) qu'elle va se suicider le soir même. La pièce et le film font le procès, pratiquement dans un seul décor — la cuisine familiale — et en temps continu, de cette décision. Tom Moore, qui avait déjà dirigé la pièce, a assuré la fidélité totale au texte de l'auteur, Mar-

sha Norman. Le film souffre du fait, grave, que les deux comédiennes ont répercuté dans leur jeu l'incompatibilité qui sépare leurs personnages. Mais *Night, Mother* inspire un énorme respect par son rejet du mythe ultra-américain de Mom.

Children of a Lesser God aborde un sujet non moins brillant pour Hollywood, le handicap de la surdité, et la difficile adaptation à la vie sociale qui en résulte. William Hurt est un professeur aux idées progressistes qui tombe amoureux d'une de ses élèves, interprétée de manière étonnante par une comédienne elle-même sourde, Marlee Matlin. Randa Haines, la réalisatrice, a dirigé pas moins de dix comédiens, professionnels ou improvisés, souffrant de ce même handicap. Mark Medoff a participé à l'adaptation de sa propre pièce. Comme dans *Night, Mother*, ce qui surprend le plus, c'est la prodigieuse vitalité des interprètes et de la réalisation qui enlève tout caractère morbide au récit. Une bonne partie de l'action se déroule en langage codé, par gestes, cependant que William Hurt traduit simultanément pour le spectateur. Hollywood cette fois prend le dessus : c'est trop joli en un sens.

That's Life nous ramène à une forme de cinéma plus traditionnelle en apparence, mais non moins surprenante. D'abord Blake Edwards, un peu comme Eric Rohmer dans *Le Rayon vert*, n'a pas écrit des dialogues à proprement parler, mais a laissé ses comédiens improviser à partir d'un scénario très détaillé. Cependant là où Rohmer observe d'un oeil un peu distant ses personnages, Blake Edwards mobilise sa propre famille : sa fille Jennifer Edwards, sa femme évidemment, la statuesque Julie Andrews, et sa fille Emma Walton, plus Jack Lemmon, son alter ego, et le fils de ce dernier Chris Lemmon. Lieu de tournage : la maison familiale à Malibu. Jack Lemmon va fêter ses soixante ans, tous les démons resurgissent, et d'abord le sentiment d'être coupé de la vie, l'angoisse devant la mort. Julie Andrews vient de connaître sa première alerte, le cancer. Le mari se rend à la fois pathétique et odieux, l'épouse survole la situation et tire la morale au bon moment, le tout sur le ton soutenu de la comédie à l'américaine, revue par un des derniers héritiers du vieux Hollywood.

Hollywood a salué le Festival avec un feu d'artifice : la projection, avant sa nouvelle sortie régulière dans le circuit commercial, du classique de Frank Capra, *Les Horizons perdus* (1937), d'après James Hilton, restitué dans sa version intégrale. Durée de la projection, cent trente-deux minutes, avec seulement six minutes manquantes à l'image (mais avec le son original et des photos fixes). Œuvre bouleversante où Capra redit sa foi en l'homme et en l'utopie. Columbia s'apprête à diffuser mondialement cette reprise qui fera date.

LOUIS MARCORELLES.

(1) 155 millions de francs.

AUJOURD'HUI

MAURICE BERNART PRÉSENTE

PRIX DU JURY CANNES 86



"Une heure et demie de grand art, d'émotion, d'amour, de folie, d'admiration sans réserve. Un chef-d'œuvre de la première à la dernière image."

LE MONDE.

"Le film le plus ahurissant qu'on ait montré à Cannes. Le plus dévergondé, le plus aventureux, le plus insolent, le plus moderne. Catherine MOUCHET... est tellement THERÈSE (son humour joyeux, sa légèreté) jusqu'à physiquement lui ressembler. C'est le plus beau miracle du film."

LIBÉRATION.

"... un grand film, l'œuvre d'un vrai cinéaste et d'un homme de cœur. Film d'une pureté d'inspiration, de réalisation et d'interprétation absolument admirables."

FRANCE-SOIR.

"L'émotion, le rire, le bonheur, l'extase."

JDD

"Miracle. En quatre-vingt-dix minutes de maîtrise et de simplicité, Alain CAVALIER, littéralement possédé par son sujet, inventait une mise en images originale et superbe, faisait rire et pleurer un public pourtant blasé, qui, bouleversé, salua la projection de la plus formidable ovation qui ait jamais retenti au Palais."

LE POINT.

"Catherine MOUCHET est une Thérèse immense, géniale : elle a tout, tout compris ! Son jeu brillant et subtil est aussi efficace qu'un uppercut. Quant au réalisateur, dont le dernier film date de 1980, il effectue ici un come-back fracassant, digne d'un cyclone en mer des Caraïbes. Cette fulgurance de talent, d'intelligence, de grâce iconoclaste, d'originalité, de beauté, les rétros ne sont pas prêtes de l'oublier !"

L'ÉVÉNEMENT.

"... ce film allait plaire au public autant qu'il avait emballé la presse internationale... THERÈSE est un film comme on n'en a jamais vu..."

ELLE.

"... THERÈSE restera comme l'un des grands événements du festival, ... le charme opère pendant quatre-vingt-dix minutes... Catherine MOUCHET — pour son premier film, elle crée l'écran avec un naturel et une sincérité qui ne nous lâchent pas..."

LA VIE.

"Alain CAVALIER a fait passer sur le Festival un lumineux message qu'on voudrait retenir longtemps."

LA CROIX.

avec Catherine MOUCHET, Hélène ALEXANDRIDIS, Aurore PRIETO, Sylvie HABAUT, Clémence MASSART, Ghislaine MONA HEFTRE

image Philippe ROUSSELOT - montage Isabelle DEDIEU
une coproduction AFC/FILMS A2/ CNC

Emission Fugue

UGC

centre culturel jean arp

Direction : Cécile Monod

Mardi 5 OCT. 18 h 30

LYON

OPERA

BALLET

(Chorégraphie KILIAN - FALCO

MULLER - CHRISTE)

« Ce mariage idéal entre le danseur et la danseuse contemporaines : un véritable enchantement ! »

22, av. Paul-Vaillant-Couturier, 92140 CLAMART - Tél. 46-45-11-87

Lundi 29 OCT. 20 h 30

LE BARBIER

DE SEVILLE

de ROSSINI

LE THEATRE DE L'OPERA

DE FLORENCE

Direction musicale : Michel BARRON

(Chef d'orchestre à la SCALA DE MILAN)

Metteur en scène à la FENICE DE VENISE et

à l'OPERA DE ROMES

PIERRE DESPROGES

se donne en spectacle

A partir du 1^{er} octobre

THEATRE GREVIN

8, bd Montmartre - M^o Rue Montmartre

Location par tél. : 42.46.84.47 sur place et agences



20 h. Dîner dansant
Champagne et Revue
485 F
22 h et 0 h
Champagne et Revue
330 F
PRIX NETS
SERVICE COMPRIS

femmes, femmes, femmes...

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE - (1) 46.06.00.19 ET AGENCES

هكذا من الاصل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

QUEST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ? Jusqu'au 13 octobre. Grande Galerie.

REINHARD MÜCHER, GILBERTO ZORIO, Galeries Contemporaines. Jusqu'au 14 octobre.

SUR LA ROUTE DES VACANCES, L'ÉTÉ 86, ET QUELQUES AUTRES. Grand Foyer, 1^{er} sous-sol. Jusqu'au 10 novembre.

DEBORAH TURBEVILLE. Jusqu'au 29 septembre. Galerie de Forum.

LIJOUX, DE TRAVAIL. Jusqu'au 13 octobre. CCI.

DESIGN : LE PROBLÈME D'ABORD. Jusqu'au 27 octobre. CCI (espace des Bureaux).

CONSONANT 1986. Jusqu'au 29 septembre. BPI (salle d'actualité).

IMAGES DE TRAVAIL. Jusqu'au 29 septembre. BPI.

Musées

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du général Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

LE TROISIÈME CIEL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars 1987.

BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Tj. de 11 h à 23 h. Dim. de 11 h à 20 h. Du 25 septembre au 12 octobre.

SALON DE L'UNION DES FEMMES PEINTRES, SCULPTEURS, DÉCORATEURS (Rétrospective de femmes artistes décoratrices des années 1920 à 1980). Grand Palais, avenue Winston Churchill. Tj. de 10 h 30 à 19 h 30. Du 25 septembre au 13 octobre.

LES MOTS DANS LE DESSIN.

Achille Bonito Oliva, Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 septembre.

BIENNALE 1986-1987. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris.

11, avenue du Président-Wilson, (42-73-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Du 25 septembre au 16 novembre.

MARINETTE CUBO, Herbes, Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

28, avenue de la République, 28, avenue de la République. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 octobre.

YVES SAINT LAURENT, 28 années de créations.

Musée des Arts et Métiers, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 octobre.

PAUL POIRET ET NICOLE GROULIT, Maîtres de la mode art déco.

Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (42-70-85-25). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

BENNY, Paysages et visions de Paris.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 octobre.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE, Musée national des arts africains et océaniques.

293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Jusqu'au 20 octobre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART.

Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellechasse (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

LISZT ET LE ROMANTISME FRANÇAIS.

Musée Rameau-Schiff, 16, rue Chapuis (49-74-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

TABLEAUX ET MÉDAILLONS EN CHEVEUX.

A. Chabot, Musée national des arts et traditions populaires, avenue du Mahatma Gandhi (foies de Boulogne) (42-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'en octobre.

SUR L'EAU, SOUS L'EAU.

Installations et techniques dans la Marine 1688-1798. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS.

Musée Bordelais, 16, rue A.-Bourdelle (45-46-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

L'ŒUVRE DE SAINT FRANCIS D'ASSISE.

Musée Idemitsu, Pavillon des Arts, les Halles-Terrasse Rambois (42-34-62-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 16 novembre.

LA LUMIÈRE DANS TOUTES SES ÉTATS.

Châsses de sciences et de l'industrie, 30, avenue Cornille-Corbin (42-78-10-00). Jusqu'au 2 novembre.

LES ANNÉES PLASTIQUES, Ciel des sciences et de l'industrie.

Châsses de sciences et de l'industrie, 30, avenue Cornille-Corbin (42-78-10-00). Jusqu'au 2 novembre.

LA LEON DE CHARCOT.

VOYAGE DANS UNE TOILE. Hôtel de Miranville, 47, quai de la Touraille (42-77-11-22). Sauf lundi, mardi et jeudi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

CHRISTOPHE RART-LES COULEURS DE L'OPÉRA.

Bibliothèque nationale, galerie Colbert, rue Vivienne. Sauf dimanche, de 12 h à 10 h. Entrée libre.

ESTAMPES DE SOULAGES (lithographies, gravures et autres).

Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (42-70-15-30). Jusqu'au 31 octobre.

BACARAT VOUS FAIT REVIVRE SON PASSÉ.

Musée de Bacarat, 30 bis, rue de Paradis (47-70-64-30). Jusqu'au 22 novembre.

Centres culturels

L'USINE ET LA VILLE, 1836-1986.

150 ans d'urbanisme. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (46-33-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 11 octobre.

REGARD SUR LES FRACS.

Centre national des arts plastiques, 21, avenue de l'Opéra (42-61-36-16). Sauf sam. et dim., de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 octobre.

ROB. MALLET-STEVENS, 1886-1945.

Architecte, maître, décorateur. Musée de l'XXI^e s., 71, avenue Henri-Martin. Tj. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

JEUNE SCULPTURE 86/2.

Espace du port d'Amsterdam (sur les berges du quai d'Anvers). (45-82-99-15). Jusqu'au 14 octobre.

INSTANT ABSTRAIT.

Haute peinture abstraite. Espace Pierre Cardin, 1-3, avenue de la Chapelle (42-66-17-30). Jusqu'au 3 octobre.

PETITES SCÈNES-GRAND THÉÂTRE.

Théâtre de création et d'avant-garde de 1944 à 1960. Musée du Va, 21, place de la République (42-66-67-57). Tj. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 26 octobre.

HOMMES DE VERRRE.

Verriers français. Bibliothèque France, Hôtel de Sens, 1, rue du Figeat (42-78-14-60). Du mardi au samedi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 novembre.

DESIGN'86, Institut Néerlandais.

121, rue de Lille (47-05-83-99). Sauf lundi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 12 octobre.

HERIGT BROMS (Peintures).

HAKAN REINBERG (Objets, peintures). Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Lundi et mardi, de 14 h à 18 h et samedi-dimanche de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 2 novembre.

ARTISTES DE LA CASA DE VELASQUEZ.

Salle Comptone de Centre, Institut de France, 27, quai de Conti. Jusqu'au 13 octobre de 11 h à 18 h.

REFOUËRE DE L'EUROPE AU CARREFOUR DE BRUXELLES.

Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (Place Beaumont). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 10 octobre.

HELGA MOHRKE (Travaux photographiques 1984-1986).

Goethe-Institut, 31, rue de Condé. Lundi au vendredi de 13 h à 18 h. Jusqu'au 10 octobre.

JORGE SOLER (Peintures-Sculptures).

Espace AGF, 87, rue de Richelieu (42-44-13-12). Lundi au vendredi, de 9 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 3 octobre.

L'ART NOIR SUD-AFRICAÏN (Peintures, Tapisseries, Sculptures).

Academy Art Gallery, 277, rue Saint-Jacques (42-25-68-29). De 11 h à 19 h. Jusqu'au 2 octobre.

LES NAÏFS A BAGATELLE.

Exposition jusqu'au 26 octobre. ÉCRITURES : VICTOR LARS, CONSTANTIN KENAKIS, JEAN CAMPA ET GERARD KOCH. Orangerie de Bagatelle, Bois de Boulogne - route de Sèvres. De 11 h à 17 h 30. Jusqu'au 12 octobre.

Galerie

LE CINÉMATHE DANS LES PAYS LATINS.

Galerie Renée, Le Laiton, 20, rue du Temple (47-34-94-29). Jusqu'au 27 octobre.

ASPECTS DU MONOCHROME.

Galerie Gilbert Brumet, 17, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 15 octobre.

AUDREY SOREDOVA, LA TRACE.

MUSULMANS - FUMANTS - NOUVEAU-VIVE LA PEINTURE. Galerie Jean-Marie Patras, 7, rue de Montfaucon (43-56-25-82). Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE CHARRAU, ROBERT MALLET-STEVENS.

Galerie Nicolas Chéreau, 47, rue de la Chapelle (47-00-62-10). Jusqu'au 4 octobre.

SHARON NEEL, JEAN-PAUL KILCHEVER.

Galerie Chéreau-Bellin, 47, rue de la Chapelle (47-00-62-10). Jusqu'au 4 octobre.

EDWARD ALLINGTON.

Galerie Monique-Delol, 31, rue Ménilmontant (43-54-85-30). Jusqu'au 5 octobre.

ANKOUA, Galerie Polite.

25, rue Michel Le Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 19 octobre.

JOHN RICHARD BAILLARD.

Galerie Beaumont, 23, rue de Renard (42-71-22-50). Jusqu'au 10 octobre.

JANOS BEE.

Galerie Giguère, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 25 octobre.

PIERRE REBE.

Galerie Bernard Jordan, 34, rue de Valenciennes (42-96-37-47). Jusqu'au 18 octobre.

BRUCHELL, PIERRE D'ENFER.

Honoré, 267, rue Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'au 30 novembre.

SAMUEL BURL.

Galerie Jean Brionne, 23, rue d'Orléans (43-26-85-51). Jusqu'au 31 octobre.

BEATRICE CASADESSU.

Travaux plastiques. Galerie Charles-Salot, 21, avenue du Maine (45-46-10-18). Jusqu'au 18 octobre.

AXEL CASSEL.

Galerie Albert Lach, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-99). Du 25 septembre au 22 octobre.

ISABELLE CHAMBERLIN-METZ.

Objets d'art. Galerie Adrien Maest, 46, rue du Bac (42-22-12-99). Jusqu'au 14 octobre.

GEORGES CSATO, 1910-1983.

Galerie l'Obélisque, 28, avenue Maigaut (42-66-67-33). Jusqu'au 30 octobre.

NOËL GUIN.

Galerie l'Obélisque, 28, avenue Maigaut (42-66-67-33). Jusqu'au 30 octobre.

OLIVIER DERRÈ.

Peintures récentes. Galerie l'Obélisque, 28, avenue Maigaut (42-66-67-33). Jusqu'au 30 octobre.

HANISH FULTON.

Galerie Gillespie-Laspe-Salomon, 57, rue de Témpe (42-78-11-71). Jusqu'au 15 octobre.

GOENAGA.

Galerie Étienne de Cautant, 27, rue de Seine (43-26-54-48). Jusqu'au 3 octobre.

ROSSELIN GRANT.

Galerie Darras, 6, rue Jacques Calot (43-54-78-41). Du 25 au 31 octobre.

VICTOR GRAY.

Peintures 1985. Galerie l'Obélisque, 28, avenue Maigaut (42-66-67-33). Jusqu'au 30 octobre.

HENRI HAYDEN.

Galerie Marwan Bosa, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 21 novembre.

DJOVA IVACKOVIC.

Peintures récentes. Galerie Leif Ståhl, cour Delépine (48-07-24-78). Jusqu'au 25 octobre.

BERTHIAUX LAVER.

Monochromes. Galerie Liliane et Michel Demand-Duc, 3, rue des Hautes-Rues (42-77-63-60). Jusqu'au 1^{er} novembre.

CLAUDE LEVEQUE.

« Mémories ». Galerie Philippe-Cadot, 13, rue Chapois (42-04-05-34). Jusqu'au 31 octobre.

SOL LEWITT.

Pyramides, agencement papier. Galerie Yvon-Lambert, 5, rue Grenier-Saint-Lazare (42-71-64-23). Jusqu'au 10 octobre.

FLORENCE MERCIER.

Atelier Guy Mondrian, 36, rue Pastourelle (48-87-84-89). Du 25 septembre au 25 octobre.

GABRIELA MORAWETZ.

Galerie du Dragon, 19, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 30 octobre.

DANIEL NADAUD.

Galerie Lucien-Durand, 19, rue Mazurine (43-26-25-35). Jusqu'au 10 octobre.

IVAN PICELI.

« Rameaux ». Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 25 septembre.

JEAN-LUC POIVRET.

Galerie Zabriz, 37, rue Quincampoix (42-72-55-47). Jusqu'au 29 octobre.

YVES REYNIER.

Galerie Bandolin-Labon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 1^{er} novembre.

SARLES.

Chambre soignée. Galerie de Paris, 6, rue du Port-de-Lodi (43-25-43-63). Jusqu'au 31 octobre.

THOMAS SCHUTTE.

Galerie Croiset-Hussot, 5 bis, rue des Hauts-diffuses (48-87-63-61). Jusqu'au 20 octobre.

LISA SANTOS SILVA.

Galerie Isy Bouchot, 35, rue Godefroid (43-54-22-40). Jusqu'au 18 octobre.

TONY SMITH.

Sculptures 1961-1963. Galerie Daniel-Tempion, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 17 octobre.

TREZZENNA.

Galerie Jean-Pierre Esquieu, 15, rue Saint-Louis-l'Île (46-33-56-02). Jusqu'au 25 octobre.

CY TWOMBLY.

Galerie Yvon Lambert, 408, rue Villedu-Temple (42-70-09-33). Jusqu'au 6 novembre.

NICOLAS VIAL.

« L'Art et la vie ». Galerie Art Contemporain, 22, rue de l'Obélisque (46-33-49-24). Jusqu'au 20 octobre.

JEAN-LOUIS VILA.

Galerie d'art contemporain, 119, rue Villedu-Temple (40-04-59-40). Jusqu'au 16 octobre.

JEAN-PIERRE WATCHEL.

Galerie Benny King, 54, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Jusqu'au 4 octobre.

MAX WECHSLER.

Galerie Jean-François, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 9 octobre.

En province

AMIENS. Pierre Mahla. Maison de la culture, place Léon Gombert (22-91-83-36). Jusqu'au 25 octobre.

ANGERS. Archéologie de la France rurale, de la préhistoire aux temps modernes. Musée des Beaux-Arts, 101, rue de la République. Jusqu'au 30 novembre.

ARRAS. Le Témoin de la cathédrale d'Arras. Musée des Beaux-Arts d'Arras (Palais Saint-Vaast). Jusqu'au 13 octobre.

BALE-DOU. L'Exposition. Travaux de Pascal Kain, Bernard Fancion et Georges Rouss. Musée de Bale-Dou, Epineuse du Maine (20-76-14-44). Jusqu'au 23 novembre.

CADILLAC. Alain Leclerc. Châteaux des ducs d'Epône (56-27-31-08). Jusqu'au 15 octobre.

CAEN. L'Université. Dans la peinture. La représentation de la chaire au XVIII^e s. Musée des Beaux-Arts, château (31-85-28-85). Jusqu'au 13 octobre.

CAHORS. Musée de la culture. Musée des Beaux-Arts, 25, rue de la République (71-79-99-00). Jusqu'au 15 novembre.

DANIEL AGUIAR. Galerie de l'Antenne France, 13, boulevard Gambetta (21-56-67-14). Jusqu'au 23 novembre.

CHAMBERY. Les Celtes et les Alpes. Musée archéologique, square Lamoy-de-Biay (79-33-44-48). Jusqu'au 31 octobre.

COLMAR. Bryon. Musée d'Unterlinden, place d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au 5 octobre.

LA ROCHELLE. Jeanne et le Cimetière de Saint-Amand. Tour Saint-Nicolas (46-41-37-79). Jusqu'au 1^{er} novembre.

LYON. Abstraction Truisme, 58 ans de création. Institut Lumière, 28, rue du Premier-Film (78-00-46-63). Jusqu'au 14 décembre.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 24 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 **Série noire** : Pitié pour les rats. *Télimon de Jacques Erard. Avec Roger Dumas, Genevieve Fontaine, Bruno Ales, Michel Beaune, Xavier Delma, Cécile Badi.*
 22 h 5 **Magazine** : Informations.
 22 h 55 **Magazine** : Informations.
 0 h 15 **C'est à dire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Variétés** : Le grand échequier.
 22 h 5 **Magazine** : Informations.
 22 h 55 **Magazine** : Informations.
 0 h 15 **C'est à dire**.

20 h 35 **Variétés** : Le grand échequier.
 22 h 5 **Magazine** : Informations.
 22 h 55 **Magazine** : Informations.
 0 h 15 **C'est à dire**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 **Variétés** : C'est aujourd'hui demain.
 22 h 5 **Magazine** : Informations.
 22 h 55 **Magazine** : Informations.
 0 h 15 **C'est à dire**.

CANAL PLUS

21 h 35 **Cinéma** : *Le film de Michel Gérard*. 22 h 15, *Le film de Michel Gérard*. 23 h 30, *Cinéma*.
 22 h 40 **Journal**.
 23 h 10 **Magazine** : Para-choc.
 23 h 40 **Prélude à la nuit**.

TV 6

20 h, *Tout le monde*; 23 h, *NRI 6* (rediff.); 0 h, *Tout le monde*.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Pour un air d'été**. Numéro spécial consacré à la poésie indienne du vingtième siècle.
 21 h 30 **Musique** : Perspectives du vingtième siècle. Les rapports entre la musique contemporaine et le jazz. *György Ligeti, Rzewski, Fouquet, Zimmermann, Abrams, Braxton.*
 22 h 30 **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert en direct** du Grand Auditorium de Radio-France : *Le Réveil, symphonie n° 85 en si bémol majeur, de Haydn; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ré bémol majeur, de 487, de Mozart; Symphonie n° 2 en ré bémol majeur, op. 36, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski; soliste: Emmanuel Ax, piano.*
 23 h 15 **Les soirées de France-Musique**.

Jeudi 25 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

13 h **Journal**.
 13 h 50 **Série** : *Dallas* (rediff.).
 14 h 40 **Révisé de vous voir**.
 15 h 25 **Quarté** : *Maisonne-Laffitte*.
 16 h 45 **Feuilleton** : *Paul et Virginie*.
 17 h 15 **Variétés** : *Show bisca*.
 17 h 25 **Téléfilm** : *La vignette des maudits* (rediff.).
 18 h 25 **Mini-Journal**.
 18 h 35 **La vie des Botes**.
 19 h 10 **Feuilleton** : *Santa Barbara*.
 19 h 40 **Cocorococoboy**.
 20 h **Journal**.
 20 h 30 **Questions à domicile**.
 21 h 50 **Feuilleton** : *Tous les fleuves vont à la mer*.
 22 h 5 **Journal**.
 23 h 20 **C'est à dire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

13 h **Journal**.
 13 h 50 **Magazine** : *Aujourd'hui la vie*.
 14 h 40 **Feuilleton** : *Les Cousins de la Constance*.
 15 h 45 **Feuilleton** : *Les Cousins de la Constance*.
 16 h 35 **Révisé A2**.
 17 h 5 **Série** : *Capitol*.
 18 h 30 **Magazine** : *C'est la vie*.
 19 h 50 **Jeu** : *Des chiffres et des lettres*.
 19 h 15 **Actualités régionales**.
 19 h 40 **Expression directe**.
 20 h **Journal**.
 20 h 30 **D'accord, pas d'accord**.
 20 h 35 **Cinéma** : *Signé Arsène Lupin*.
 21 h 50 **Feuilleton** : *Les Cousins de la Constance*.
 22 h 15 **Volley-ball** : *Championnats du monde*.
 23 h 45 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

13 h **Feuilleton** : *Deuxième amour*.
 13 h 30 **Muppets show**.
 14 h **Magazine** : *Thalassa* (rediff.).
 14 h 30 **Série** : *Bizarra, bizarra*.
 15 h **Boîte aux lettres (rediff.).
 16 h **Documentaire** : *Architecture et géographie sacrées*.
 17 h **Série** : *Les secrets de la mer Rouge*.
 18 h 30 **Série** : *Huckleberry Finn et Tom Sawyer*.
 19 h 55 **Croqui-Solal**.
 20 h **Le 19-20 de l'information**.
 21 h 15 **Actualités régionales**.
 21 h 55 **Dessin animé** : *Les aventures de...*
 22 h 5 **Les jeux à Charleville-Mézières**.
 23 h 35 **Cinéma** : *Un amour de Swann*.
 24 h 15 **Volley-ball** : *Championnats du monde*.**

Ornella Muti, Alain Delon, Fanny Ardant, Marie-Françoise Barrault, Anne Benoit, Nathalie Juvet, Charlotte Kerr.
 En 1880, Charles Swann, riche bourgeois juif, éprouve de l'attraction pour une jeune fille, mais elle est mariée à un homme riche et puissant. Il décide de lui rendre sa liberté en lui offrant une fortune. Mais elle refuse et se marie avec un autre homme. Charles Swann se suicide.
 22 h 30 **Journal**.
 22 h 55 **Prélude à la nuit**.

CANAL PLUS

12 h 30 **Magazine** : *Direct*. 14 h, *Cinéma*. 15 h 25, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*. 3 h 30, *Cinéma*. 4 h 30, *Cinéma*. 5 h 30, *Cinéma*. 6 h 30, *Cinéma*. 7 h 30, *Cinéma*. 8 h 30, *Cinéma*. 9 h 30, *Cinéma*. 10 h 30, *Cinéma*. 11 h 30, *Cinéma*. 12 h 30, *Cinéma*. 13 h 30, *Cinéma*. 14 h 30, *Cinéma*. 15 h 30, *Cinéma*. 16 h 30, *Cinéma*. 17 h 30, *Cinéma*. 18 h 30, *Cinéma*. 19 h 30, *Cinéma*. 20 h 30, *Cinéma*. 21 h 30, *Cinéma*. 22 h 30, *Cinéma*. 23 h 30, *Cinéma*. 0 h 30, *Cinéma*. 1 h 30, *Cinéma*. 2 h 30, *Cinéma*.

Communication

Après le rachat de 13,8 % des actions

Le groupe italien De Benedetti vise le contrôle des Presses de la Cité

M. Carlo De Benedetti, qui contrôle notamment Olivetti, mais également le grand éditeur italien Mondadori, a acquis le mardi 23 septembre 13,8 % des actions des Presses de la Cité, le second groupe d'édition français après Hachette. L'opération a entraîné de la part de la chambre syndicale des agents de change l'interruption de la cotation des Presses. Rue Garancière, au siège des Presses de la Cité, on pensait cependant, hier matin, que le but poursuivi par M. De Benedetti était d'obtenir 25 % à 30 % des actions du groupe que dirige M. Claude Nielsen. Les transactions, qui ont porté lundi sur 115 000 titres, ont été réalisées au cours de 2 420 F, alors que les Presses, cotaient 1 980 F en juillet et 1 840 F en janvier dernier.

Le groupe De Benedetti a confirmé hier ses intentions : sa participation ne pourrait grincer au sein des actions à l'issue d'une offre publique d'achat dont les termes devraient être connus dans les prochains jours.

Par cette opération, le groupe De Benedetti, qui avait déjà manifesté récemment son intention d'étendre son action aux services (et non pas aux seuls services financiers comme on aurait pu le comprendre à l'époque), s'implante dans l'édition.

Ce n'est pas une nouveauté pour lui puisqu'il est déjà présent dans le secteur en Italie avec, outre Mondadori, le quotidien *Il Repubblico* et *L'Espresso*, où il est minoritaire.

L'objectif de M. De Benedetti serait de réunir par un meilleur management les Presses de la Cité, estimant-on dans les milieux financiers. On rapproche cette offensive du groupe italien et de ses alliés, via la société holding Cerus (où sont présents MM. Claude-Pierre Brossette et Alain Mino), de la récente mainmise sur Valéo. Le groupe des Presses de la Cité a réalisé l'an der-

nier un chiffre d'affaires de 3,2 milliards, dont 2 milliards pour le seul secteur de ventes de livres et de disques par correspondance, Franco-Loisirs, que les Presses détiennent à égalité avec le géant allemand de la communication Bertelsmann.

Dans le secteur de l'édition, les Presses de la Cité entraînent Presses-Pocket, Julliard, Plon, la Librairie académique Perrin, Garnier, Christian Bourgois, 10/18, Le Rocher, Solar, Fleuve noir et, depuis l'an dernier, le groupe Bortas.

Le groupe possède également les Messageries du livre, la Franco-Belge de distribution et un certain nombre de petites entreprises de distribution d'un livre en province. Il contrôle, en outre, la nouvelle reliure industrielle et des sociétés de diffusion et de vente par correspondance au Canada.

La réaction de Bertelsmann

En 1983, les Presses de la Cité avaient échoué dans leur tentative de reprise du groupe Larousse; depuis, le groupe recherchait de nouveaux axes de développement, mais il avait du aussi repousser à plusieurs reprises des tentatives de prise de contrôle par des sociétés françaises et étrangères, qui cherchaient à mettre en place à partir de ce groupe prospère une véritable multinationale de la communication capable de concurrencer les cinq grands groupes internationaux : Time (américain), Bertelsmann (allemand), Dai Nippon (japonais), Times Mirror et Hachette (français).

L'alliance avec les Italiens que l'on envisageait dès mercredi au siège des Presses de la Cité, pourrait permettre d'atteindre cet objectif. Reste maintenant à savoir quelle serait alors la réaction de Bertelsmann, qui a jusqu'à présent joué le jeu avec son partenaire des Presses de la Cité, mais qui pourrait se sentir dégoûté de ses promesses dès lors qu'il se retrouverait en face de son rival italien De Benedetti.

Or Franco-Loisirs représente la partie la plus vive et la plus dynamique de l'activité et du chiffre d'affaires des Presses et un maillon essentiel de la stratégie de développement. De sorte que la partie de bras de fer financier qui s'engage devrait logiquement se jouer à trois dans les jours qui viennent, entre les Français, les Allemands et les Italiens; et, dans cette partie, Bertelsmann, premier groupe européen de communication, qui vient encore récemment de développer ses activités aux Etats-Unis avec le rachat de RCA, paraît le mieux armé. Quelques jours avant que ne s'ouvre à Franco-Loisirs la foire du livre, qui est la grande messe de l'édition internationale, ne va donc s'agiter beaucoup dans la puissance de l'édifice français dépend aussi la diffusion de la langue et de la culture de notre pays.

PIERRE LEPAPE.

La « 5 » modifie brutalement ses programmes

Les responsables de la « 5 » ont décidé brutalement d'interrompre la diffusion de toutes les grandes émissions et feuilletons de prestige acquises par la chaîne. Cette décision, qui doit entrer en vigueur le vendredi 26 septembre, aurait pour principale raison la dégradation des rentrées publicitaires de la chaîne, provoquée, dit-on, par le décalage des tarifs publicitaires des chaînes concurrentes.

La diffusion de « Pierre le Grand » ou de « Racines 2 », arrachées à prix d'or aux autres télévisions, n'aura donc pas lieu. Les grandes retransmissions sportives dont la « 5 » avait acquis l'exclusivité, comme les Internationaux de tennis de Flushing-Meadow, disparaîtront aussi, jusqu'à nouvel ordre, des programmes de la « 5 ». « Nous renonçons désormais, en raison des circonstances actuelles, à être des producteurs d'émissions pour ne plus être que des diffuseurs », soulignent les responsables de la chaîne.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4320

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Spécialiste du maquillage. — II. Produit aveuglant. Petit impair. Personnel. — III. Sont toujours luisants mais pas brillants. — IV. Peut se faire à l'étude ou en jouant. Disparaît momentanément la gêne. — V. Plaines de couleurs. — VI. Port de la Méditerranée. Abréviation religieuse. — VII. Peut prendre la forme d'un tableau. Abréviation postale. — VIII. Pays de l'Est. Mesure. — IX. Un vrai drame. Donne du mou à la ficelle. — X. Travail à la chaîne. — XI. Préposition. Combien se damneraient pour le posséder!

VERTICALEMENT
1. Marche donc beaucoup. — 2. Premier score aux voies de la nuit. Peut à la rigueur être perçu mais non touché. — 3. N'ont pas souvent leur mot à dire. — 4. Pièce

d'Aragon. Degré. — 5. Réagit avec élan. Période de crise. — 6. Forme de pied. Aveuglait ses fidèles. — 7. Bloc rouge. Une fin peu brillante pour un roi. — 8. Mêle. Galette russe. — 9. Article étranger. — Chèvres à trois pattes.

Solution du problème n° 4319

Horizontalement
f. Pitre. Etc. — II. Round. Râ. — III. Canicules. — IV. An. Non. Si. — V. Niveleuse. — VI. D4. EL. Var. — VII. Ino. Eul. — VIII. Enceille. — IX. Amies. Eul. — X. Talles. IR. — XI. Si. Espère.

Verticalement
1. Candidats. — 2. Iranien. Mal. — 3. Ton. Gél. — 4. Rinée. Cél. — 5. Encollesse. — 6. Dune. Te. SP. — 7. Uvule. — 8. Tressaillir. — 9. Cassier. Eul. (Cl. «Meunier».)

GUY BROUTY.

GEORGES PEREC
Les mots croisés
II
P.O.L. / Mazarine

Après la décision du Conseil constitutionnel

Une première ébauche du projet de loi sur les concentrations multimédias

Le gouvernement travaille, mais en traînant un peu les pieds, « Contraint et forcé », dit-on au ministère de la culture et de la communication. Le projet de loi sur la concentration multimédias avance pourtant puisqu'il faut bien respecter, après l'annulation par le Conseil constitutionnel des articles 39 et 41 de la loi sur la communication, un calendrier serré qui prévoit toujours l'achèvement des discussions interministérielles d'ici, la fin de la semaine, l'examen du nouveau texte au conseil des ministres du 1^{er} octobre après un passage au Conseil d'Etat, et le début du débat à l'Assemblée nationale vers le 9 suivant. Sinon, c'est tout le processus de privatisation de TF1 et de la réattribution de la « 5 » et de TF6 qui prendrait du retard.

Une première version du texte, non soumise encore à l'arbitrage du premier ministre — commence à circuler. Version de travail donc, non définitive, mais significative des axes de réflexion du gouvernement.

L'article 39 de la loi sur la communication interdisait à une même personne de détenir plus de 25 % du capital d'une chaîne de télévision nationale. Dans la nouvelle rédaction, ce pourcentage est conservé pour les télévisions par voie hertzienne, mais les dispositions sont assouplies, puisqu'il devient possible de le « fractionner » : 10 % du capital d'une chaîne et 15 % d'une autre par exemple, ou bien encore 12,5 % et 12,5 %. Le pourcentage serait porté à 50 % au total pour les télévisions diffusées par câble et par satellite.

En créant une Commission nationale de la communication et des libertés, le projet de loi de M. François Léotard a été beaucoup inspiré de la réglementation américaine qui confie à la Commission fédérale des communications (FCC) le soin de contrôler le degré de concentration du marché. Pour y parvenir, la FCC s'appuie sur trois règles fondamentales. — La concentration multimédias est définie essentiellement au niveau local, chaque bassin de population correspondant à un marché publicitaire. Un même groupe ne peut y posséder qu'un seul média, un quotidien, radio ou télévision. C'est ainsi que la FCC a obligé M. Rupert Murdoch à se séparer du Chicago Sun Times et de stations de radio à New-York, Los Angeles et Dallas contre le magnat de la presse a racheté des stations de télévision situées dans les mêmes zones.

— Au niveau national, la FCC impose des limites à la concentration sur un seul support. Une même société ne peut posséder plus de douze stations locales de télévision, douze radios en modulation d'amplitude et douze radios en modulation de fréquence. Da plus, l'audience potentielle de ces stations ne peut pas dépasser 25 % des foyers américains. Les grands réseaux (ABC, CBS et NBC) peuvent, bien sûr, couvrir l'ensemble du territoire, mais ils sont obligés, pour cela, de passer contrat avec des stations locales en partageant les ressources publicitaires. Aucune limite n'est fixée à la concentration des titres de presse ou des réseaux câblés.

— Enfin, la FCC et la législation antitrust limitent strictement l'intégration verticale entre producteurs et diffuseurs. Les grands réseaux de télévision sont tenus de commander leurs films

à des producteurs indépendants, qui restent propriétaires des droits et peuvent revendre les programmes aux stations indépendantes. — Il faut remarquer que la FCC applique cette réglementation avec un grand pragmatisme, accordant des délais conséquents aux groupes pour se séparer de tels ou tels de leurs actifs en prenant garde à ne pas mettre en péril l'existence des entreprises ainsi revendues. De plus, la FCC n'hésite pas à modifier la réglementation pour l'adapter à l'évolution du marché. Elle a ainsi repoussé, en 1983, de six à douze le nombre de stations qu'un groupe peut posséder au niveau national. De même, elle s'applique depuis un an à déreglementer le secteur du câble pour y favoriser la concentration.

Mais cette première rédaction laisse aussi entrevoir les redoutables écueils que doit franchir le gouvernement. Il lui faut d'abord éviter

d'élaborer une loi rendue d'emblée inapplicable par de multiples interférences existant entre les différents articles. Il lui faut ensuite concevoir des règles qui tiennent compte du développement inégal des différents médias (une télévision par câble ne peut aujourd'hui se comparer à une chaîne hertzienne, un périphérique à une radio locale) sans sombrer dans le juridisme pointilleux qu'il voulait éviter. « Avec la mise en place d'une commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) aux pouvoirs très étendus, nous souhaitons favoriser le développement en France, d'un droit « consommateur », jurisprudentiel », dit-on au ministère de la culture et de la communication. Nous voilà contraints de mener des paramètres qui risquent de figer le marché de la communication ».

PIERRE-ANGEL GAY.

L'exemple américain

En créant une Commission nationale de la communication et des libertés, le projet de loi de M. François Léotard a été beaucoup inspiré de la réglementation américaine qui confie à la Commission fédérale des communications (FCC) le soin de contrôler le degré de concentration du marché. Pour y parvenir, la FCC s'appuie sur trois règles fondamentales. — La concentration multimédias est définie essentiellement au niveau local, chaque bassin de population correspondant à un marché publicitaire. Un même groupe ne peut y posséder qu'un seul média, un quotidien, radio ou télévision. C'est ainsi que la FCC a obligé M. Rupert Murdoch à se séparer du Chicago Sun Times et de stations de radio à New-York, Los Angeles et Dallas contre le magnat de la presse a racheté des stations de télévision situées dans les mêmes zones.

— Au niveau national, la FCC impose des limites à la concentration sur un seul support. Une même société ne peut posséder plus de douze stations locales de télévision, douze radios en modulation d'amplitude et douze radios en modulation de fréquence. Da plus, l'audience potentielle de ces stations ne peut pas dépasser 25 % des foyers américains. Les grands réseaux (ABC, CBS et NBC) peuvent, bien sûr, couvrir l'ensemble du territoire, mais ils sont obligés, pour cela, de passer contrat avec des stations locales en partageant les ressources publicitaires. Aucune limite n'est fixée à la concentration des titres de presse ou des réseaux câblés.

— Enfin, la FCC et la législation antitrust limitent strictement l'intégration verticale entre producteurs et diffuseurs. Les grands réseaux de télévision sont tenus de commander leurs films

à des producteurs indépendants, qui restent propriétaires des droits et peuvent revendre les programmes aux stations indépendantes. — Il faut remarquer que la FCC applique cette réglementation avec un grand pragmatisme, accordant des délais conséquents aux groupes pour se séparer de tels ou tels de leurs actifs en prenant garde à ne pas mettre en péril l'existence des entreprises ainsi revendues. De plus, la FCC n'hésite pas à modifier la réglementation pour l'adapter à l'évolution du marché. Elle a ainsi repoussé, en 1983, de six à douze le nombre de stations qu'un groupe peut posséder au niveau national. De même, elle s'applique depuis un an à déreglementer le secteur du câble pour y favoriser la concentration.

J.-F. L.

La réforme de l'audiovisuel compromet l'équilibre financier de l'INA

Il ne s'agit plus pour M. Jacques Pomonti, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), d'avoir des états d'âme. « La page est tournée avec les nouvelles règles concernant l'organisation de la radio et de la télévision en France », a-t-il déclaré, mardi 23 septembre. « Mon propos n'est pas d'en discuter les termes mais de bien placer l'INA dans leur contexte ».

A long terme, M. Pomonti est optimiste, car, selon lui, plus que jamais dans le mouvement actuel vers la concurrence et la compétitivité du marché, l'intervention publique sera nécessaire et inéluctable. Ne serait-ce que pour corriger « les formidables déséquilibres naturels » qui apparaîtront, tant dans le domaine quantitatif (production de programmes, industries de communication...) que qualitatif (renouveau de la création, préservation des valeurs...). L'INA, estime son président, va jouer ici un « rôle-clé et plus encore, sans doute, que dans la période précédente ».

Ses missions fondamentales, se félicite-t-il, n'ont pas été remises en cause avec la nouvelle loi, même si elles ont été « hiérarchisées » différemment (l'archivage y est en particulier privilégié). L'Institut est prêt à s'ouvrir à des apports financiers privés qui viendraient compléter ceux de l'Etat et qui lui permettraient de continuer d'élargir ses actions. L'INA ne prétend pas non plus avoir le monopole de la conservation du patrimoine ni celui de la formation. M. Pomonti se refuse, aussi à adopter une attitude manichéenne vis-à-vis des agents privés qui seraient susceptibles d'apporter leur contribution à des créations engagées par l'Institut. Bref, le président de l'INA se veut

avant tout chef d'entreprise réaliste et reste confiant dans l'avenir.

Des incertitudes planent certes encore sur le statut définitif de l'INA, mais ce sont surtout les questions financières qui inquiètent, dans l'immédiat, M. Pomonti. Les conditions de l'exploitation économique de l'INA pour 1987 ne présentent, en effet, assez mal. Ces difficultés, a-t-il indiqué, ne sont pas imputables aux résultats des exercices antérieurs (l'INA a dégagé 11,8 millions de francs de bénéfices en 1985), mais aux contraintes du budget 1987. Un tiers des ressources de l'INA, a souligné M. Pomonti, sont aujourd'hui constituées par des recettes d'ordre commercial. Elles devraient augmenter de 30 % pour compenser, entre autres, le manque à gagner que vont représenter la baisse des rentrées forfaitaires (diminution de la redevance, suppression de la contribution forfaitaire de TF1 privatisée). Au total, ce pourcentage sera donc plus de trente millions de francs auquel devra faire face l'INA. Il ne peut en éponger qu'une partie.

M. Pomonti réclame donc le droit à un étalement dans le temps (trois ans) pour absorber le restant. Des négociations sont en cours avec les autorités de tutelle, a-t-il annoncé, afin que celles-ci autorisent l'INA à exercer un prélèvement sur son fonds de roulement. Du résultat de ces négociations dépendent les « amputations irréversibles » que serait contraint de pratiquer M. Pomonti dans les activités de l'Institut. « Je ferai tout pour éviter des licenciements », a-t-il affirmé, « mais cela dépendra de la réponse finale des autorités de tutelle ». D'ores et déjà, il a conçu un plan d'économies prévoyant, notamment, l'accélération de la rationalisation, l'implantation immobilière de l'INA, actuellement éclatée en dix points. Un regroupement est d'ici la fin novembre, la direction et l'administration s'y installeront, quittant ainsi leurs locaux parisiens, tandis qu'en juillet prochain ce sera au tour des centres d'archives de Saint-Ouen et des Mercuriales de s'y retrouver. Parallèlement, M. Pomonti veut activement développer l'exploitation commerciale de ses programmes et des archives.

ANITA RIND.

Le PDG de Havas précise sa position

Dans une interview accordée à l'AFP, M. Jacques Dauzier, PDG de Havas, a exprimé ses « inquiétudes » à la suite de la décision du Conseil constitutionnel sur la réforme de l'audiovisuel et a lancé une mise en garde contre l'accession à l'audiovisuel de groupes « non liés à la communication » ou « étrangers ».

« Nous n'envisageons pas de nous dissocier de notre part dans Canal Plus et d'autres candidats, aux côtés de la CLT, aux fréquences hertziennes de la « 5 » et continuons de jouer un rôle de recherche autour de la constitution du capital de la « 5 », a-t-il déclaré. M. Dauzier a d'autre part indiqué qu'il comptait encourager les groupes de presse écrite à s'associer à l'atelage Havas-CLT. « C'est la position que nous

définissons mercredi, au conseil d'administration de la CLT, pour que notre candidature ait une chance de l'emporter, il faut qu'elle ait à la fois une crédibilité et une légitimité. Il est essentiel de permettre à des groupes de presse de pouvoir accéder à des chaînes ». Le président de Havas a également indiqué que son groupe ne souhaitait pas détenir « 100 % du capital des Régies » publicitaires des prochaines télévisions.

Pour définir sa position, M. Dauzier a déclaré qu'il « souhaitait être le trait d'union entre l'audiovisuel et l'écrit », et que l'intention de son groupe n'était pas « d'occuper une position dominante » dans les futures télévisions, mais une « position d'accompagnement ».

M^{me} Boutin, député UDF, défend les stations de Radio-France

« Je ne souhaite pas la polémique pour la polémique », dit M. Jacques Dauzier, PDG de Havas, a exprimé ses « inquiétudes » à la suite de la décision du Conseil constitutionnel sur la réforme de l'audiovisuel et a lancé une mise en garde contre l'accession à l'audiovisuel de groupes « non liés à la communication » ou « étrangers ».

« Nous n'envisageons pas de nous dissocier de notre part dans Canal Plus et d'autres candidats, aux côtés de la CLT, aux fréquences hertziennes de la « 5 » et continuons de jouer un rôle de recherche autour de la constitution du capital de la « 5 », a-t-il déclaré. M. Dauzier a d'autre part indiqué qu'il comptait encourager les groupes de presse écrite à s'associer à l'atelage Havas-CLT. « C'est la position que nous

garde de mettre en cause — à l'encontre des antennes publiques. Celles-ci ne coûtent pas trop cher, affirme-t-elle d'abord, chiffres à l'appui. Cette année, sur les 526 F de redevance versés pour un récepteur couleur, 24 F seulement vont aux stations décentralisées de Radio-France. Soit 2 F par mois ou 6 centimes par jour. Qu'elles soient publiques ou privées, ajoute-t-elle, les radios locales « ont des budgets comparables et des besoins en locaux et personnels similaires ». De plus, les stations décentralisées remplissent des missions — information ou « expression culturelle de qualité » — que le privé ne peut ni ne veut assumer.

Réfutant toute accusation de « politisation », de ces radios — déclarations d'hommes politiques de toutes tendances à l'appui, — M^{me} Boutin répond aussi les polémiques sur leur audience. Comment juger de leur écoute, s'inquiète-t-elle, quand les sondages sont peu fiables — les stations sont récentes et mal identifiées — et les brouillages sur la bande FM, trop fréquents ?

M^{me} Christine Boutin avait voté le 16 septembre dernier le budget de Radio-France présenté par son président, M. Jean-Noël Jeanneney. Budget qui ne prévoyait aucune fermeture de stations en 1987, malgré les déclarations et les restrictions imposées par le ministre de tutelle.

P.-A. G.

Le Carnet du Monde

Naissances

M. Joseph-Marie BAILLE
et M^{me} Micheline JACQUET
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Claira,

le 18 septembre 1986,
chez Bernard Baillet et Anna Légal,
47, avenue Docteur-Arnold-Netter,
75012 Paris.

M^{me} Marie-Laure MICOU
et Philippe EON
ont l'honneur d'annoncer la naissance de

Amélie-Constance,

le 11 septembre 1986,
16, avenue Rapp,
75007 Paris.

Décès

M^{me} Georges Aubin,
M. et M^{me} Michel Aubin,
leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et M^{me} Guy Sappay
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Aubin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Christian Aubin
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Henry Aubin,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Paul Quedard,
Les familles Aubin, Emerat,
Laforge et Chevance,

ont la douleur de faire part du décès de

colonel Georges AUBIN (ER),
engagé volontaire 1914-1918,
commandeur de la Légion d'honneur,

à Saint-Nazaire, le 22 septembre 1986,
dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
familiale, à Emily (Rhône).

85, avenue de Plaisance,
44600 Saint-Nazaire.

1, rue des Gesses,
69450 Saint-Cyr-en-Mont-d'Or,
3, boulevard Gambetta,
38000 Grenoble.

31, rue des Cognacots,
92140 Clamart.

22, rue Oudinot,
75007 Paris.

— Elena, Jean-François BARRAL
et Mathias

ont la douleur de faire part de la disparition de

Sébastien,

le 19 septembre 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu
dans l'intimité.

Merci de respecter leur chagrin dans
le silence.

— M. Michel Barbe
et M^{me} née Françoise Hypponnet,
M. Jean-Edouard Barbe,
M. Pierre Buffard
et M^{me} née Hélène Barbe,
leurs enfants,
Anne-Laure, Emmeline et Xavier
Barbe,
Lionel Barbe,
Laurent Courau,
leurs petits-enfants.

Les familles Davie et Barbe,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard BARBE,
inspecteur d'Académie honoraire,
ancien combattant volontaire
de la Résistance,

survécu le 21 septembre 1986, dans sa
quatre-vingt-deuxième année.

Pris pour lui.

Le service religieux sera célébré le
vendredi 26 septembre 1986, à 10 h 30,
en l'église de Gambais (Yvelines).

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Gambais, dans le caveau de famille.

La famille rappelle au plus souvenir
de son épouse,

M^{me} Edouard BARBE,
née Marie-Louise Schwa,

décédée le 2 octobre 1985 à Garches,
dans sa quatre-vingt-troisième année.

11, rue Gille-Cœur,
75006 Paris.

— Samois-sur-Seine.
Néris-les-Bains.

M^{me} Jean-Jacques Ducout
et ses enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Jacques DUCOUT,
ingénieur ENSICIS,

survécu le 19 septembre 1986, à l'âge de
cinquante-deux ans, à Fontainebleau.

Les obsèques ont été célébrées le mer-
credi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église
de Samois-sur-Seine, suivies de l'inhumation
à Nérès-les-Bains, vers 17 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

81, rue de Courbevoie,
77920 Samois-sur-Seine.

M^{me} Lucie Elab,
son épouse,
Nicole Elab-Harlé,
Monique Elab-Vidal,
Danielle Elab,
Jean-Charles Elab,
ses enfants,
Judith, Elia, Fabien, Lucie, Marine,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Joseph-Georges ELAB,

survécu à Vichy, le 17 septembre 1986,
à l'âge de soixante-sept ans.

6, rue Burnat,
03200 Vichy.

26, rue Montorgueil,
75001 Paris.

— M. Pierre Forestier,
Le docteur Colette Berger-Forestier,
Guy Berger
et leurs enfants,
M^{me} Henriette Ladousse,
Le général Albert Ladousse
et leurs enfants,
M^{me} Jean Malnoy
et ses enfants,
M. Alphonse Forestier
et ses enfants,

ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Pierre FORESTIER,

survécu le 5 septembre 1986, après une
incurable maladie.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité, en l'église de Rethiers (Seine-
et-Marne).

— La famille et ses amis

ont la tristesse de faire part du décès
accidentel du peintre

Richard GUY,

survécu le 14 septembre 1986, et de son
inhumation à Montpellier, le 18 septem-
bre.

— Jean-Baptiste JACQUEY

est endormi dans la paix de Dieu, le
22 septembre 1986, à l'âge de dix-huit
ans.

Michel et Marie-Claude Jacquey,
ses parents,
Bénédicte et Pauline,
ses sœurs,
Le colonel et M^{me} Pierre Jacquey,
M^{me} René Genin,
ses grands-parents,
Ses oncles et tantes,
Ses cousins et cousines,
Et ses amis,

invitent à partager leur peine et leur
espérance.

La messe d'adieu sera célébrée le
jeudi 25 septembre, à 15 h 30, en l'église
Notre-Dame de Versailles (chapelle du
Saint-Sacrement, au fond de l'église),
gare de Versailles, rive droite.

Jean-Baptiste sera inhumé à Combray
(Finistère), le samedi 27 septembre, à
15 heures.

14, rue Carnot,
78000 Versailles.

— M^{me} Alcide Laurent,
Ses enfants et petits-enfants,
Ainsi que toute la famille,

ont l'immense douleur de faire part du
retour à la maison du Père de

Alcide LAURENT,

le 23 septembre 1986.

Une messe sera célébrée en l'église du
Val-de-Grâce, le jeudi 25 septembre, à
14 heures (entrée place Laveran, par-
king non assuré).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
à Draguignan.

Ni fleurs ni couronnes, ni condo-
léances.

Des dons pourront être faits à la
Fondation de cardiologie et à l'Association
pour la recherche sur le cancer, à Ville-
juif.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Dieu est amour,
Dieu est lumière. »

34, avenue Henri-Barbusse,
94210 Le Val-de-Reuil.

« Les Chénies »,
rue Saint-Herménie,
83300 Draguignan.

— La direction générale du Crédit
lyonnais

a le profond regret de faire part du
décès de

M. Hilaire LAVERRE,

directeur de la comptabilité générale,
membre du comité
de direction générale,
chevalier de l'Ordre national
du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé,
84, avenue du Général-de-Gaulle, le
jeudi 25 septembre 1986, à 9 heures.

(Publié)

ANGLAIS

COVENT GARDEN, LONDRES

Débute à 10 heures

Cours longs et courts

Nous nous occupons
de l'habillage

Sole - Collège London

Agréé par le British Council

64-65 Long Acre

London WC2E 9JH (Angleterre)

Tél. : (44) 1-240 2581

Tél. : 288312 Wescam School

6 à 9 étudiants par classe

COURS INDIVIDUELS

M. Pierre Le Metayer,
son épouse,
M. et M^{me} Lionel Le Metayer
et leurs enfants,
M^{me} Isabelle Le Metayer,
M. Olivier Le Metayer,
Toute sa famille et ses amis,

ont la profonde douleur de faire part du
décès de

M^{me} Pierre LE METAYER,

survécu le 20 septembre 1986, à
Sarcelles.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées le 25 septembre, à 16 heures, en
l'église Saint-Gervais d'Asnières,
suivies de l'inhumation au cimetière
ancien d'Asnières.

— Françoise et Laurent Weill,
Jean-Charles Ponsin,
Florence, Frédéric et Sylvie, Raphaël,
Alexandre,
Olivier et Catherine, Hélène,
Julien et Vincent,
Robert et Yvette Gérard,
Michel et Nicole,
Et ses amis de Juvy-sur-Orge et de
Saint-Lannes.

ont la douleur de faire part du décès de

M. René PONSIN,

inspecteur principal honoraire
de l'enseignement technique,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier d'Académie,

leur père, grand-père, arrière-grand-père
et parent,

survécu le samedi 13 septembre 1986,
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-
Lannes, Lagrange-du-Gers, le 16 sep-
tembre.

— Saint-Lannes, Lagrange-du-Gers,
32330 Gondrin.

8, avenue Raspail,
91260 Juvy-sur-Orge.

— Romane, Genevieve, Viviane, Paris.
Grenoble, Chénier.

Louis et Elizabeth Sauvageon,
Bruno et Françoise Sauvageon,
Louis et Hélène Melion,
Genevieve Sauvageon,
Jean et Nicole Sauvageon,
Bernadette Hunter,
ses enfants,

Ainsi que ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants.

M^{me} Jacques Farge,
M^{me} André Douillet,
ses sœurs,

ont la douleur d'annoncer le rappel à
Dieu de

M^{me} Maurice SAUVAJON,

née Gabrielle Robert,

le 15 septembre 1986, en sa quatre-
vingt-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu en la collé-
giale Saint-Bernard de Romans
(Drôme), le jeudi 18 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Hugues Liborel
et M^{me} Maryse Yvel,
Robert, Hélène Yvel
et leurs enfants,
Nina Yvel,
Herbert Yvel,
John et Nadine Yvel,

ont la douleur de faire part du décès de

Mike YAVEL,

photographe,

survécu le 23 septembre 1986.

La levée du corps aura lieu à l'hôpital
Claude-Bernard, 10, avenue de la Porte-
d'Anvers, à Paris-19^e, le mercredi
1^{er} octobre, à 13 h 30.

Hugues Liborel,
110, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.

Anniversaires

— Le 25 septembre 1981 disparais-
sant

Jacques RABICHON.

En souvenir de lui.

Distinction

— M. François Mitterrand, pré-
sident de la République, a remis les in-
signes de commandeur de l'Ordre national
de la Légion d'honneur au peintre
André Hambourg, le 23 septembre
1986, au cours d'une cérémonie intime,
à l'Élysée.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-III, vendredi
26 septembre, à 9 h 30, salle Bourjac,
M. Po Dharma : « Le Panduranga
(Camp) : ses rapports socio-politiques
avec le Viêt Nam (1802-1833). »

— Université Paris-III, lundi 29 sep-
tembre, salle Liard, à 14 heures,
M. Peter Wagner : « Érotisme et litté-
rature en Grande-Bretagne et en Améri-
que à l'époque des Lumières (1700-
1800). »

— Université Paris-X Nanterre, lundi
29 septembre, à 14 heures, salle C 24,
M. Tony Andreani : « De la société à
l'histoire. »

— Université Paris-III, mercredi
1^{er} octobre, à 9 h 30, salle Bourjac,
M. Daniel Sapienza : « Description
d'un parler maïno de Paky (Alghé-
ria). »

— Université Paris-IV, vendredi
7 novembre, à 14 heures, salle des
Actes, M. Jean-Claude Blachère :
« André Breton et les mondes primi-
tifs. »

Le Monde ANNONCE

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

2^e arrdt
GOS BOULEVARD
Prêt 500 000 (3 années)
chambre, cuisine, bain, toilettes.
480.000. 48-28-33-34.

4^e arrdt
DANS SUPERBE HOTEL 17^e.
RUE QUINCAMPOD. Pen-
sion 180 m² en duplex avec
2 terrasses. Enorme récep-
tion. 4 chambres, 3 bns, 3d char-
me. DORVILLE. 48-24-33-33.

5^e arrdt
MOUFFETARD P. de 1.
et 1/2. 4/5 p. 11
et 1/2. 4/5 p. 11
1785 000. 48-28-37-16.

6^e arrdt
Océan
Bel imm. pierre de t., standing,
4 p., 2 b., 2 s., 2 c., 2 t.,
manger, 3 ch., services et
caves. 12^e. 48-26-62-34.

12^e arrdt
Gare Lyon, 2 p., 36 m², entrée,
cuisine, bain, w.c., chauffage
central ind. gaz, 6^e m. au s., vue
dépasse, 3 b., 3 s., 3 c., 3 t.,
340 000 F. Tél. 48-44-35-55.

Marché d'Aligre, 2 p., 38 m²
env., sq., ch., kitchenette, a.
de bain, w.c., sur rue et cour,
3^e ét., imm. ancien, 300 000 F.
Tél. 42-81-84-87 après 18 h.

M^{me} DAUMESNIL - 2 P.
Entrée, cuisine, w.c., possible
bain. 300.000. 48-28-30-04.

S/AV. DAUMESNIL
Lyon, bourgeois, 6 p., asc. GD
4 P. 11. 1.500.000 F.
Tél. : 43-45-32-30.

15^e arrdt
CONVENTION imm. récent
std STUDIO 23 m² SUR JAR-
DIN. 285 000. 48-20-19-38.

16^e arrdt
Paris-16^e St-Honoré-d'Eylau,
vd 5 p., 8^e ét., sol., vue privée,
9 200 000 F. 48-63-48-44.

AVENUE DE VERSAILLES
Vente adjud. + ch. 80 m²,
standing, imm. récent, bati-
GARE 45-67-22-88.

17^e arrdt
GUY MOUQUET
Sd. + 2 ch. et 1/2. 1.500.000 F.
550.000 F. 48-28-30-04.

18^e arrdt
Lieux appt 2 p. + 1 ch.,
cuis., install., 10 m², 17 h,
18, rue Ferdinand-Flocon.

77
Seine-et-Marne
FONTAINEBLEAU
Dans imm. récent 2/3 p. Fini,
au choix. 1986. 48-28-18-50.

83
Seine-Saint-Denis
Epiphyse/Seine, cause mut.
part vd apt 5 p., dern. ét.
(17^e), pl. sud, a. imm. cab. t.,
cave, 2 park. sout., 2 ch. com-
modité, 110 000 000 + frais.
Tél. (11) 48-28-35-55.

Province
CABOURG part. vd/mar. so-
lail, bati, 2 ét., 2 ch., 2 s.,
2 b., 2 p., 2 ch. com., 2 ch.
commodité, 110 000 000 + frais.
Tél. (11) 48-28-35-55.

EPHÉPHAN centre ville, grand
F5, 4 ch., 2 b., 2 s., 2 c., 2 t.,
cave, 3^e étage, meublé, plein
sud, M. Brou, bois de Suresne,
Carroussel, 1. 68-71-32-45.

appartements
achats
PROPRIÉTAIRES
VOUS DESIREZ VENDRE
un logement avec ou sans ch.
ADRESSEZ-VOUS A
IMMO MARCADET
T. 42-52-01-82/42-83-73-73.

MICHEL BERNARD
42, av. Victor-Hugo, 18^e.
Tél. : 48-02-13-43.

Recherche 1 à 3 p., Paris, pré-
fère 5 p., 7^e, 12^e, 19^e, 18^e,
10^e avec ou sans travaux. PAIE
COMPTANT chez notaire.
48-73-30-07 même le soir.

locations
non meublées
demandes
Paris
EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine,
75008 PARIS, recherche
location ou à l'achat APPT de
GDE CLASSE pour CLIENTÈ-
LE ÉTRANGÈRE, corps
diplomatique et cadres de
sociétés multinationales.
TEL. : 45-62-78-99.

Pour personnel et dirigeants
région parisienne
IMPORTANT SOCIÉTÉ
FRANÇAISE INFORMATIQUE
rech. divers appt 2 à 3 p.
studios PARIS et BANLIEUE.
Tél. : 48-03-30-33, 10/19 h.

Région parisienne
Etude ch. pour adrs villas
côtées banlieue. Loyer garanti.
(1) 48-88-88-88, 42-83-57-02.

locations
meublées
offres
Province
90350 MERS-LES-BAINS
Maison de tourisme, 8, av.
Foch, Tél. 36-50-18-87. Lo-
cation, 12 ch. et ch. tout pro-
motion, vacances scolaires.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction beaux
appt de 2 pièces, 4 pièces
et plus. Tél. : 48-28-18-95.

bureaux
Locations
Vos adresses commerciales ou
SIEGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STES
ASPAC 42-83-60-50 +

Domestications depuis 90 F/mois.
Paris-12^e : 43-40-88-80.
Constitution Sarl 2.000 F/H.T.

SIEGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux meub.
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Élysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanence téléphonique.
43-55-17-50

V/SIEGE SOCIAL 8^e
Domiciliation sociale, télex,
secrét. Stationnement ass.
AGECO - 42-94-95-28

pavillons
78 BLANCOURT, lg. Montpar

سكنى من الاجل

LA JOAILLERIE A

ANDRÉ COL

JOAILLIER-HORLOGER

*Des bijoux différents
pour porter tous les jours !*

Tél.: (1) 45-01-67-65

10, avenue Victor-Hugo
PARIS (XVI^e)

**CÉRÉSOLE
WEMPE**

JOAILLIER

16 rue Royale, Paris 8^e

présente
la collection
complète
Rolex Oyster

à l'occasion de la Biennale des Antiquaires.

ROLEX
GENÈVE



PAR NATHALIE
MONT-SERVAN

Cascades de couleurs

Si Alain Boucheron expose ses plus belles pierres, dont certaines montées en bagues, il lance ici un succédané des pierres translucides : le bois d'amour, moucheté comme la robe d'un léopard, dur et précieux, originaire de Guyane, à la fois opaque et lumineux ; il est aussi seyant monté sur or qu'agrémenté de diamants.

Chauvet dessine des parures au motif central en entrelacs d'or et de pierres précieuses sur tour du cou en passementerie de soie, ou en torsades de perles parsemées de boules d'onyx et d'or. Parmi les objets d'art, une étonnante tête khmer en grès gris sur socle de cristal de roche contemplant, à travers une arcade de travertin d'Iran, la nuit en lapis lazuli sur laquelle se découpe des gratte-ciel d'onyx, aux lumières

d'or jaune et enseignes de rubis et d'émeraudes.

Chez Mauboussin, les pendules à quartz *Arlequins au violon* se transforment en automates, grâce à un mouvement mécanique. Les personnages en nacre et pierres précieuses, sur socle d'émail souligné d'or, s'activent dans une vitrine paysagée s'inspirant des tableaux de Guardi.

Mellerio dit Meller retrouve la séduction de la taille *brilliant*, utilisée en Inde au seizième siècle pour les diamants de Golkonde. Appliquée aux pierres de couleur, taillées en multifaces triangulaires, elle confère une luminosité merveilleuse aux améthystes, topazes bleus, tourmalines ou citrines en motifs à pendants sur torsades de perles.

Van Cleef et Arpels assemblent, à cette occasion, un collier

Coup d'œil féérique, le Grand Palais transformé en jardins d'eau ! La XIII^e Biennale internationale des antiquaires (du 25 septembre au 12 octobre) suggère par ses neuf bassins, ses allées de cascades et de jets d'eau, les parterres d'un palais imaginaire dont chaque pyramide, triton, chapiteau ou fabrique recèle des trésors de meubles ou de bijoux. Ce cadre hors du temps est la dernière réalisation de l'architecte Jean-Raphaël Milhès-Lacroix, décédé cet été.

Les bijoux figurent en effet à plus d'un titre dans cet ensemble rigoureusement sélectionné, sous la présidence de M. Philippe Brame, dont le décor rappelle les paysages d'Hubert Robert. Ainsi les pièces anciennes scintillent-elles dès l'entrée dans les stands de Bruno Pépin et de Martin du Daffroy, consacrés au dix-neuvième siècle, tandis qu'Elisabeth expose une parure 1830 de grenats hessoniens et perles, sortie en deux ors. Étonnants par leur pureté de ligne, des bracelets en or à tête de

LE TACHISME

un superbe hostiaire, en argent ou vermeil, travaillé plume à plume et poil à poil.

Audémar Piguet redécouvre dans ses ateliers jurassiens du Brassus les éléments du mécanisme en tourbillon de 1795 qui supprimait les écarts de marche selon que la montre de poche était à plat ou à la verticale. Aujourd'hui, les collectionneurs trouvent en montre-bracelet cette invention, à mouvement automatique, extra-plaque de surcroît. Son cadran s'inspire du symbole d'Akhenaton et Nefertiti faisant offrande au dieu soleil Râ et recevant de lui la vie.

un superbe hostiaire, en argent ou vermeil, travaillé plume à plume et poil à poil.

Audémar Piguet redécouvre dans ses ateliers jurassiens du Brassus les éléments du mécanisme en tourbillon de 1795 qui supprimait les écarts de marche selon que la montre de poche était à plat ou à la verticale. Aujourd'hui, les collectionneurs trouvent en montre-bracelet cette invention, à mouvement automatique, extra-plaque de surcroît. Son cadran s'inspire du symbole d'Akhenaton et Nefertiti faisant offrande au dieu soleil Râ et recevant de lui la vie.

Fascination des vitrines

Les vitrines de joailliers se mettent au diapason de la Biennale. Ainsi Alexandre Reza fait-il ressortir du passé, en les allégeant, les pierres des parures exceptionnelles, telle cette émeraude en pain de sucre de 37 carats, gravée tout autour, formant gland sur un collier de brillants jaunes et blancs. Une colerette de fleurs « trembleuses » en rubis et diamants scintille sur or jaune.

André Col, près de l'Étoile, retrouve les bagues viriles des années 40. C'est dans ce style qu'il remonte les solitaires. L'or jaune et blanc met en valeur un pèrédot (vert olive) ovale couché, entouré de petits diamants. Des maillons carrés doubles forment de souples ras du cou.

On connaît les succès de la panthère de Cartier dont les taches se perpétuent en saphirs dans les colliers pavés, en entourages de grosses pierres, voire en chaîne d'or. Un bébé tigre, à tête et

LES APPELLATIONS

Le Centre d'information du Diamant a choisi un registre plus abordable pour les « Diamants et créations » (1), présentés à la Biennale des antiquaires et signés de la Haute Joaillerie de France. Il s'agit de bijoux dont les pierres oscillent entre 0,50 et 2 carats environ, d'une valeur de 25 000 à 300 000 francs en bagues, boucles d'oreilles, bracelets et colliers. Les clips et les broches reviennent dans les petites pièces, ainsi que les effets à transformation. Quant aux appellations, les brillants sont des pierres rondes à trente-deux facettes, les coussins, des carrés arrondis. Les baguettes s'étirent. La taille émeraude

comporte un plateau. Les navettes s'allongent aux deux extrémités, les poires en empruntant la forme et les marquises l'ovale.

Les couleurs et les prix se classent sur expertise électronique, la pierre la plus cotée étant le « D flawless » du Gemmological Institute of America de Washington. A Paris, c'est la chambre de commerce qui délivre les certificats. Notons, à titre anecdotique, que les joailliers du nord de la Loire se voient demander les diamants les plus blancs, ceux du sud ensoleillé... les plus gros.

(1) Voir le Monde du 1^{er} juillet 1986.

EXPOSITION DE LA
XIII^e BIENNALE DES ANTIQUAIRES
BVLGARI
SERAIT TRÈS HEUREUX DE RECEVOIR VOTRE VISITE
DU 25 SEPTEMBRE AU 12 OCTOBRE 1986
TOUS LES JOURS DE 11 H À 23 H
DIMANCHE DE 10 H À 20 H
GRAND PALAIS - PARIS - STAND J 5
Tél. 42 25 99 08

GENÈVE • ROMA • NEW YORK • MONTECARLO • PARIS

Alexandre Reza

NEW YORK 590, 5th Avenue
Tél. (212) 682 04 70

MONTE CARLO Hôtel de Ville
Tél. (06) 50 80 80

PARIS 27, place Vendôme
Tél. (1) 42 61 51 21

GENÈVE 45, rue du Rhône
Tél. (022) 26 15 98 97

L'HEURE DE LA BIENNALE

dragons de la dynastie Ming reflètent le raffinement de la Chine du seizième siècle, chez C.T. Loo et Cie. Micali, spécialiste du pré-hispanique, présente des bijoux rituels de Panama à côté de sculptures du Mexique et du Guatemala.

Les cinq membres de la Haute Joaillerie de France concourent à la magnificence de la biennale, se côtoyant dans un temple-écran décoré par Yves Talaron, dont le style symbolise les façades de la place Vendôme.

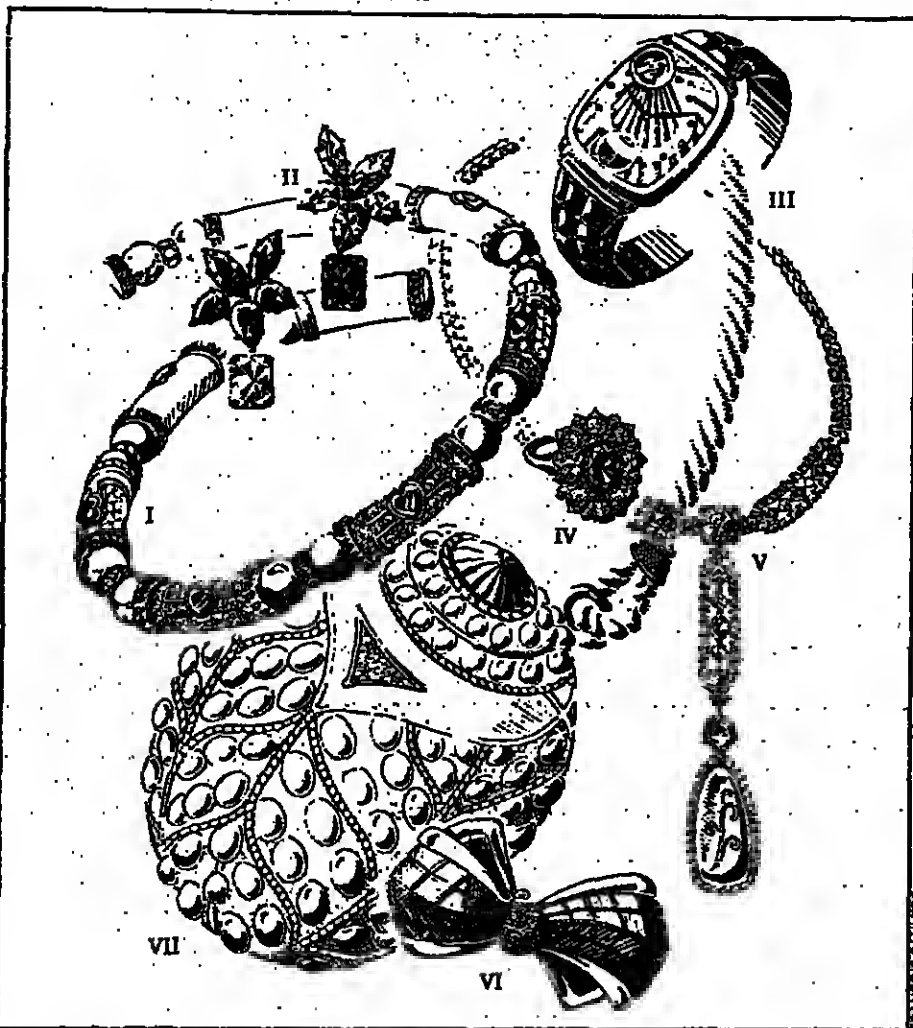
En général, les colliers enserrant le cou avec une tendance au retour du « collier de chien », qui donne un beau port de tête. Les boucles d'oreilles couvrent le lobe en motifs traditionnels quand elles ne grimpent pas sur le bord. Les broches et les clips donnent un éclat personnalisé au revers des tailleurs, tandis que les bagues prennent un volume carré, souvenir des années 40, les solitaires s'enfonçant dans des cubes d'or jaune.

Après une dizaine d'années de domination du blanc-bleu D. Flawless (la pierre la plus cotée selon les critères du Gemmological Institute of America de Washington), les joailliers se tournent vers les variantes de couleur, d'une beauté rare, en ensembles dont la constitution exige des mois. Les saphirs jaunes et Paparadja, d'un rose orange comme le vin de Provence, sont traités en bagues ou en pendentifs, souvent sur fond de pavage de brillants et or jaune.

Les perles sont de toutes les fêtes, en fines torsades retenues par des anneaux d'or et de diamant, mais elles apparaissent aussi dans de nombreuses compositions où leur rondeur éclatante se marie aux formes géométriques des pierres facettées.

Au-delà des parures importantes, les créateurs parisiens jouent la clientèle française, mise en confiance par les possibilités d'achats anonymes payés en espèces, d'où une floraison de légers colliers de diamants calibrés à motif central.

DES FAUVES



- I. BULGARI : collier souple intercalant des tubes et des perles.
- II. WINSTON : pendants d'oreilles contrastant des diamants blancs et bleus.
- III. AUDEMARS PIGUET : montre tourbillon, de 4,80 mm.
- IV. BUCCELLATI : bague entourant de brillants un rubis de Birmanie, sur monture d'or jaune et blanc.
- V. ALEXANDRE REZA : collier de brillants jaunes et blancs soutenant une longue émeraude gravée sur les deux faces.
- VI. BOUCHERON : broche en bois d'amourette ourlée d'or reserrée d'un lien en pavage de diamants.
- VII. FRED : sac du soir scarabée en nacre sert de cabochons d'améthyste, nervuré de diamants à fermoir de saphir.

patte articulée, la rejoint, s'élevant, en motif décentré, son pelage tacheté d'onyx ou de saphir sur un collier ras du cou.

Ceresole Wempe vient de recevoir la dernière Rolex en or jaune et brillants, signée au bas de la lunette. Automatique et étanche, elle est munie en outre d'un fermoir invisible. Côté parures, les tours de cou en or s'ornent de motifs géométriques en diamants, dont un triangle pointant vers le bas.

Fred reprend la tradition des boîtes précieuses en guise de sacs du soir. Son scarabée à carapace de cabochons d'améthyste encadrés d'or, à fermoir d'émeraude gravée, est une œuvre d'art réalisée par des artisans parisiens.

Harry Winston propose une collection de brillants roses, bleus et jaunes sur quatre griffes, montée en collier de diamants poire et marquise ; un extraordinaire saphir rose, Paparadja birman, à la profondeur d'une

liqueur précieuse, monté en bague.

Mappin et Webb vient d'être renoué par l'architecte Bernard Cognard en écriu étre par une astucieuse utilisation de lamelles de miroirs, où se renvoient, comme par un kaléidoscope, le contenu des vitrines. Le morceau de bravoure de la rentrée est une boucle d'oreille de diamants calibrés grimpant jusqu'à couvrir l'ourlet en torsade avec retour sur le haut. Un collier de chien rigide

est orné de fleurs multicolores sur pavage.

Tecia, c'est le royaume des perles de culture, à allonger, grossir ou habiller selon les circonstances. La collection de fermoirs est impressionnante comme celle des variantes de boules et d'anneaux d'or, de pierres précieuses ou dures. Les poires baroques apportent une note originale en motifs centraux sur torsades ou ras du cou, comme les spirales d'or godronné ou de diamants sur le côté.



Perles de Culture

2, RUE DE LA PAIX

TÉL : 42-61-03-29

LE CHRONOGRAPHE AUTOMATIQUE



Chronographe automatique, rotor central en or 21 ct, étanche 2 atm., bracelet en cuir noir et acier, d'une haute précision en or 18 ct.



MAUBOUSSIN
Paris, 20, place Vendôme.
tél. 42603254

Audemars Piguet
La plus prestigieuse des signatures.

HARRY WINSTON

29, Avenue Montaigne
PARIS

47.20.03.09

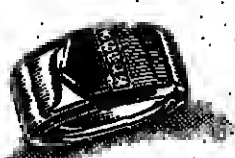
NEW YORK

GENÈVE

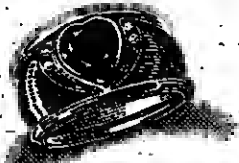
MONTE-CARLO

Mappin & Webb JOAILLIER

Pour celles
qui aiment
les bijoux à succès



Bague or jaune
sertie de brillants
et de saphirs
baguettes (19000 F).

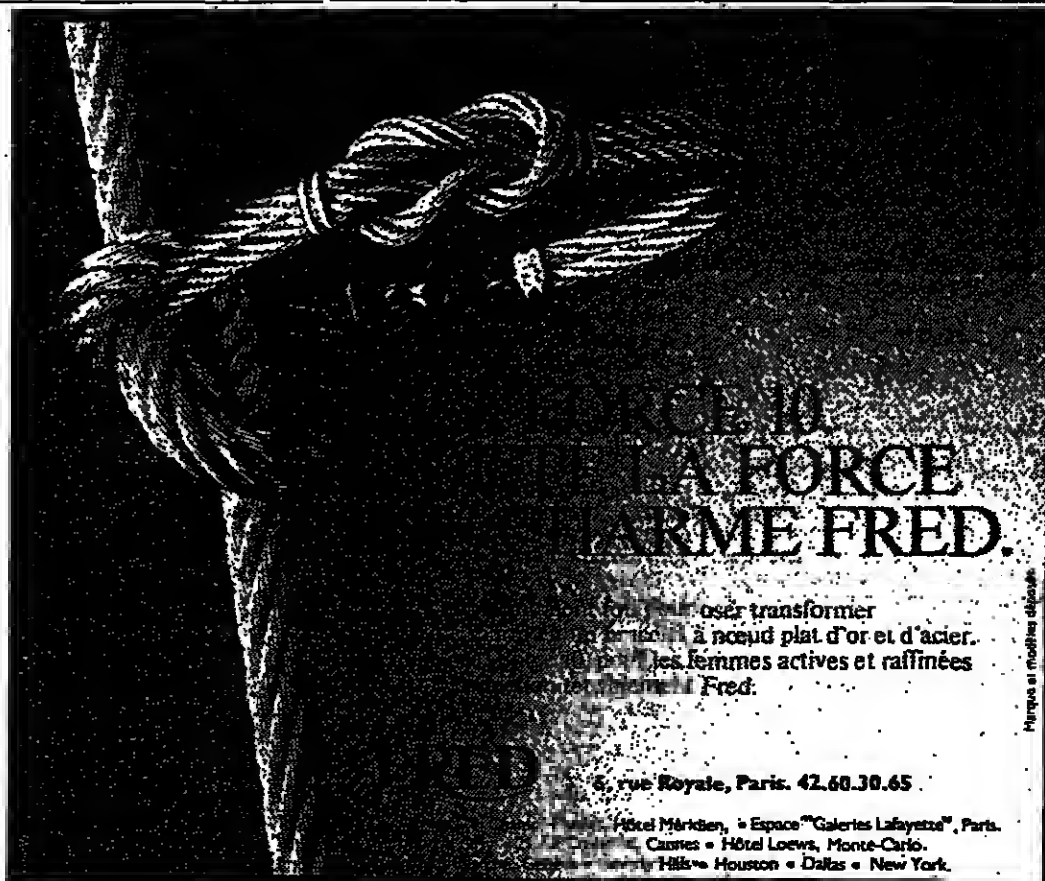


Bague or jaune
or blanc sertie
de brillants
centre améthyste
(7300 F).

32 La Croisette 06400 CANNES
Tél. : 93.39.81.91
1, Rue de la Paix, 75002 PARIS
Tél. 42.61.50.13

ADRESSES A PARIS

- Alexandre Reza : 23, place Vendôme.
- André Col : 10, avenue Victor-Hugo.
- Audemars Piguet : Chaumet, 12, place Vendôme.
- Boucheron : 28, place Vendôme.
- Bulgari : 27, avenue Montaigne.
- Cartier : 13, rue de la Paix.
- Ceresole Wempe : 18, rue Royale.
- Chaumet : 12, place Vendôme.
- Fred : 6, rue Royale.
- Gianmari Buccellati : 4, place Vendôme.
- Harry Winston : 27, avenue Montaigne.
- Mappin et Webb : 1, rue de la Paix.
- Mauboussin : 20, place Vendôme.
- Mellerio dits Meller : 9, rue de la Paix.
- Tecia : 2, rue de la Paix.
- Van Cleef & Arpels : 22, place Vendôme.



سكزا من الاحل

Economie

Dans l'industrie automobile italienne

Les Libyens cèdent leur participation dans Fiat

L'industrie automobile italienne est en pleine effervescence. Tandis que les Libyens se retirent de Fiat, les négociations entre Ford et Alfa Romeo sont dans l'impasse.

ROME
de notre correspondant

Une négociation peut en cacher une autre. Les milieux économiques et politiques de la péninsule attendent avec impatience l'annonce officielle de la conclusion des négociations, en cours depuis quatre mois, entre la société américaine Ford et Alfa Romeo, en vue de la reprise de l'entreprise italienne. C'est une décision d'une tout autre nature qui a retenu l'attention le mardi 23 septembre, après une frénétique journée de négociation : le rachat de la part libyenne de la Fiat, soit 15 % du capital social de la firme de Turin.

D'abord murmurée, ensuite confirmée en milieu de journée par le ministre de la Défense, le républicain Spadolini, considéré comme très lié aux dirigeants de Fiat, puis soigneusement démentie par ce dernier, la rumeur de la vente par la LAFICO (Compagnia a partecipazione libyana) pour les investissements étrangers) de sa participation,

désormais vieille de dix ans, dans la société automobile italienne, n'est devenue certaine qu'en fin de journée. La transaction porte sur 3 milliards de dollars, soit environ 20 milliards de francs. Le tiers des actions concernées seront rachetées par l'IFIL, une société financière contrôlée par la famille Agnelli, propriétaire de Fiat, moyennant un prêt de la banque d'affaires italienne Mediobanca et le reste, représentant 10 % du capital social de la Fiat, sera vendu sur les marchés internationaux par la Deutschebank et la même Mediobanca.

Lors de la dernière assemblée générale des actionnaires au printemps, M. Giovanni Agnelli avait déclaré que sa firme était disposée à racheter la participation libyenne ; il ajoutait cependant qu'il n'avait aucun moyen, dans un système de libre entreprise, de contraindre son partenaire à revendre. Cet été, une agence de la LAFICO avait annoncé que la Libye était prête à vendre ; elle était démentie dès le lendemain par Tripoli. De tout cela, on pouvait à tout le moins déduire que des discussions étaient bien en cours. Pris à la gorge par la chute des prix des pétrole, l'heure où la situation internationale était devenue très critique, le colonel Kadhafi était soudain disponible pour traiter.

L'annonce solennelle faite en décembre 1976 par le président de la Fiat, que la colonie Kadhafi entrerait pour environ 15 % dans le capital de la prestigieuse firme piémontaise avait retenu comme un coup de tonnerre. Au même titre que les investissements du chah d'Iran dans l'industrie onest-alémennaise. En effet, la prise de participation libyenne semblait marquer le début d'une ère nouvelle : celle où certains pays du tiers-monde, soudain enrichis par la manne pétrolière, allaient pouvoir soutenir, puis, qui sait, dominer des entreprises européennes importantes. Cette évolution pouvait sembler symbolique d'un certain retournement entre le Nord et le Sud.

Un partenaire encombrant

Vu d'Italie, l'accord confirmait les graves difficultés de la première société privée nationale, contrainte de recourir à ce qui apparaissait déjà à beaucoup comme un pacte avec le diable. Ce qui n'était pas prévu, c'est que la Libye allait constamment se révéler un partenaire économique plus discret qu'on ne l'aurait imaginé, mais un partenaire politique finalement beaucoup plus encombrant que tout ce que l'on avait craint. La banque libyenne n'est, en effet, pour ainsi dire jamais intervenue dans la gestion des affaires. Elle a fait le gros dos dans le tournoi syndical, l'agitation révolutionnaire et le déclin économique de la fin des années 70. Elle a même accueilli sans commentaires le retournement de situation de 1980 marqué par des dizaines de milliers de licenciements, suivi d'une reprise exemplaire.

En revanche, la participation de deux Libyens au conseil d'administration du 10 cours Marconi, à Turin, est de plus en plus apparue ces dernières années comme un obstacle majeur à un développement de la Fiat en direction des États-Unis. Les excellents relations de M. Agnelli avec les Américains n'y pouvaient rien changer : dans une confrontation exacerbée avec le colonel Kadhafi, l'administration Reagan pouvait de moins en moins fermer les yeux sur la participation au capital de la société piémontaise. On le vit bien lorsque, au printemps dernier, le Pentagone « gela » un contrat de livraison par la Fiat à la marine américaine de matériel roulant lourd, produit par ses soins.

Pour débouler l'affaire, les Turinois avaient donc créé une filiale ad hoc de droit américain, où Tripoli n'aurait naturellement pour rien. Ils n'auraient désormais plus à user de ces subterfuges.

Une deuxième négociation

En revanche, les Italiens devront attendre encore un peu pour voir aboutir les négociations entre Ford et Alfa Romeo. Un certain embarras était perceptible mardi au siège de l'IRI (Institut de la reconstruction industrielle), holding public qui détient Alfa Romeo. La semaine dernière, pourtant, l'accord était donné pour un fait accompli. Ford prendrait immédiatement 20 % du capital social d'Alfa Romeo et s'engagerait à porter sa part à 51 % dans les trois ans. La firme américaine, par ailleurs, garderait les deux établissements, celui d'Arco, près de Milan et celui de Pomigliano d'Arco, près de Naples, ainsi que les trente et un mille salariés actuels. Elle ferait plus que doubler la production jusqu'à atteindre, en 1990, quarante mille véhicules par an. Ce chiffre représente la saturation des capacités existantes.

Le 17 septembre, l'administrateur délégué de Fiat, M. Cesare Romiti, était intervenu en faisant savoir que sa firme avait, elle aussi, des propositions à faire au sujet de l'avenir d'Alfa Romeo. On savait depuis juin que la réintégration de M. Agnelli dans le mariage de l'acier constructeur italien avec la firme de Detroit était faite : des plans avaient bien été élaborés au Piémont et même présentés à l'IRI avant l'annonce, le 21 mai, de l'ouverture officielle des négociations de part et d'autre de l'Atlantique. Mais, depuis lors, le numéro un de l'automobile piémontaise s'était tait.

En réalité, il n'avait jamais renoncé à faire valoir ses vues. Une récente rencontre entre le président du conseil, M. Bettino Craxi, et M. Agnelli et M. Romiti l'avait clairement démontré : le débat politique sur la privatisation d'une entreprise d'État était encore à venir. Tout alors est-il réglé, en attendant que la Fiat et la Libye se retrouvent ? On n'en est pas sûr. Mais les dirigeants syndicaux ont fait savoir, le 23 septembre, que, à égalité éventuelle de propositions entre Detroit et Turin, il faudrait préférer « la solution nationale ».

JEAN-PIERRE CLERC.

REPÈRES

Inflation

0,2 % en août aux États-Unis

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en août après être restés stables en juillet. Une légère poussée sur les prix des vêtements et des produits alimentaires a plus que compensé la baisse des prix de l'énergie. En rythme annuel, l'inflation n'a pas dépassé 0,1 % pour les huit premiers mois de l'année. La fin de l'effet bénéfique de la chute des cours du pétrole devrait aboutir à une légère accélération de l'inflation dans les mois à venir, a souligné le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, mais la poussée des prix sera au total moindre cette année que les 4 % enregistrés en 1985. D'autre part, le département du Commerce a annoncé un recul de 2,6 % en août des commandes de biens durables, qui avaient progressé de 3,4 % en juillet. Cette baisse, la plus forte depuis mars, a été essentiellement due à une chute des commandes militaires de 24,5 %. Hors ce secteur très fluctuant, les commandes de biens durables ont baissé de 0,3 % le mois dernier.

Banque mondiale

Prêt de 150 millions de dollars à Tunis

La Tunisie a signé, le lundi 22 septembre, un accord lui permettant de bénéficier d'un prêt de la Banque mondiale de 150 millions de dollars. Ce prêt, le plus important jamais accordé à Tunis depuis l'indépendance en 1958, doit permettre de combler partiellement le déficit de la balance des paiements évalué à 420 millions de dollars pour 1986. Il s'agit là de la première manifestation de soutien au plan de redressement économique tunisien par un organisme international de crédit. Pour répondre à l'urgence de la situation du pays (les réserves en devises sont pratiquement inexistantes), ce prêt financera des importations, indispensables à la relance de la production et donc des exportations. D'autre part, une délégation du FMI a quitté Tunis la semaine dernière, après quinze jours de négociations concernant l'accord de crédits de 127 millions de dollars, pour compenser les effets de la dévaluation de 10 % du dinar le 19 août 1986, ainsi que d'un prêt stand-by de 92,4 millions de dollars.

CONJONCTURE

M. Balladur retarde la déréglementation sur le contrôle des changes

Les hésitations du gouvernement

A l'occasion d'une réunion avec la presse, le mardi 23 septembre, M. Edouard Balladur, ministre d'État chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, a confirmé le report des décisions concernant la levée complète du contrôle des changes. Il a, en revanche, annoncé un nouveau train de libération des prix en septembre, qui, à raison de trois nouvelles étapes de 6 % à 7 % chacune, devrait déboucher, fin décembre, à une liberté à 100 % pour les biens

et services, sauf le livre et les médicaments remboursés par la Sécurité sociale.

Il a indiqué que l'État allait rembourser encore 9 milliards de francs de sa dette extérieure, la ramenant à 7 milliards de francs. Ensuite le ministre d'État se donnera plus de temps pour la réforme du droit de la concurrence, et remettra au Conseil d'État, pour avis, le projet de loi sur l'épargne et les retraits dans les trois semaines à venir.

Les décisions du gouvernement sur la libération totale ou quasi totale du contrôle des changes devaient être annoncées mercredi : elles sont reportées à plus tard. « J'avais mal choisi ma date », a reconnu M. Balladur, ajoutant qu'il « préférerait se donner quelques semaines de réflexion supplémentaires ». On le comprend tout à fait : la semaine dernière, une belle tourmente a balayé le marché des changes, la chute du dollar provoquant une ruée sur le deutschemark, que les monnaies du système monétaire européen ne pouvaient pas suivre tout à fait dans son ascension. Ledit système fut soumis à des fortes tensions, la Banque de France se trouvant contrainte de faire face à de fortes sorties de capitaux (plus de 20 milliards de francs) qui se portaient en toute hâte sur le deutschemark. En début de semaine, une communauté « musclée » des Douze réunis en Ecocon et décidés à stopper la baisse du dollar, ramenant un calme jugé précaire. Tout va, peut-être, se décider à Washington, en fin de semaine, à la réunion du groupe des Cinq qui va s'efforcer de réduire l'antagonisme entre les États-Unis (1), évités d'une nouvelle relance, et l'Allemagne de l'Ouest, qui trouve la sienne bien suffisante.

M. Balladur préfère donc attendre que les réunions de Washington — groupe des Cinq et Fonds monétaire — soient terminées. C'est que, il faut bien le dire, une levée totale du contrôle des changes va priver les pouvoirs publics du dernier garde-fou vis-à-vis d'une éventuelle attaque contre le franc. Trois trains de mesures (15 avril, 21 mai et 3 juillet 1986) ont déjà rendu aux particuliers et aux entreprises un degré de liberté qu'elles ne connaissaient plus depuis le 26 novembre 1968.

Interrogations et inquiétudes

A l'heure actuelle, les changes sont libérés à 85 % ; les particuliers peuvent, le cas échéant, transférer leur patrimoine à l'étranger ou y acquérir librement des biens de toute nature. Les entreprises peuvent pratiquement tout faire, avec quelques restrictions qui subsistent sur le délai de conservation des devises encaissés sur exportations (trois mois) et la liberté d'acquisition des devises avant leur utilisation (huit jours).

Ces restrictions pourraient être assez facilement levées, ce qui équivaudrait à autoriser les résidents français à conserver librement des dépôts en devises. En revanche, bien des interrogations, et des inquiétudes, subsistent sur une mesure majeure, celle de la suppression d'une liberté totale des changes, à savoir la possibilité, pour les banques fran-

çaises, d'accorder des prêts en francs à des étrangers sans justification matérielle (actuellement, seuls sont autorisés des prêts bancaires aux étrangers sur opérations commerciales classiques).

Cette possibilité, suspendue depuis la guerre, réouverte de janvier à juin 1968, puis de septembre à novembre 1968, et suspendue à nouveau, comporte deux risques. Le premier est de favoriser, éventuellement, une spéculation contre notre monnaie en permettant à des étrangers d'emprunter des francs pour les vendre à terme et les racheter moins cher, le cas échéant. De plus, la quantité d'euro-francs extérieurs en circulation se trouverait gonflée, source d'instabilité. Le second est d'affaiblir le contrôle de la Banque de France sur la masse monétaire en laissant se développer des opérations

bancaires en francs sur l'étranger, d'où l'idée d'imposer, aux banques des réserves obligatoires sur leurs crédits aux non-résidents.

A Paris, la communauté financière estime que cette dernière mesure de déréglementation est essentielle, qu'elle est la pierre de touche d'une véritable liberté des changes, comme elle est pratiquée en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis et au Japon (avec quelques restrictions). Elle affirme qu'il ne faut pas vraiment la redoubler. Riva de Rivoli et à la Banque de France, on n'en est pas encore tout à fait sûr : le retour du franc à la santé est de si fraîche date...

FRANÇOIS RENARD.

(1) États-Unis, Japon, Allemagne fédérale, France et Grande-Bretagne.

Aux rencontres de l'Association française des sciences économiques

Avantages et inconvénients de la flexibilité

Invité par l'Association française des sciences économiques, pour conclure son colloque annuel qui s'est tenu le lundi 22 et le mardi 23 septembre à Paris sur le thème « Flexibilité, mobilité et stimulation économique », M. Jacques Calvet, président du directoire de Peugeot, s'est attaché à montrer la complexité d'organisation d'une société comme celle qu'il dirige, les changements qu'une telle organisation impose au personnel, symbolisés par l'idée (non vérifiable mais suggestive) selon laquelle un tiers des métiers que comprendra en 1995 l'industrie automobile n'existent pas encore. Comment faire accepter la nécessaire flexibilité ?

Le président de Peugeot a utilisé avec succès dans son entreprise le concept de « grande entreprise », ce qui englobe non seulement l'entreprise proprement dite mais ses quelque mille cinq cents fournisseurs, ainsi que les clients, ce qui fait dire à M. Calvet que la grande entreprise est « née par l'outil ». Dans un tel contexte, « une parfaite circulation de l'information est nécessaire ».

Cependant, la flexibilité n'est pas exempte de contradictions. D'une certaine façon, elle s'oppose à la productivité, dans la mesure où une société parfaitement flexible doit entretenir une surcapacité de production, tandis qu'elle doit tenir compte de la résistance aux changements, qui peut être du reste parfaitement légitime : la flexibilité, si nécessaire soit-elle, finit du reste par « se dévorer elle-même ». Quand une entreprise est amenée à licencier des effectifs ayant déjà de nombreuses années d'activité, elle se

prive, du même coup, de leur expérience. Sur le plan financier, où les progrès des techniques ont, selon M. Calvet, été encore plus rapides que dans tout autre domaine, la flexibilité des nouveaux instruments pousse en surenchère, ce qui se terminera par une déflation très forte.

Pour le président de Peugeot, l'entreprise nouvelle se développe selon une logique industrielle bien différente de celle du taylorisme. M. Calvet a insisté sur la nécessité de la formation des hommes.

Au cours du colloque, le sujet a été traité sous de nombreux aspects. Le président de l'Association française des sciences économiques, M. Edmond Mahin, directeur de l'INSEE, a présenté un rapport sur le coude de Beveridge relative au déséquilibre entre l'offre et la demande de travail. M. Claude Jassas (université Paris-II) a parlé de la « revanche des idées schumpétériennes », c'est-à-dire la reconnaissance du rôle éminent joué désormais par l'entreprise, le rôle des interventions macro-économiques ayant tendance à passer au second rang.

M. Jean Bernard, de l'université Paris-I, s'est interrogé sur les conséquences de la réglementation économique. M. Larue de Tournemine, de l'université de Strasbourg, a présenté une communication sur la flexibilité et les technologies de l'information. Une dizaine d'autres rapports ont été discutés à l'occasion de cette rencontre.

PAUL FABRA.

Travaux publics

Ça repart, mais...

Régain d'optimisme dans les travaux publics. Après quatre années catastrophiques depuis 1980, voilà que les prévisions reprennent du tonus. Déjà 1985 avait enregistré une progression de 5 % de l'activité par rapport à 1984. Cette année, la hausse sera du même ordre. Le premier semestre 1986, par rapport à la même période de 1985, illustre même un redressement spectaculaire : + 12 %.

Entre janvier et juin 1986, les entreprises du secteur des travaux publics ont augmenté leurs effectifs de 4 000 personnes, a déclaré, le 23 septembre, M. Jean-Louis Girat. Le président de la Fédération nationale des travaux publics a précisé qu'il n'y avait pas aujourd'hui de surcroît dans la profession et que les salaires de nationalité française représentaient 76 % de la main-d'œuvre au lieu de 62 % en 1975.

Si l'optimisme l'appuyé par l'amélioration très nette de la conjoncture dans les secteurs des travaux publics, comme, le ciment, les granulats de carrière, la béton ou les engins de chantier) renf, la prudence reste toutefois de rigueur. L'activité des entreprises est en effet fonction directement du volume des investissements de l'État, des collectivités locales ou des entreprises nationales, comme la SNCF, la RATP ou EDF. « Or, si le projet de budget de 1987 nous donne grande satisfaction pour les routes, il est en revanche très décevant pour les travaux publics », a souligné M. Girat. La compensation de la suppression du Fonds spécial des grands travaux par des crédits budgétaires classiques ne sera que partielle.

Faut-il les projets d'équipement les plus avancés qui feront appel au financement privé, figurent l'autoroute A 14 (la Défense-Orgeval), le pont de Honfleur et le contournement autoroutier de Lyon par l'est. D'autres projets s'inscrivent à un horizon plus lointain, comme le pont de l'île de Ré ou celui de Chéviré, à Nantes, l'autoroute Angers-Tours ou encore des tunnels urbains à Nice, à Toulon ou à Marseille. Sans compter, évidemment, le tunnel sous la Manche ou les travaux liés à Disneyland.

Beaucoup de ces ouvrages sont désormais, voire urgents. D'autant que l'activité des entreprises à l'étranger a faibli sérieusement :

13 % en 1984 et - 9 % l'an dernier.

Pour dégager des moyens financiers adaptés au lancement d'un grand programme d'équipement, M. Girat a proposé l'émission d'un emprunt gagé sur les ressources qui proviendront des dénationalisations. Pour l'heure, ni M. Balladur ni M. Méhaignerie ne lui ont donné leur avis.

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

M. Maisonrouge devient directeur général de l'industrie


Le conseil des ministres a procédé à la nomination de M. Jacques Maisonrouge comme directeur général de l'industrie, en remplacement de M. Louis Gallois, désigné en 1982. C'est la première fois que ce poste échappe à un fonctionnaire pour tomber entre les mains d'un homme du privé, qui plus est ancien membre de l'état-major de l'industrie IBM. Tout au symbole, dont M. Madelin, ministre de l'Industrie, se dit très fier, mais qui sera diversement apprécié. Cette nomination s'accompagne d'une réforme de l'organisation du ministère, qui doit selon son titulaire, abandonner ses interventions sectorielles au profit d'actions plus « horizontales ».

Né en 1924, ingénieur de l'École centrale des arts et manufactures, M. Maisonrouge s'est fait une réputation de « manager international » (c'est aussi le titre du livre qu'il a écrit en 1985) pour avoir « réussi » aux États-Unis. Une réussite liée à sa longue carrière chez IBM, le géant américain de l'informatique.

Entré en 1948 à IBM-France dont il a gravi les différents échelons avant de devenir PDG d'IBM-Europe, vice-président d'IBM Corp., membre du comité stratégique de l'ensemble du groupe, il a pris sa retraite à la fin de 1984, à l'âge de soixante ans. Il est, actuellement, administrateur de la société française L'Air Liquide.

La nomination de M. Maisonrouge, venu de l'univers impitoyable des multinationales américaines, participe de la grande vague de libéralisme qui est conée traverser l'industrie française, à commencer par son ministère. Dans le même esprit, le gouvernement a d'ailleurs procédé à la nomination, au titre de « personnalité compétente », dans les conseils d'administration d'entreprises publiques privatisées, de plusieurs dirigeants de sociétés privées, dont certains font partie du groupe des entrepreneurs qui produisent ses conseils à M. Madelin.

G.B.



icad³
Institut Privé des Attachés de Direction

HUIT MOIS D'ÉTUDES DE SPÉCIALISATION
"Connaître • Analyser • Anticiper • Décider"

DEUX OPTIONS
COMMERCE INTERNATIONAL
CREATION • REPRISE et GESTION P.M.E.
Niveau requis: BTS - DUT - DEUG - DEUST - LICENCE
(Entrée collective)

Renseignements et inscriptions
I.C.A.D. - 91, rue de l'Université
75007 Paris. 45.51.23.90/45.55.71.69+

Economie

COMMERCE EXTÉRIEUR

Forte progression des ventes de matériel militaire en août

Les résultats du mois d'août font apparaître une nouvelle amélioration du solde du commerce extérieur de la France. Celui-ci est excédentaire de 3,2 milliards de francs, en données corrigées des variations saisonnières, contre 1,5 milliard en juillet. Le déficit cumulé depuis le début de l'année est ainsi ramené à 2,4 milliards de francs.

On note pour le mois d'août une nette contraction des importations (- 6 %) et un léger recul des exportations (- 3,6 %). La contraction des importations, indique l'INSEE, est surtout sensible pour les produits manufacturés (- 4,1 %), notamment les biens intermédiaires (- 8,2 %) et l'automobile (- 10,3 %), tandis que les achats de produits énergétiques augmentent de 5,5 % après, il est vrai, une chute de 22 % le mois précédent.

La baisse des exportations concerne surtout les produits agricoles (- 20 %). Mais ceux-ci

avaient connu une forte augmentation en juillet (+ 23,2 %).

Le solde des biens de consommation courants croisse encore davantage, passant de - 1,8 milliard de francs en juillet à - 2,3 milliards en août.

Quant au redressement du solde des produits manufacturés, il est dû essentiellement à une vigoureuse reprise des exportations de matériel militaire qui progressent de 56 % par rapport au mois de juillet, s'élevant à 4,3 milliards de francs, et qui se situent très au-dessus de la moyenne enregistrée en 1985 (2,9 milliards).

Les achats de la France en provenance de la CEE (- 6,2 %) ont moins reculé que les ventes (- 7,5 %). On note, en revanche, une nette progression des exportations vers les pays de l'OCDE hors CEE (+ 13,7 %), notamment vers les États-Unis (+ 23,3 %).

SOCIAL

Procédures de licenciement

« Au bout du bout, il y aura un accord » affirme le représentant de FO

La négociation sur les procédures de licenciement a commencé, le 23 septembre, entre les représentants patronaux et les syndicats. Comme prévu, la délégation patronale, à laquelle était associé pour la première fois un observateur de l'Union professionnelle des artisans (UPA), s'est bien gardée de se prononcer sur le contrôle de la procédure de licenciement, suspensif ou pas. « Nous ne sommes pas mandatés pour l'instant », a fait savoir M. Yves Lemoine, qui conduisait les débats. Prudemment, il a donc évoqué les éléments qui pourraient accompagner les licenciements, promettant un schéma écrit des mesures possibles pour le 6 octobre prochain. Le CNPF et la CGPME ont ainsi confirmé qu'ils soutiendraient un « redéploiement » en faveur des salariés des petites entreprises, qui ont pas, aujourd'hui, les mêmes garanties que ceux des grandes entreprises.

Il faudra cependant trouver de nouvelles méthodes de financement, « à coût neutre », qui nécessiteront l'appel à l'État. Seule difficulté apparente : le patronat souhaite que l'élaboration des plans sociaux pour plus de dix licenciements intervienne dans les seules entreprises de plus de cinquante salariés.

Coup de sonde ? Forcé ouvrière et la CFDT ont très mal réagi à cette suggestion. Mais cela a fourni l'occasion à ces deux organisations syndicales de faire la démonstration

de leur identité de vues. Clairement, M. Nout et M. Antoine Faesch se sont présentés comme les interlocuteurs obligés, ceux par lesquels passera l'échec ou le succès. Ils feront des propositions, accepteront des compromis mais entendent obtenir le contrôle suspensif par l'inspection du travail, si la procédure « conventionnellement décidée » n'était pas respectée par un employeur.

Plus mordante, la CFDT a joué les tribulations et rappelé qu'il fallait compter avec elle, même si sa position n'est pas éloignée de celle de FO et de la CFDT.

D'avantage en retrait, la CGC ne paraît pas, pour l'instant, s'associer à ce concert. M. Chantal Cumunel veut d'abord obtenir « des mesures de substitution au vide juridique » créé par la suppression de l'autorisation administrative.

Quant à la CGT, elle s'est déclarée, bien sûr, la plus opposée à l'objet de cette négociation, par la voix de M. Louis Vianet. Mais il apparaît également qu'elle participera à la discussion et fera, le cas échéant, des propositions.

Bref, et aussi que l'a déclaré M. Yves Lemoine (CNPF), la réunion a été « très positive ». Les autres rencontres devraient permettre d'avancer, M. Faesch affirmant que, « au bout du bout, il y aura un accord ».

A. Le.

L'occupation des centres informatiques bloque la gestion d'EDF-GDF sur Paris

Plus de la moitié des 9 500 salariés parisiens d'EDF-GDF sont en grève depuis le 11 septembre, et les cinq ateliers de traitement informatique de la capitale sont occupés par suite d'un conflit qui remonte au 3 septembre. A l'origine, un projet de la direction du centre de distribution Paris-Nord visant à réorganiser le travail à la suite de l'ouverture d'une nouvelle agence pour l'accueil des usagers a provoqué une grève et l'occupation des trois autres agences de Paris-Nord. Les syndicats voient, en effet, dans le projet une menace de « déclassement » et de « déqualification ».

Le mouvement s'est étendu, avec occupation des cinq ateliers de traitement informatique, par solidarité avec six employés de l'agence Dauteville mis à pied par leur direction - et par crainte d'une extension du projet de Paris-Nord à l'ensemble de la capitale, bien que les responsables des autres directions le nient.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Béri - 75008 Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

PÊCHE

Accord des Douze sur le maillage des filets

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Après plus de vingt heures de discussions, les ministres de la CEE chargés de la pêche sont parvenus, le mardi 23 septembre, à un accord sur les normes techniques à retenir pour préserver les ressources de poissons.

M. Ambrose Guellec, secrétaire d'État à la mer, a estimé, à l'issue des travaux, que le compromis, « globalement satisfaisant », établissait un juste équilibre entre les quantités que chaque pays est autorisé à capturer et la nécessité de maintenir les stocks au meilleur niveau possible.

La Commission proposait d'élargir les mailles des chaluts pour per-

mettre à davantage de petits poissons de s'échapper. Mais Paris, appuyé par d'autres capitales, considérait que, si l'on imposait des normes « irréalistes », cela risquerait d'abandonner tout d'encourager la fraude. Pour Paris, il vaut mieux maintenir encore quelques temps le maillage actuel et sanctionner plus sévèrement les manquements aux règles communautaires.

C'est cette position qui l'a emporté. Ainsi, le maillage minimal pour la pêche à la langoustine dans le golfe de Gascogne (importante pour les Bretons) ne sera pas augmenté avant le 1^{er} janvier 1989. Il en ira de même pour les chalutiers opérant en mer du Nord : les mailles des filets ne s'élargiront que très progressivement dans les prochaines années.

MARCEL SCOTTO.

A l'issue du congrès de Berlin-Est

M. Krasucki devient vice-président de la Fédération syndicale mondiale

Lors du onzième congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM), qui s'est achevé le lundi 22 septembre à Berlin-Est, la CGT a repris sa place dans les instances dirigeantes de cette organisation dominée par les pays socialistes, huit ans après avoir abandonné spectaculairement le secrétariat général au congrès de Prague. M. Henri Krasucki est désormais, comme M. Stepan Chalafev, président du Conseil central des syndicats soviétiques, un des dix vice-présidents de la FSM, avec en prime la présidence de la commission Europe. La CGT est également revenue au secrétariat - dont quatre postes sur huit sont détenus par les pays de l'Est - avec l'élection d'un métallurgiste, M. Alain Stern, qui était déjà en poste à Moscou depuis 1981. MM. Sandor Gaspar (Hongrie) et Ibrahim Zakaria (Soudan) ont été élus respectivement à la présidence et au secrétariat général.

Si la CGT s'est avant réinvestie, c'est qu'elle tire un bilan globalement positif de ce congrès, qui a constitué pour M. Krasucki « un tournant historique (...) dans le sens d'une très grande adaptation de l'action syndicale au monde d'aujourd'hui ». La CGT avait conditionné son réengagement à la reconnaissance de l'autonomie des syndicats et à une rupture avec la pratique qui faisait de la FSM « le prolongement ou le porte-parole des pays socialistes ». Réalité ? Auto-persuasion ?

Dans un congrès au lourd ordonnancement et à la langue de bois courante, quelques discours apportent effectivement un crédit aux espoirs de la CGT. Comme à La Havane, en 1982, M. Gaspar, président de la FSM et des syndicats hongrois, a cassé un peu de porcelaine. « Personne, a-t-il affirmé, n'a le droit de modeler la FSM à sa propre image. La FSM ne travaille pas sur commande, mais doit satisfaire les besoins réels des travailleurs ». « Et, a-t-il ajouté, en faisant référence à l'expérience hongroise, le syndicat autonome possédant de larges prérogatives et responsabilité est indispensable comme une partie naturelle de la nouvelle société ».

D'autres représentants des pays de l'Est ont repris, un ton en dessous, cette « petite musique ». M. Hoffmann, pour la Tchécoslovaquie, a reproché à la FSM de ne pas agir « de façon syndicale aux besoins des travailleurs ». M. Peter Dylgnerov (Bulgarie) est parti du

constat que « le monde a changé », ce qui implique que les syndicats « doivent changer », avoir un « rôle nouveau » afin de passer « de la bureaucratie à l'autogestion ».

Quelques heures après que M. Flor Bleus, secrétaire général adjoint de la Confédération mondiale du travail (CMT), ex-Internationale chrétienne, ait réaffirmé son soutien à la Solidarité (dans un silence total), le président des syndicats polonais officiels a évoqué la nécessité de « syndicats indépendants ». M. Orzuna (Yugoslavie) a insisté sur « le principe d'autonomie ». Enfin, le document principal du congrès note que la FSM doit « adopter sa démarche » et se rapprocher des « préoccupations réelles » des salariés.

Mais ces proclamations d'intentions ne seront que des mots si le « grand frère » soviétique ne suit pas... ou plutôt ne donne pas clairement le signal d'une véritable évolution. Or, comme le FDGB de RDA, il est resté plutôt en retrait. Certes, M. Chalafev s'est demandé s'il n'y a pas dans l'activité de la FSM « des schémas et des dogmes dérivés empêchant la coopération » avec des syndicats non affiliés. Il a souligné qu'il fallait « réfléchir à un certain changement de méthodes de travail » et faire preuve « d'attitudes novatrices envers la solution des problèmes d'actualité ».

Cependant, M. Chalafev a assigné une autre priorité à la FSM : défendre les propositions de M. Gorbachev sur le désarmement. Il a demandé à la FSM d'utiliser « plus pleinement » son potentiel « pour élargir le mouvement anti-guerre des travailleurs et des syndicats renforcer la coopération avec divers détachements du mouvement syndical international », notamment sur « la lutte contre les plans de militarisation de l'espace cosmique ». Le décalage est évident.

Pour que le choix de la CGT puisse être justifié, il faudra pour le moins que les actes suivent, ce qui est loin d'être acquis.

MICHEL NOBLECOURT.

● Discussions dans la fonction publique. — M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a annoncé, le mardi 23 septembre, que la « table ronde » prévue avec les organisations syndicales sur la « modernisation de la fonction publique » aurait lieu entre le vendredi 10 et le mercredi 15 octobre, et que tous les sujets pourraient y être abordés, y compris celui des salaires.

LA S.N.C.F. COMMUNIQUE

Les samedis 6, 13 et 27, les dimanches 7, 14 et 28 septembre 1986, de 5 h 45 à 22 heures, afin de permettre la réalisation d'importants travaux liés à la création de la future ligne VALLEE-DE-MONTMORENCY - INVALIDES, la circulation ferroviaire sera interrompue, dans les deux sens, entre les gares de BOULEVARD-VICTOR et des INVALIDES (ligne C du RER).

Un service d'autobus desservant JAVEL, CHAMPS-DE-MARS et PONT-DE-L'ALMA sera mis en place entre ces deux gares.

Il est toutefois conseillé aux voyageurs au départ des gares parisiennes d'utiliser de préférence les services R.A.T.P. (autobus ou métro) pour rejoindre directement les gares :

— Des INVALIDES, s'ils se dirigent vers la banlieue Sud-Ouest ;
— De BOULEVARD-VICTOR, s'ils se dirigent vers la banlieue Ouest.

La S.N.C.F. prie sa clientèle de bien vouloir l'excuser pour les dérangements occasionnés par ces travaux.

TRANSPORTS

La SNCF va multiplier les TGV de province à province

La SNCF croit plus que jamais au train à grande vitesse, qui lui laisse, bon an mal an, 740 millions de francs de bénéfice net sur la ligne Sud-Est, et qui lui a permis de soutenir vigoureusement l'avion et la voiture. En présentant, le 23 septembre, à la presse, les maquettes des voitures du futur TGV-Atlantique, M. Jean Dupuy, directeur général de la SNCF, a confirmé que la politique de développement de la voie ferrée de France reposerait, pendant la prochaine décennie, sur une extension progressive à l'ensemble du territoire du train le plus rapide du monde.

La première étape de la création d'un véritable réseau TGV sera franchie en septembre 1989, lorsque des rames bleu, blanc et argent prendront le chemin de la Bretagne et, un an plus tard, celui de Bordeaux et du Sud-Ouest. M. Dupuy a précisé que ce TGV, baptisé « Atlantique », ne serait pas une simple modernisation de son aîné Sud-Est, mais une deuxième génération équipée de progrès « significatifs ». Les nouveaux moteurs asynchrones autopilotés et les freins à disques contrôlés par des microprocesseurs accroîtront les performances des rames qui circuleront sur la voie nouvelle à 300 kilomètres/heure, contre 270 kilomètres/heure en direction de Lyon. En outre, chaque convoi transportera environ 30 % de voyageurs de plus.

Les améliorations les plus spectaculaires concerneront le confort. Chaque voiture comportera un petit salon en première classe, des compartiments conviviaux pour les familles et les groupes, des espaces pour les enfants et un bar plus vaste, où il sera possible de se détendre sans attendre trop longtemps boissons chaudes et plats réchauffés. Surout, la suspension a été totalement revue. « Dans le TGV-Sud-Est, nous avions résolu de façon parfaite les problèmes de sécurité », a déclaré M. Dupuy, mais en partie au détriment du confort, car les catènes subissaient de grandes vibrations. Nous avons beaucoup travaillé pour résoudre ce problème, car il fallait que l'on puisse écrire à 300 kilomètres/heure sans que la main tremblote. Nous avons retrouvé le confort d'une voiture Coroll roulant à 160 kilomètres/heure. La nouvelle suspension pneumatique sera progressivement étendue aux rames du réseau Sud-Est d'ici à 1990.

L'interconnexion idéale

La SNCF est sûre de son fait. La clientèle ne veut plus d'une rupture de charge et plébiscite les relations où elle n'a pas à changer de train. Le succès de la liaison TGV Lille-Lyon, créée en 1984, prouve que les provinciaux ont pris goût aux déplacements vers d'autres provinces que la leur. La Société nationale se prépare donc à tisser un véritable réseau à grande vitesse à travers l'Hexagone pour répondre à cette demande. En attendant 1989 ou 1992, et l'interconnexion idéale, la SNCF lancera, le 25 septembre, un TGV Rouen-Paris via Versailles et, au printemps 1987, des trains à grande vitesse Paris-Nice et Paris-Berne. Pour conserver la vitesse acquise...

ALAIN FAUJAS.

Je fais mes courses d'un coup de baguette

Le Monde sur Minitel

36.15 tapez : LEMONDE
LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

MANAGEMENT INFORMATIQUE APPLIQUE AU TOURISME ET A L'HOTELLERIE

L'Institut Supérieur de Tourisme et Nixdorf-Computer s'associent pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantation informatique, dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

DIPLOME DE MANAGEMENT INFORMATIQUE OPTION : TOURISME ET HOTELLERIE
2^e CYCLE D'ETUDES SUPERIEURES DE L'I.S.T.

ADMISSION
niveau BTS, DUT, DEUG ou LICENCE.
Financement à 100 % du montant des études.

NIXDORF COMPUTER et **IST**
Institut Supérieur de Tourisme

UN PARTENARIAT POUR VOTRE AVENIR

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE
DEPARTEMENT INFORMATIQUE
71 Fg St-Honoré 75008 Paris
(1) 42 66 66 82
Clôture des inscriptions fin novembre 86 - Retraite début décembre 86

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITE _____
NIVEAU D'ETUDES _____ TEL _____

حسب الاموال

Economie

URSS : les projets de M. Gorbatchev

Un effort de décentralisation dans le domaine du commerce extérieur

La place de l'URSS « ne correspond pas au niveau et aux besoins de développement économique du pays ». Cette petite phrase contenue dans un récent décret du comité central du Parti communiste et du conseil des ministres, publié le mardi 23 septembre dans le quotidien *Industrie socialiste*, reflète une prise de conscience des dirigeants de Moscou : les revers pétroliers obligent l'Union soviétique à envisager une diversification de ses exportations en faveur notamment de produits industriels et à mieux s'insérer dans les circuits internationaux

MOSCOU
de notre correspondant

Le gratta-ciel de style stalinien qui abrite le ministère du commerce extérieur, place de Smolensk, est en proie depuis plusieurs semaines à un de ces remue-ménages dont les administrations soviétiques ont le secret. Les vice-ministres valsent à un rythme accéléré. L'un d'eux, M. Vladimir Soukhov, a même été arrêté et inculpé pour corruption. Le ministère a enfin subi une diminution de pouvoirs considérables en perdant la direction des douanes, désormais rattachée directement à la présidence du conseil des ministres. Un fidèle reflet de l'inquiétude née de la baisse persistante des échanges soviétiques avec le reste du monde, et l'Occident en particulier.

Les dernières statistiques officielles portent sur le premier trimestre. Elles font état d'une baisse de 10 % par rapport au premier trimestre de 1985, déjà médiocre. La chute est encore plus brutale avec les pays en voie de développement, puisqu'elle dépasse 12 %. L'augmentation de 5 % des échanges avec les pays socialistes, essentiellement due au gonflement des exportations soviétiques, ne parvient pas à rétablir l'équilibre.

L'URSS, en réalité, fait payer ses difficultés aux « pays frères ». On sait qu'au sein du CAEM (1) le dernier mot appartient à Moscou. Il

pour promouvoir certains points forts comme les transports.

Une tentative d'ouverture vers le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) s'est soldée par un échec, les pays membres de l'accord ayant repoussé l'idée d'une participation de l'URSS au nouveau round de négociations commerciales multilatérales. Mais l'idée fait son chemin. Le décret dont *Industrie socialiste* fait état annonce que 70 grandes entreprises et plus de vingt ministères et départements ministériels

pourront procéder à des opérations « directes » d'import-export, notamment avec les pays de l'Ouest à compter du 1^{er} janvier prochain.

Chacun de ces organismes comprendra une filiale « autofinancée » spécialement chargée du commerce extérieur. Mais le ministère et le comité d'Etat pour les relations économiques extérieures contrôleront toutefois ces opérations afin de veiller « au respect de l'intérêt national ». Entre la volonté de changement et de réelles réformes, il y a plus qu'un pas.

suffit de relever les prix des produits vendus par l'URSS dans le camp socialiste...

Cette mauvaise performance commerciale résulte de la baisse conjuguée des cours mondiaux du pétrole et de la production soviétique de pétrole. Selon une étude du Congrès américain, chaque fois que le prix du baril baisse de 1 dollar, l'Union soviétique perd annuellement 550 millions de dollars en devises.

L'Institut autrichien de recherches économiques prévoit que, en 1986, l'Union soviétique sera privée, par la chute des cours pétroliers, de 7 milliards de dollars, soit de près d'un tiers de ses rentrées annuelles en devises. Le même organisme anticipe une augmentation des ventes d'or, une réduction des importations, mais un accroissement d'un tiers de la dette, laquelle pourrait tourner ainsi autour de 30 milliards de dollars. Un chiffre à rapprocher des recettes en devises fortes engrangées à l'exportation, qui avaient atteint 23,3 milliards de dollars en 1985.

La politique avant l'économie

La chute des cours du pétrole a fait prendre conscience aux responsables soviétiques de la fragilité de leur commerce extérieur. « Nous dépendons presque exclusivement d'une sorte de monoculture. Cette situation ne peut durer », confiait

récentement l'un d'entre eux à un diplomate occidental. La part des hydrocarbures dans les exportations soviétiques n'a cessé, en effet, de croître depuis dix ans.

Le « grand projet » des chefs de département nommés depuis quelques mois par le nouveau ministre du commerce extérieur, M. Aristov, est de réduire cette dépendance en développant des ventes de produits industriels soviétiques sur le marché occidental. La refonte de l'organigramme du ministère, et notamment l'ascension spectaculaire de M. Vladislav Malkovitch, devenu premier vice-ministre, doit être ainsi interprétée. On se débarrasse en même temps de personnalités qui ne faisaient plus guère que de la figure, tel M. Iouri Brejnev, le fils de l'ancien secrétaire général, premier vice-ministre du commerce extérieur depuis 1979, qui a pris récemment sa retraite à cinquante-trois ans.

Il n'est pourtant pas facile d'inculquer une mentalité exportatrice aux fonctionnaires du ministère. Désorientés, mais soucieux de bien faire, certains d'entre eux demandent à leurs interlocuteurs japonais, suédois ou suisses de leur donner des idées de joint-venture. L'Occident devrait ainsi fournir non seulement l'essentiel des capitaux mais aussi la technologie pour des produits qui seraient ensuite exportés à l'Ouest.

Le décret publié ce mercredi

24 septembre par la *Pravda* sur l'autonomie financière doit servir, dotés, à partir du 1^{er} janvier prochain, 70 grandes entreprises et 20 ministères ou agences gouvernementales pour leurs rapports commerciaux avec l'Occident constitués, en tout cas, s'il est réellement appliqué, comme tout ce qui a été décidé ces derniers temps, d'une baisse de pouvoir du ministère du commerce extérieur et d'un effort de décentralisation.

Jusqu'ici, en effet, si une entreprise soviétique avait quelque chose à vendre à l'Ouest, elle devait passer par l'intermédiaire d'un des innombrables bureaux spécialisés de ce ministère. Le processus était le même quand une société occidentale voulait exporter ses produits sur le marché soviétique. Désormais, si on comprend bien, les entreprises, les ministères ou les agences concernées par le décret pourront traiter directement avec l'Occident pour leurs opérations d'import-export.

Il leur faudra, cependant, obtenir au préalable l'accord d'un nouvel organisme, la commission du commerce extérieur du conseil des ministres, dont on doit espérer que la tutelle et les effectifs seront moins lourds que ceux du ministère du commerce extérieur. Sinon, une administration en remplacement tout simplement une autre.

Le décret publié par la *Pravda* ne donne pas la liste des entreprises concernées. Il est plus que douteux que celles qui fournissent l'essentiel des devises du pays, par l'exportation du pétrole et du gaz sibérien recevront la libre disposition des sommes encaissées, sur les très gros contrats de ce genre. La mainmise du ministère du commerce extérieur devrait rester entière à moins de voir cet organisme de toute sa substance. La réforme devrait plutôt concerner les contrats d'importance moyenne.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Conseil d'assistance économique mutuelle, organisation économique des pays de l'Est souvent connue sous son sigle anglais COMECON.

AGRICULTURE

Les petits producteurs d'engrais créent un syndicat

Plusieurs petites sociétés d'engrais viennent de créer un syndicat national des producteurs indépendants. Tout en restant adhérents à la Fédération nationale de l'industrie des engrais, ces sociétés entendent se défendre contre les « groupes d'influence » et les « groupes sociaux ». Dans un communiqué signé de seize entreprises, le syndicat s'en prend notamment à la « concurrence insupportable des sociétés subventionnées par l'Etat » et au quasi-monopole pour l'approvisionnement en potasse de la Société commerciale des potasses et de l'azote. Selon un représentant de ce syndicat, il a pour vocation aussi de s'opposer aux importations d'engrais en provenance de l'étranger et de développer des idées originales en matière de fertilisation.

Grève de la faim au Crédit agricole de Millau. — La sécheresse dans le sud de l'Aveyron a suscité la création d'un comité regroupant des membres appartenant aux divers syndicats (Travailleurs paysans, FDSP, MODEF). Depuis le vendredi 19 septembre, ce comité est à l'origine d'une grève de la faim dans les locaux du Crédit agricole de Millau, pour le report des annuités des prêts en fin d'échéance, afin de soulager les trésoreries. La FDSEA de l'Aveyron — celle du président national, M. Lacombe, — qui partage la revendication mais veut faire évoluer les aides financières annoncées par le gouvernement « pour qu'elles aboutissent à l'effacement de l'annuité 1986 pour les agriculteurs les plus sinistrés », a précisé qu'elle n'approuvait pas cette action. (Corresp.)

Marchés financiers

PARIS, 24 septembre ↓

Résistance : - 0,24 %

La Bourse de Paris a en grande partie confirmé sa bonne tenue de la veille, en ne cédant que 0,24 % pendant la séance officielle. La matinée, l'indicateur de tendance avait perdu 0,18 %. Cette résistance de marché était considérée par les boursiers comme un indice encourageant, au lendemain des écarts qui ont perturbé l'activité pendant la première quinzaine de septembre. A l'approche des premières privatisations, et après l'annonce par M. Balladur que 14 % du capital de l'Elf seraient offerts sur le marché, la Bourse a eu de nouveau sujet à une certaine agitation, accentuée par les visées de M. de Benedetti sur les Presses de la Cité. La question se pose de savoir si elle sera au rendez-vous pour absorber le flux de papier qui découlera de mouvements de privatisation.

Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient Bouygues (+ 7,06 %), bénéficiant du feu vert donné à la construction de port de l'île de Ré. Lagardère, Météo France et Comptoir des Entrepreneurs se montrèrent fermes. L'immobilier apparut comme le grand gagnant de la séance.

Parmi les valeurs en baisse, on notait Belfort (- 5,08 %), Panroyal, de même que les Locataires, UIC et Eran.

Une panne d'électricité plongea les différents étages dans l'obscurité, empêchant le sale des cours du comptant et du second marché.

Le marché obligataire s'affaissa légèrement, ainsi que le MATIF, où le contrat à échéance juin 1987 d'obligation à 111,80, contre 111,85, la veille.

Saïra par les banques Demosy et Indosuez, agissant pour le compte des sociétés Carat et Poshelboom, d'un projet d'offre publique concernant les actions des Presses de la Cité, la chambre syndicale a maintenu la suspension de ces titres.

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,69 F.

Sur des marchés des changes où règne l'incertitude, les investisseurs ont été rassurés par Washington à la fin de la semaine, les cours ont gagné au gré des déclarations fallacieuses parvenues. Après avoir fléchi, le dollar s'est raffermi. A Paris, le deutschemark a légèrement monté à 3,2740 F.

FRANCFORT 23 sept. 24 sept.
Dollar (en DM) ... 2,6546
Tokyo 23 sept. 24 sept.
Dollar (en yen) ... 154,98 154,98

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (24 sept.) ... 7 1/8 %
New-York (23 sept.) ... 5 11/16 %

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 23 septembre
Nombre de contrats : 6 000

COURS
Dernier ... 111
Précédent ... 110,55

ÉCHÉANCES
Sept. 86 ... 112,30
Déc. 86 ... 112,25
Mars 87 ... 111,55
Juin 87 ... 111,85

AUTOUR DE LA CORBEILLE

DMC VA REPRIRE 51 % D'HERVILLIER. — La cotation des actions de la société Hervillier, spécialisée à la Bourse de Lille, a été suspendue le 23 septembre, en raison d'un projet d'opération financière. Il s'agit, en fait, du groupe textile DMC, qui a engagé des pourparlers avec Hervillier pour acquiescer une participation de 51 % dans cette entreprise de fil à tricoter, qui a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires de 370 millions de francs (dernier cours de l'action : 323 F en second marché).

CARLO DE BENEDETTI S'INTERESSE AUX PRESSES DE LA CITÉ. — Informé d'un projet d'opération financière, la Chambre syndicale des agents de change a suspendu, le 23 septembre, « jusqu'à nouvel avis », la cotation des titres Presses de la Cité (marché à règlement mensuel de Paris, dernier cours : 2 420 F). La veille, une application portant sur un peu plus de 15 % du capital, avait eu lieu à ce cours. (Libre page 20.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.	
S.R.-IL	6,690	6,690	+ 35	+ 37	+ 110	+ 135	+ 325	+ 405
Sum	4,835	4,835	- 34	- 35	- 118	- 10	- 410	- 330
Yen (100)	154,978	154,978	+ 65	+ 65	+ 140	+ 180	+ 400	+ 520
DM	3,2735	3,2735	+ 45	+ 48	+ 125	+ 155	+ 300	+ 420
FR (100)	162,55	162,55	+ 40	+ 50	+ 80	+ 100	+ 245	+ 265
ES	16,880	16,880	+ 10	+ 10	+ 10	+ 10	+ 10	+ 10
ES	4,940	4,940	+ 30	+ 35	+ 100	+ 120	+ 330	+ 410
L (100)	2,700	2,700	- 200	- 200	- 300	- 300	- 500	- 500
E	5,7305	5,7305	- 230	- 190	- 370	- 430	- 1540	- 1300

TAUX DES EUROMONNAIES

	3 1/4	6	1 1/2	3 1/4	6	1 1/2	3 1/4	6	1 1/2
SR-IL	5 1/4	6	6 1/2	6 1/2	6	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
DM	4 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	4 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Sum	4 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	4 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Yen (100)	6 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	6 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
ES	8 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	8 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
L (100)	9 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	9 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
E	9 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	9 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
R. Imp.	7 1/2	8	8 1/4	8 1/4	7 1/2	8	8 1/4	8 1/4	8 1/4

Ces cours piqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT NATIONAL

AUGMENTATION DE CAPITAL

DE F 502 038 800 A F 645 478 400
PAR SOUSCRIPTION EN ESPÈCES

Prix d'émission :
F 400 par action
de F 200 nominal,
à verser intégralement
à la souscription.
Souscription :
2 actions nouvelles pour
7 actions anciennes.
Jouissance : 1^{er} janvier 1986.
Délai de souscription : 24 septembre
au 13 octobre 1986 inclus.
Souscriptions reçues au siège du
Crédit National et aux guichets des
établissements domiciles.

Les modalités complètes de cette opération figurent dans une note d'information (visé CGB n° 86-207 en date du 10 juin 1986) mise gratuitement à la disposition du public au siège de la société (45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris) et auprès des établissements chargés de la souscription.
Bolo du 15 septembre 1986.

Crédit National

LES MOYENS DE LA RÉUSSITE

ion

24 SEPTEMBRE

24 SEPTEMBRE

Réglement mensuel																	
Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%			
1800	AS 5% 1879	1779	1782	1784	- 0 50	1800	Manarini	104	103 10	82 10	- 0 05	80	Schneider & Co	634	638	645	+ 1 73
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	C.R.E. 5%	4010	4010	4010	- 0 04	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	116	+ 1 88
1210	B.A.P. 7%	1210	1210	1210	0 00	1210	Mariotti	110	110	110	0 00	110	S.O.S. 4%	119	115 50	11	

Comptant (sélection)										Second marché (sélection)									
VALEURS			% du com.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	
Obligations										Étrangères									
Emp. 7 1/2 % 1980	6890			Delta	642	802	Midi D'Alsace	413	412	A.G.P. S.A.	1300	1300	Develuy	1768	1650	Molot	291 10	318	
Emp. 8,00 % 77	3 054			Colindal (L)	1170	1200	1200	178	178	Alm. Hénault	780	798	Danville	921	948	Neville-Delmas	750	768	
8,00 % 78/79	104 80	3 054		Orléans	629	629	1200	107 20	107 20	Asynel	400	415	Ditron-Amorcan	546	550	Om. East. Fin.	411	427	
8,00 % 78/79	100 35	6 819		Compagnie	482	482 40	1200	185	172 20	Alm. Hénault	780	798	S.E.C. P.M.	250	250	3120	3785		
10,80 % 79/80	119 70	6 819		Ind. Indus.	400	400	1200	800	800	B.L.P.	1320	1320	S.E.C. P.M.	250	250	Petit Suisse	1717 30		
12,25 % 80/82	111 10	13 108		Comp. Lyon-Alst.	588	600	1200	195	194	Algeria Bank	1553	1546	Espagnol	295	285	Petrolgas	442	468	
12,50 % 80/87	130 78	13 108		Comp. Indus.	1546	1320	1200	361	361	Bolton	504	524	Français	785	770	Royal	883	890	
12,50 % 80/87	119 80	8 085		C.A.M.P.	23	22 15	1200	400	400	Alm. Hénault	780	798	Gazette	385	389	St-Gobain Emballage	1211	1308	
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85	11 518		Colin (C.F.B.)	726	726	1200	388	388	Alm. Hénault	780	798	St-Gobain Emballage	1211	1308	250	250		
12,50 % 82/80	131 85																		

[illegible][illegible][illegible]

هكذا من الاحل

حکذا من الاجل

28 • Jeudi 25 septembre 1986 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	DÉBATS	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution française demandant le retrait d'Israël du Liban sud. 4 Proche-Orient. 5 Chine : la session du comité central. Quand la politique reprend le pas sur l'économie.	7 Le projet gouvernemental de découpage électoral. 8 Le discours de M. Chirac au Conseil économique et social. 9 Les fonctionnaires sont-ils souvent et sévèrement sanctionnés ?	2 Les manipulations génétiques. SOCIÉTÉ 10 Les négociations du gouvernement Chirac sur le sort de Georges Ibrahim Abdallah. 11 Edgar Brandys devant la cour d'assises du Vaucluse.	13 à 15 Expositions : Arp à Strasbourg. — Cinéma : l'honneur posthume de Franju ; le Festival de Toronto. 20 Communication : le projet de loi sur la concentration multimédias.	24 Les mutations dans l'industrie automobile italienne. — Les hésitations du gouvernement sur le contrôle des changes. 25 Les résultats du commerce extérieur. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Petites annonces 21 Carnet 21 Météorologie 19 Mots croisés 20 Programmes spectacles 16 à 18

Le soir de l'attentat de la rue de Rennes

Emile Abdallah, en partance pour Vienne aurait été reconnu par une employée d'Orly-Sud

Les enquêteurs de la police judiciaire française continuent de soupçonner Emile Ibrahim Abdallah, sur la foi de deux témoignages visuels, d'être l'un des auteurs de l'attentat du 17 septembre, rue de Rennes à Paris, malgré sa réapparition le lendemain, à la mi-journée, à Kobayat, dans le nord du Liban, devant deux journalistes de l'AFP. La conviction des policiers a été récem-

ment confortée par le témoignage d'une employée de l'enregistrement à l'aéroport d'Orly, qui assure avoir reconnu Emile Abdallah parmi les passagers du vol Paris-Vienne (Autriche), de 20 h 50, le soir de l'attentat. Un message a été transmis à Interpol par la police française afin de suivre cette piste, tandis que trois inspecteurs de la police judiciaire prenaient, mardi soir

23 septembre, le même vol de 20 h 50 de l'Austrian Airlines pour Vienne.

Ce mercredi matin, 24 septembre une réunion s'est tenue au ministère de l'Intérieur autrichien sous la direction de MM. Robert Danzinger et Anton Schulz, responsables de la Staatspolizei, le principal service de renseignement de la police autrichienne.

minelle étudiait donc toutes les possibilités de fuite d'Emile compatibles avec les délais de son retour au Liban. C'est dans le cours de cette enquête qu'intervient le témoignage d'une employée de l'aéroport de Paris, « un témoignage non sollicité, très précis, crédible », assure-t-on. Agent d'escalier, elle était chargée d'enregistrer les passagers du vol OS 232 (Austrian Airlines) Paris-Vienne, à l'aéroport d'Orly-Sud, mercredi soir 17 septembre. Un vol qui fonctionnait tous les soirs de la semaine. Départ : 20 h 50 ; arrivée dans la capitale autrichienne : 22 h 40.

Une cinquantaine de passagers

Or ce témoin assure reconnaître aujourd'hui, parmi les passagers, Emile, sur la base de la photo diffusée par les services de police. Les policiers en sont maintenant à la seconde étape : retrouver sur le listing des passagers du vol, l'identité sous laquelle aurait pu voyager Emile, en d'autres termes retrouver la trace de tous les passagers, une cinquantaine environ.

Ces vérifications ont en cours, à Vienne — où sont partis trois inspecteurs français — et à Paris. Tâche évidemment difficile, les enquêteurs soulignent que Georges, frère d'Emile, durant son activité terroriste en Europe de 1980 à 1984, a à lui seul utilisé au moins une dizaine de noms différents, accompagnés de passeports ad hoc — de « vrais faux » — le plus souvent.

Toutefois, dans l'attente de ces recoupements, on itinéraire possible a été reconstitué par les policiers. L'affolement créé par l'explosion facilitait la fuite de la BMW, qui circulait dans le couloir d'autobus en direction de la tour Montparnasse. Il est 17 h 30, ses occupants ont largement le temps de se débarrasser du véhicule — toujours — et de gagner l'aéroport d'Orly-Sud. A moins que le mouvement soit inverse : dépôt de l'un des occupants à l'aéroport, puis dissimulation du véhicule. Les policiers notent à ce propos que Salim El Khoury ne se manifeste, lui, au Liban que dimanche 21 septembre.

Scénario

20 h 50 : décollage pour Vienne. Arrivée 22 h 40. Emile — si c'est bien lui — est alors en transit, ce qui signifie qu'il n'est pas contrôlé. Il peut même, pour mieux préparer l'arrivée à sa destination finale, changer de passeport. Lors de son débarquement, il sera ainsi contrôlé sous une autre identité que celle utilisée au départ. Or à l'aéroport de Vienne décolla, à 23 h 25, un vol de

l'Austrian Airlines (OS 731) pour Larnaka, à Chypre. Arrivée à Larnaka : 3 h 35, heure locale.

Selon les enquêteurs français, il n'y aurait qu'une dizaine de minutes de transport entre l'aéroport de Larnaka et le port d'où une vedette rapide peut se rendre en quatre heures, toujours d'après leurs calculs, à Tripoli. « Selon ce scénario, qu'il nous faut vérifier dans le détail », explique un enquêteur, « Emile peut, compte tenu du décollage horaire, passer à son travail dans la matinée, puis être à Kobayat ensuite, qu'il n'est distant que d'une heure en voiture de Tripoli ».

La police judiciaire, est assez tendue pour aller jusqu'au bout de cette piste. On saura donc, un jour, si l'identité d'un des passagers du vol Paris-Vienne était fautive. Si les policiers ont vu juste, reste à expliquer comment cette fuite a été possible, alors que la famille Abdallah était déjà soupçonnée d'être responsable de la vague d'attentats. Réponse simple : mercredi soir 17 septembre, le signalement d'Emile n'était toujours pas diffusé, les policiers de la brigade criminelle n'apprenant même son existence que lors de la confrontation des témoins avec le lot de photos transmis par les services de renseignement.

Pourquoi ? Sans doute parce que la DST a trop longtemps gardé par devers elle les photographies en sa possession. Une situation, hélas ! classique dans les rapports entre police judiciaire et police de renseignement. Il faut aussi souligner que les vols à destination de pays européens sont très peu contrôlés, à l'inverse de ceux qui vont vers le Moyen-Orient.

Ce nouveau rebondissement dans l'enquête conforte les policiers dans leur certitude sur les auteurs de la vague d'attentats : le réseau FARL. Ils soulignent prudemment l'absence d'attentats et de communications manuscrites à Paris depuis le repli du clan Abdallah sur Kobayat. Ils n'excluent pas, en théorie, des alliances — par exemple avec des Libanais chiites pro-trançais — mais assurent qu'aucun élément ne vient encore les confirmer.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

Sur le vif

Bronzette à Papeete

Tôt ce matin, coup de téléphone d'un ami. Il parlait hier, en début d'après-midi, pour le Canada et je m'étonne :
— Tu m'appelles déjà ?
Quelle heure il est, là-bas ?
— 7 h 15. Là-bas, c'est ici. Je suis au South-Beach.
— Tiens, qu'est-ce qui s'est passé ?
— Une alerte à la bombe. L'avion n'a pas pu décoller. On nous a fait glisser jusqu'à dix heures du soir en nous laissant espérer qu'on finissait par embaïquer, pour nous envoyer l'avis de changer de compagnie. Et puis, bon, après c'était trop tard. Il a fallu aller à l'hôtel.
— C'est comment à Roissy ?
— La galère. Entre les alertes, les interrogatoires de passagers, les contrôles de bagages, les vérifications de visas et tout ça, tu peux pas imaginer ce qui se passe. Et alors là, aujourd'hui, avec Air France qui se met en grève, ça va être dément.
— Oui, mais ça, chéri, faut le comprendre, le personnel navigant. Pour faire Paris-Los Angeles-Papeete et retour, ils ont, que ça, quatre-vingt-sept heures de repos avant et pendant. Plus une période de quatre nuits d'affilée après.
— Pour combien d'heures de vol ?
— Trente-huit.
— C'est pas suffisant ?
— Enfin, voyons, tu rêves ! Tu sais combien ils ont à Tahiti ? Plus qu'une journée. Alors pour se faire bronzer !
— Ousé, évidemment. N'empêche, je me demande si c'est une raison suffisante pour foutre le bordel dans les aéroports. C'est peut-être pas le moment. Regarde ton Mimi...
— Quoi, mon Mimi ?
— Il trouverait indécent de perdre trente secondes à signer l'ordonnance sur le découpage électoral. Même si elle est conforme à un article précis, aux exigences du Conseil d'Etat.
— Il a bien raison. S'occuper des travaux de couture de Papeete, là, maintenant, ce serait d'un déplacé !
— Il se déplace bien, lui, il vient de se balader en Indonésie.
— Brrr, justement, il veut plus bronzer. Ni pied ni patte.
CLAUDE SARRAUTE.

Peu de perturbations à Air France et à la RATP

Air France a réalisé son programme de vols prévu, le 24 septembre, malgré l'ordre de grève du Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), soit la totalité de ses vols long-courriers et 90 % de ses vols moyen-courriers habituels. L'affrètement d'appareils et d'équipages d'autres compagnies a permis de tourner un ordre de grève qui a été lancé pour obtenir un temps de repos plus important à l'occasion de Papeete sur la ligne Paris-Los Angeles-Papeete ouverte le 26 septembre.

A la RATP, la direction indiquait, en milieu de journée, que les arrêts de travail organisés par la CGT ne perturbaient pas le trafic des lignes A et B du RER. 93 % du trafic du métro était assuré. La CGT appelait à la grève pour protester contre des suppressions de postes.

Enfin, les agents de conduite autonomes (FGAAC) de la SNCF ont annoncé qu'ils se joindraient à la grève de vingt-quatre heures organisée par la CGT le mardi 30 septembre. Le préavis de grève couvre la période allant du mardi à 6 heures au mercredi à 6 heures. La FGAAC veut ainsi protester contre « la dégradation de la situation sociale des cheminots » et « la mise en place d'un nouveau système de rémunération inacceptable ».

Où trouver le Glenturret ?
Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple La Chaumière Paysanne, 4, rue Jean-du-Bellay, Paris 4^e.

Cinq interpellations à Paris

La brigade criminelle de la police judiciaire parisienne a effectué, mercredi matin 24 septembre, diverses opérations au domicile de plusieurs personnes susceptibles, selon les renseignements généraux, d'apporter aide et assistance à des terroristes. Cinq d'entre elles, de nationalité française, ont été interpellées. Elles seraient connues pour être des proches de Frédéric Oriach, l'une des figures de l'ultra-gauche pro-palestinienne, libéré de prison le 11 avril dernier. Le séjour de Frédéric Oriach, cet été, à Damas intrigue les policiers français.

Ces interpellations ont été opérées sur commission rogatoire de M. Alain Marsaud, le juge d'instruction chargé des dossiers des attentats commis dans la capitale depuis décembre 1985. Placés en garde à vue — dont le délai est désormais de quatre jours dans les affaires de terrorisme — les cinq interpellés sont actuellement entendus au quai des Orfèvres.

D'autre part, Georges Ibrahim Abdallah, Anis Naccache et Varoujan Gardigian, les trois terroristes dont le CSPPA demande la libération, ont été regroupés à la prison parisienne de la Santé pour « des raisons de sécurité et administratives ».

M. Camdessus proposé au poste de directeur général du FMI

M. Balladur, ministre de l'économie et des finances, proposera, à l'occasion des réunions monétaires qui commenceront à Washington, vendredi 26 septembre, pour préparer l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire, la candidature de M. Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, au poste de directeur général de cette institution.

N° 400

LA DECO
DANS LE COUP
LE CÔTÉ
DE LA DECO

MAISON
FRANÇAISE

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde »
daté 24 septembre 1986
a été tiré à 492 572 exemplaires

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISSENT LES -30% D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh 512/800 et 10 logiciels freeware au choix : 12.950 F HT et 15.358 F TTC.

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontière
29, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 13006 • 91.37.25.03

Préservez votre dos fragile avec la nouvelle somnifère **TRECAFLEX** de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés... à lattes flexibles, d'une progressivité incomparable, inclinable tête et pied (toutes dimensions).

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République
75011 PARIS. Tél. : 68.57.48.35
Métro : PARMENTIER

Via Veneto

SALON DU PRÊT-A-PORTER
Stand 36 - 1^{er} étage

115, av. St-Lambert, 06100 NICE Tél. 93-51-55-55

N° 400

ON VOUS FAIT LE COUP DES 400 COÛTS

MAISON FRANÇAISE
UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A B C D E F G